

Conférence de presse – 30 mars 2023

**Face aux crises, les assureurs
agissent pour une société plus
résiliente**



Sommaire

1. En 2022, la montée des risques géopolitique, économique et climatique a amplifié les attentes des Français en matière de protection.....	page 5
2. Face aux crises multiples, les assureurs agissent pour augmenter la résilience de la société.....	page 25
– Face au dérèglement climatique.....	page 27
– Face au choc inflationniste.....	page 39
– Face aux risques émergents.....	page 47
– Face au besoin croissant de protection sociale	page 55
– Face aux risques économiques.....	page 73
3. Les assureurs investissent pour relever durablement les grands défis révélés par ces crises.....	page 93
– Les assureurs investissent dans le capital humain.....	page 95
– Les assureurs investissent durablement.....	page 105



1

En 2022, la montée des risques géopolitique, économique et climatique a amplifié les attentes des Français en matière de protection



La relance faisant suite à la crise sanitaire a engendré des tensions sur les marchés du gaz et du pétrole que le conflit en Ukraine a transformées en crise énergétique...

Prix du pétrole

(en \$ et en €)



Prix du gaz

(en \$ et en €)



- **Les prix du pétrole et du gaz** étaient déjà en hausse sur l'ensemble de l'année 2021 : +64 % et +58 % respectivement.
- À la suite du conflit russo-ukrainien, ces prix **ont poursuivi leur hausse en 2022** : +39 % et +78 % respectivement.

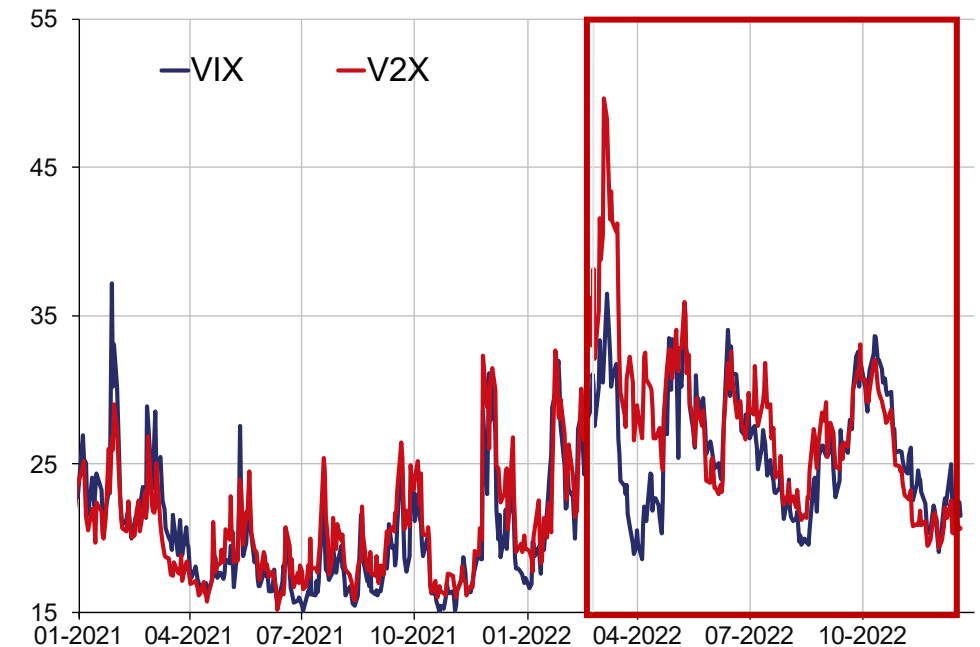
Source : Investing.com.

... dans un contexte global de tensions géopolitiques...

Prix du blé
(en £/tonne)



Volatilité des marchés financiers
(en points)



- L'Ukraine, grenier à blé de l'Europe, a dû réduire sa production agricole de 39 % en raison du conflit sur son territoire, poussant à la **hausse les prix agricoles de 21 %**, dont 34 % pour le blé, en 2022 par rapport à 2021.
- Ces tensions se sont accompagnées d'une volatilité accrue sur les marchés financiers, visible sur l'indice dit « de la peur », davantage en Europe (V2X) qu'aux États-Unis (VIX).
- La politique dite de zéro Covid en Chine a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Source : Investing.com.

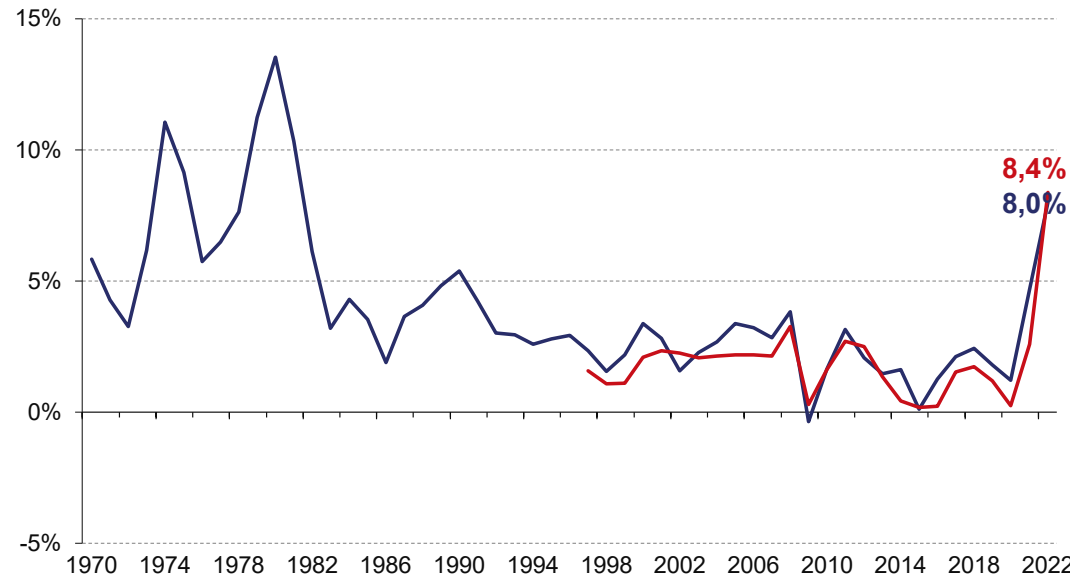
Note : Futures blé, cotation à Londres.

Risque économique

... marquant le retour de l'inflation à un niveau inédit depuis les années 1980...

Inflation aux États-Unis et en zone euro

(croissance en moyenne annuelle, en %)

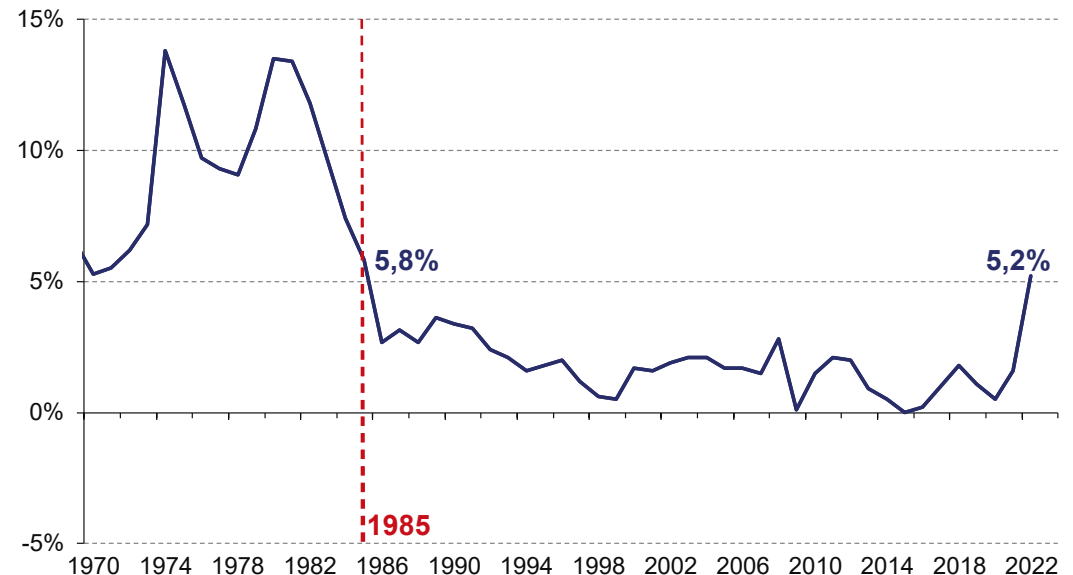


● États-Unis

● Zone euro

Inflation en France

(croissance en moyenne annuelle, en %)

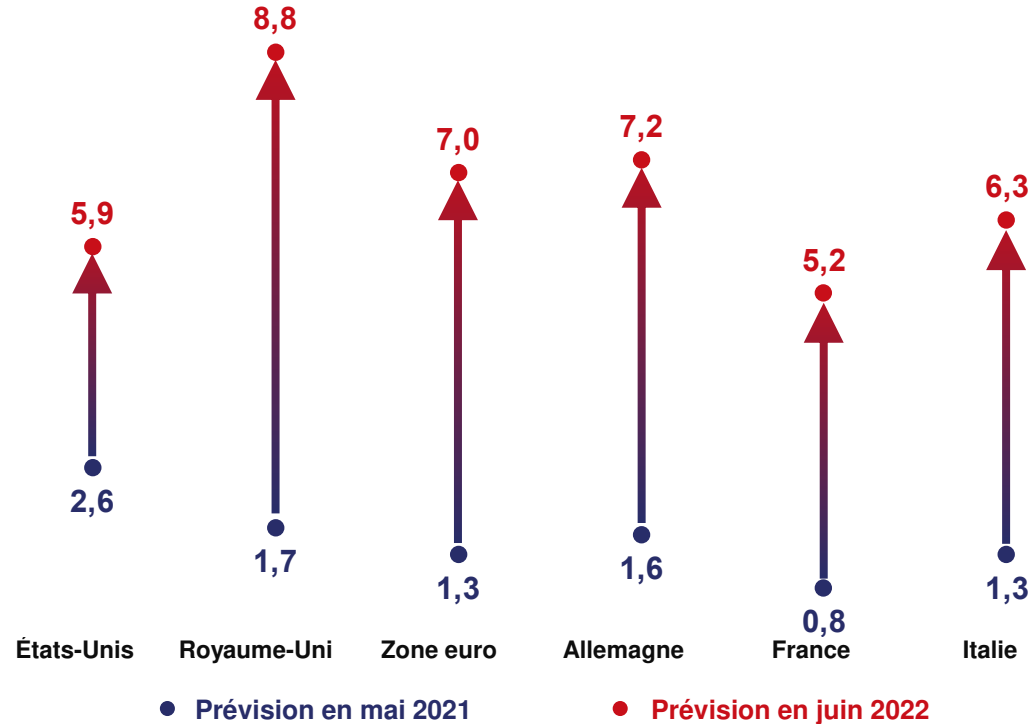
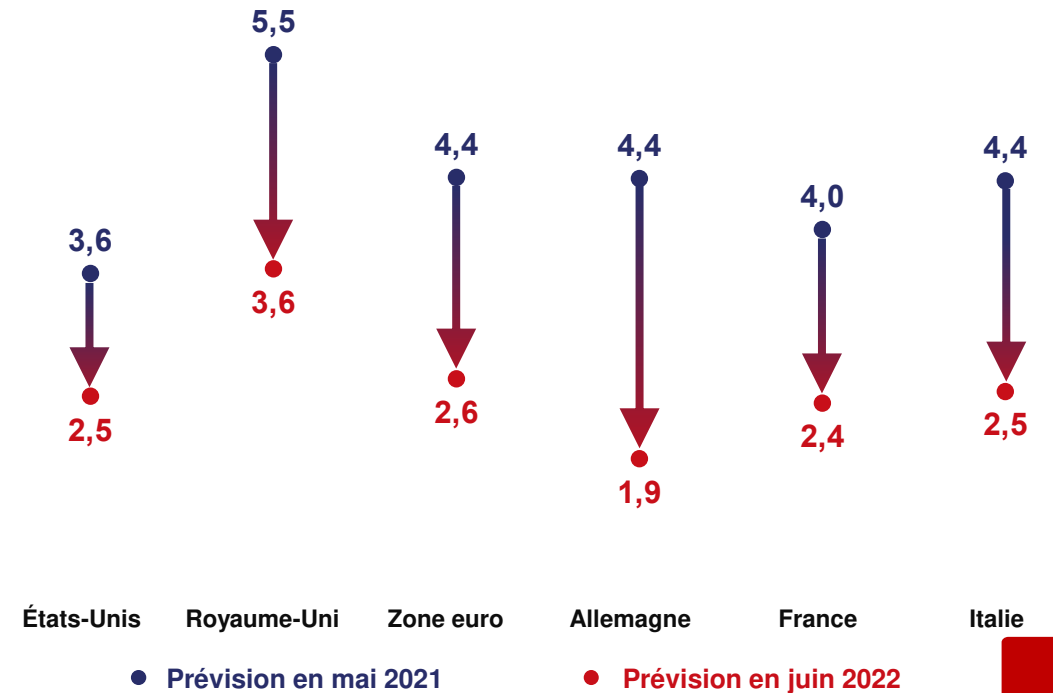


- Aux États-Unis, l'inflation retrouve un niveau inobservé depuis 1981 à 8,0 %.
- Dans la zone euro, elle atteint un niveau record à 8,4 %.
- **En France, l'inflation dépasse les 5 % pour la première fois depuis 1985.**

Sources : US Bureau of Labor Statistics, Eurostat, Insee.

Risque économique

... que personne n'avait envisagé...

Évolution des prévisions d'inflation pour l'année 2022
(en %)Évolution des prévisions de croissance pour l'année 2022
(en %)

- La montée des tensions géopolitiques et le conflit russo-ukrainien ont nourri l'incertitude, engendrant des écarts de prévision significatifs.
- Les nettes révisions à la hausse des perspectives d'inflation se sont accompagnées de révisions à la baisse des perspectives de croissance.

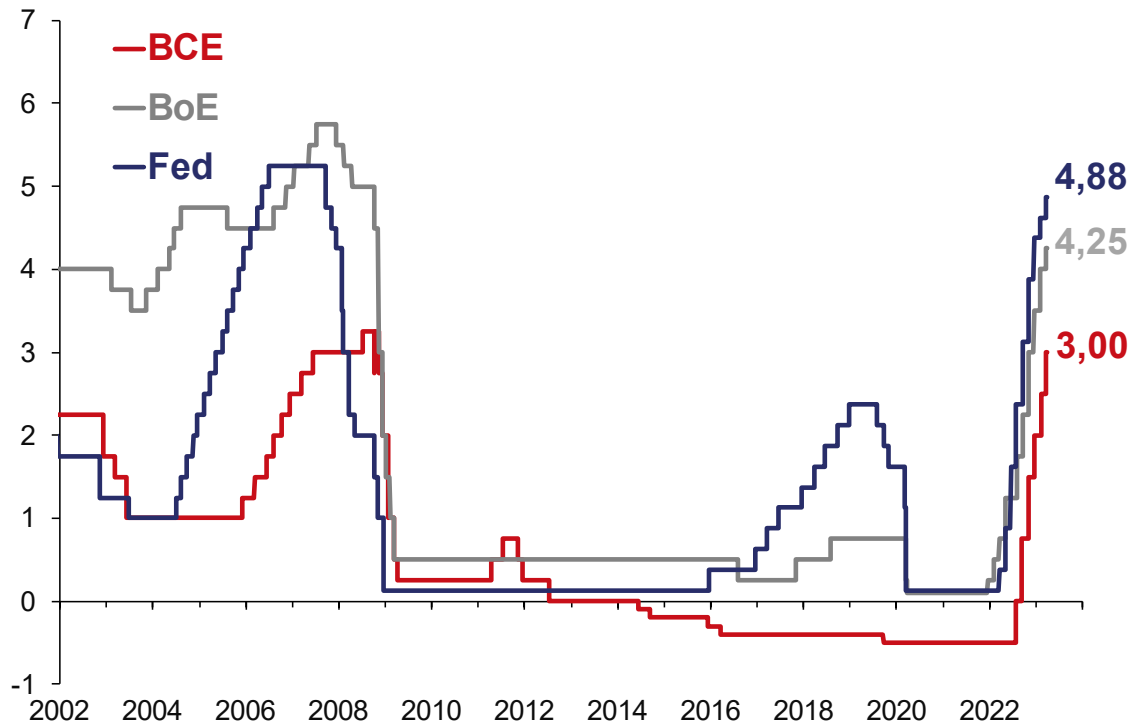
Source : Perspectives Économiques de l'OCDE.

Risque économique

... entraînant un revirement brutal des politiques monétaires...

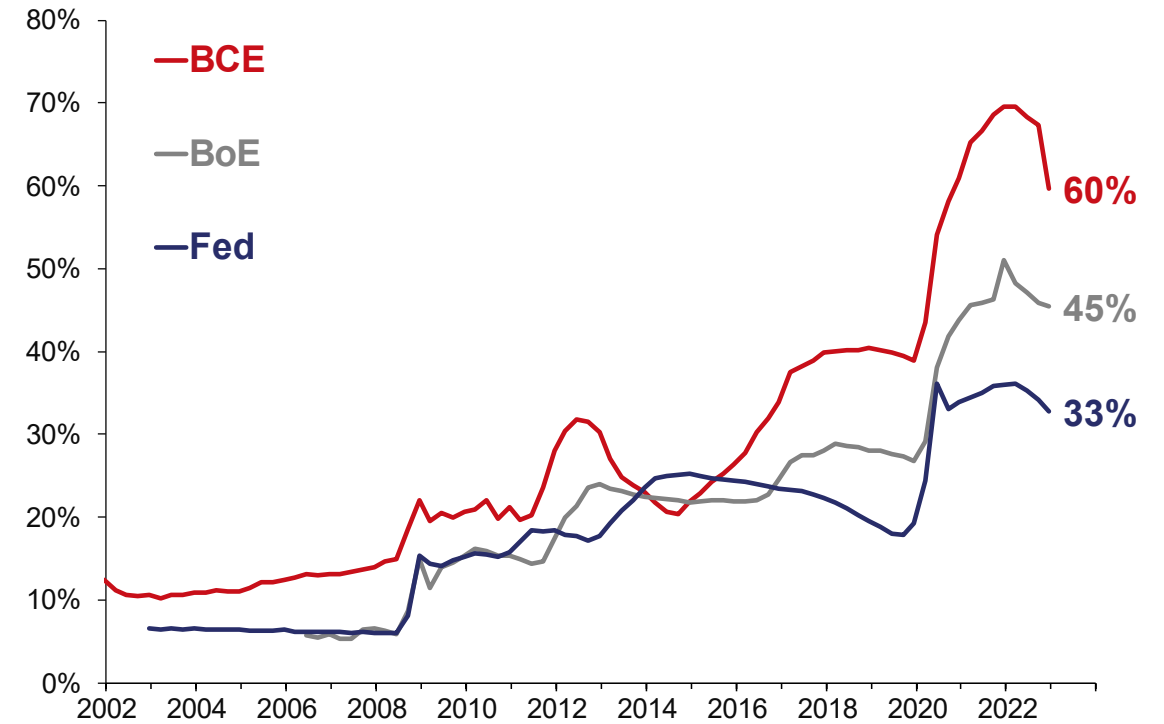
Taux d'intérêt des banques centrales

(en %)



Taille du bilan des banques centrales

(en % du PIB)



- Les banques centrales ont procédé à une **remontée des taux d'intérêt** quasi-synchrone à partir du 16 décembre 2021.
- Le caractère très accommodant de la politique monétaire non conventionnelle a pris fin au début d'année 2022 : le *quantitative easing* a cédé la place au *quantitative tightening*.

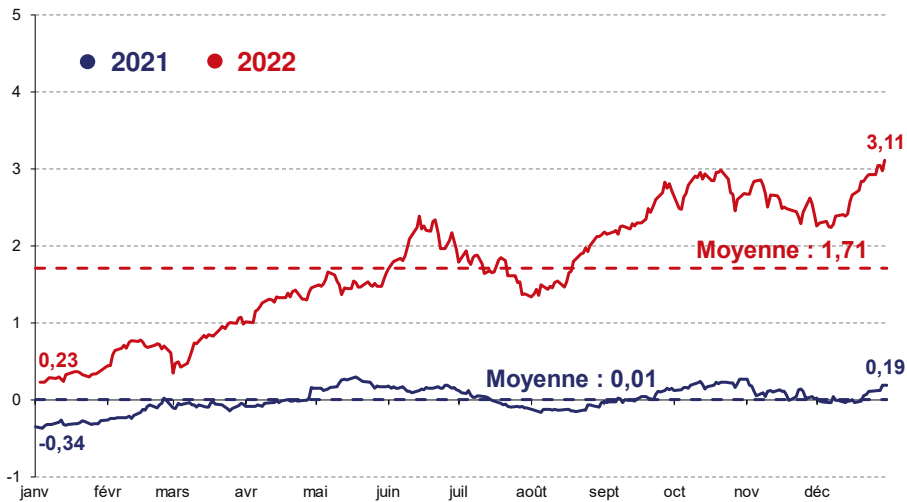
Sources : Banque Centrale Européenne, Bank of England, Federal Reserve, Eurostat, ONS, US Bureau of Economic Analysis.

Derniers points : 30/03/2023 pour les taux et 31/12/2022 pour la taille des bilans.

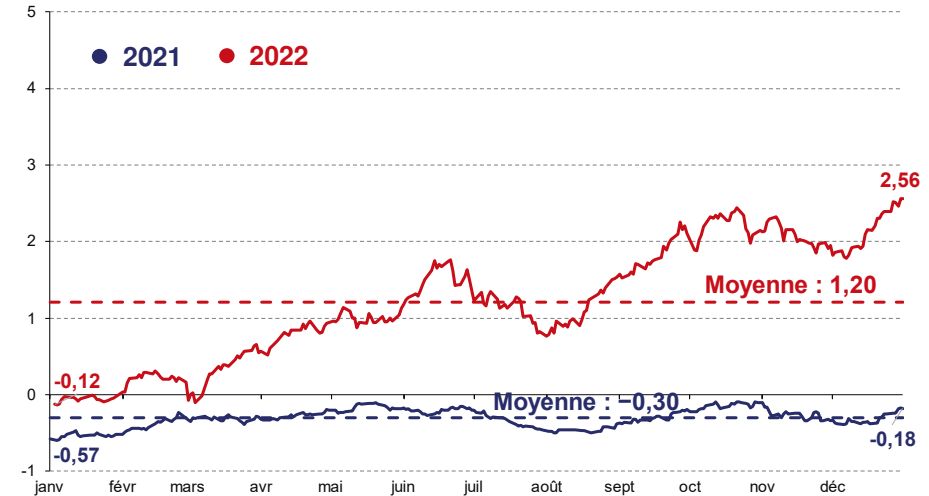
Risque économique

... et provoquant une remontée rapide des taux d'intérêt

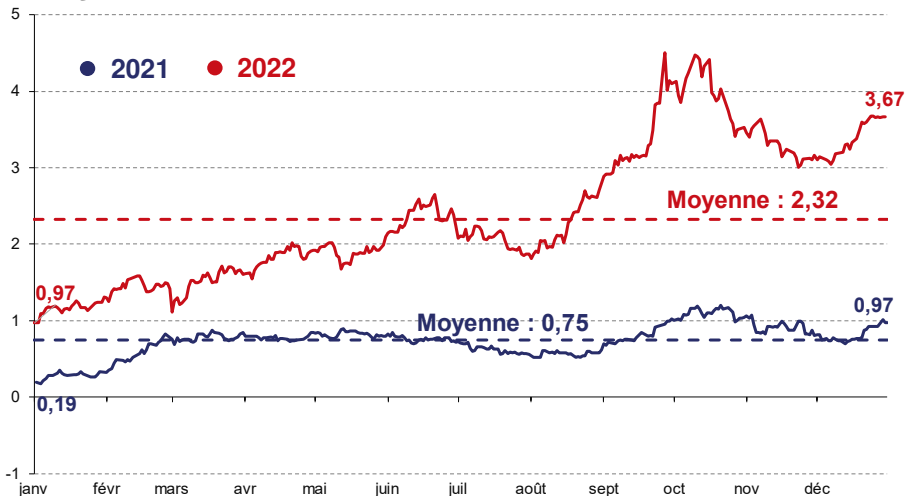
France (OAT 10ans, en %)



Allemagne (Bund, en %)



Royaume-Uni (Gilts, en %)



États-Unis (T-bond, en %)

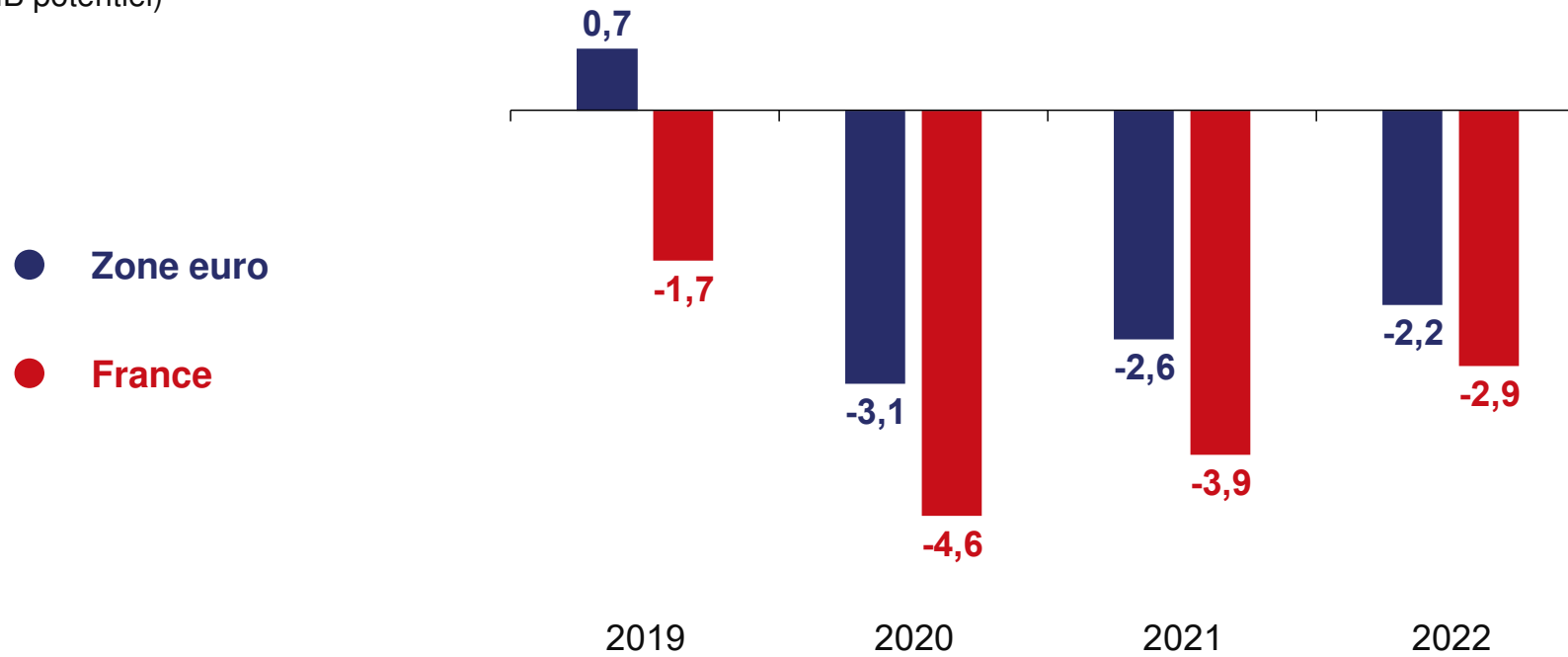


Source : Investing.com.

Risque économique

Les orientations de finances publiques ont été adaptées pour faire face à la priorité du pouvoir d'achat succédant à celle liée à la crise sanitaire...

Solde budgétaire structurel primaire¹ (en % du PIB potentiel)



- **Le soutien massif des économies lors de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid n'a été que partiellement effacé** lors des deux années suivantes, en zone euro comme en France.
- En cumul sur les années 2020-2022, **l'impulsion budgétaire² reste positive**, de 2,9 points de PIB en zone euro et de 1,2 point de PIB en France.

Source : FMI.

¹ Solde budgétaire corrigé du cycle conjoncturel hors service de la dette.

² L'impulsion budgétaire correspond à la différence du solde budgétaire structurel primaire sur la période d'examen.

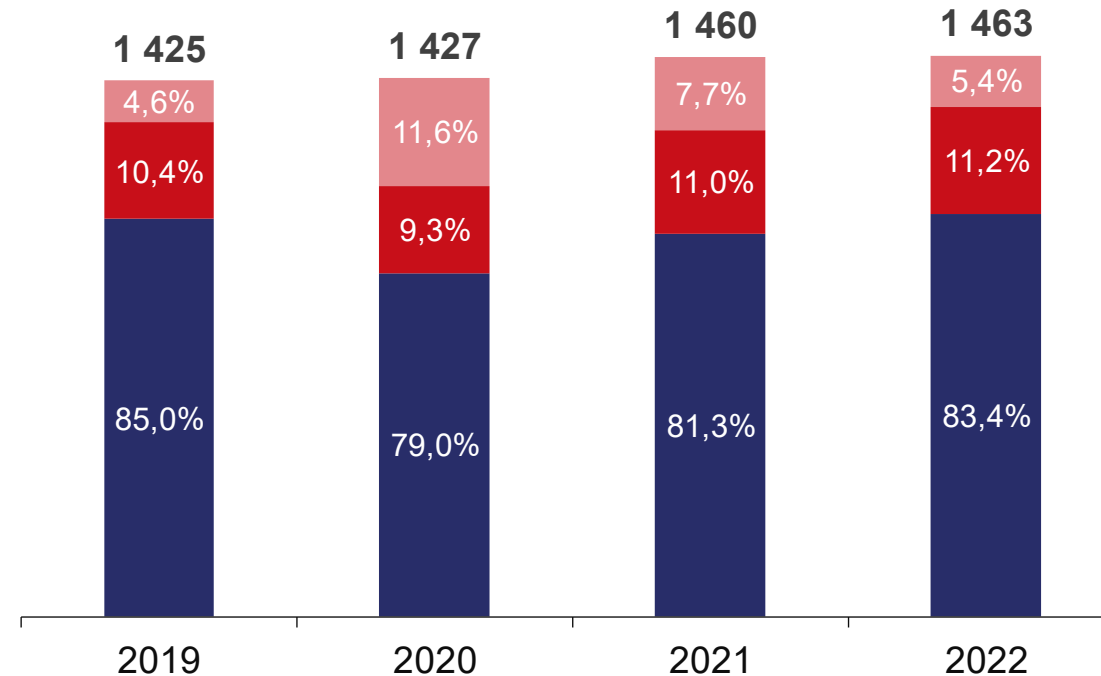
Risque économique

... en soutenant la consommation des ménages...

Pouvoir d'achat¹ des ménages

(milliards d'euros constants)

- Épargne financière²
- Épargne immobilière²
- Consommation



- En volume, la **consommation des ménages français dépasse** pour la première fois son niveau d'avant la crise sanitaire de **+0,7 %**.
- L'épargne financière des ménages français a diminué de 32 milliards d'euros entre 2021 et 2022.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels en base 2014.

¹ Le pouvoir d'achat des ménages représente le revenu dont disposent les ménages, après opérations de redistribution (revenus d'activité, de la propriété et fonciers auxquels s'ajoutent les prestations sociales et se retranchent les cotisations sociales et les impôts), déflaté par l'inflation.

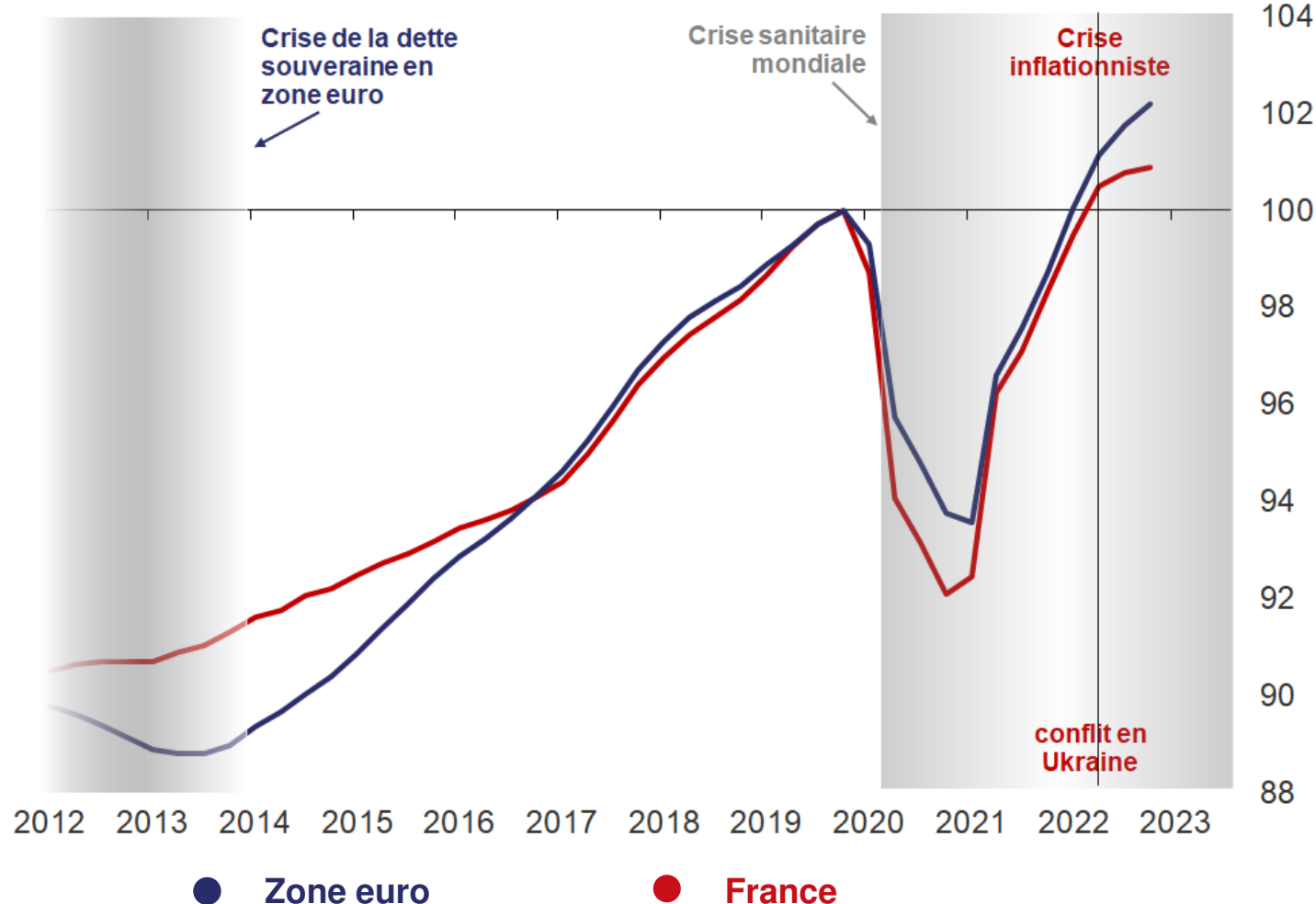
² L'épargne des ménages peut être utilisée soit pour l'investissement immobilier soit pour des placements financiers ou des remboursements d'emprunt. L'épargne financière correspond ainsi à la capacité de financement des ménages, solde de l'épargne et de l'investissement immobilier.

Risque économique

... et au profit de la croissance économique

Produit Intérieur Brut en volume

(Base 100 en 2019)

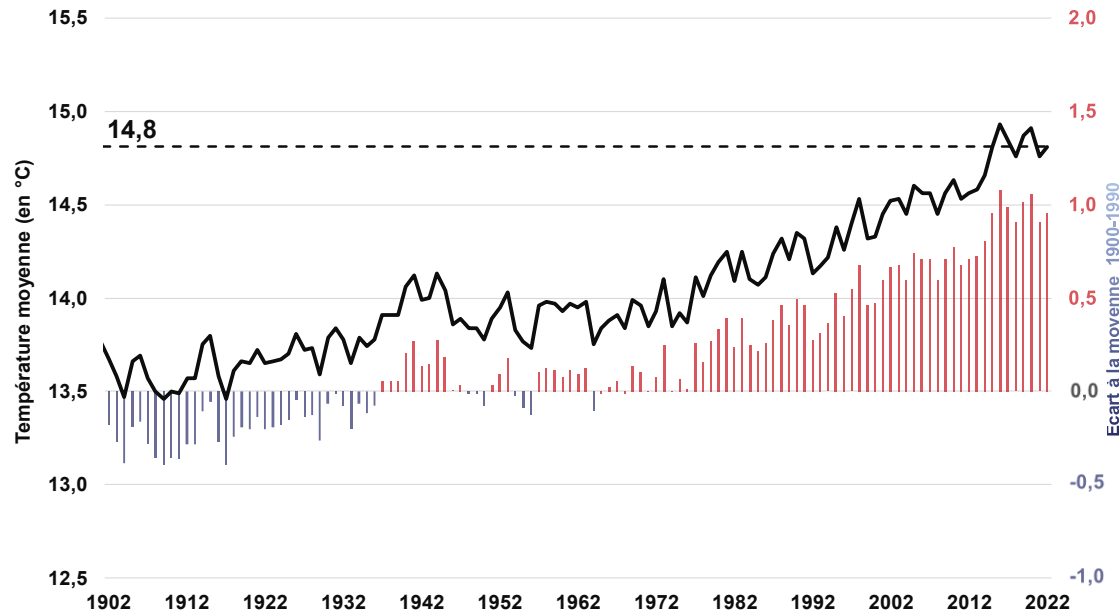


Source : Eurostat.

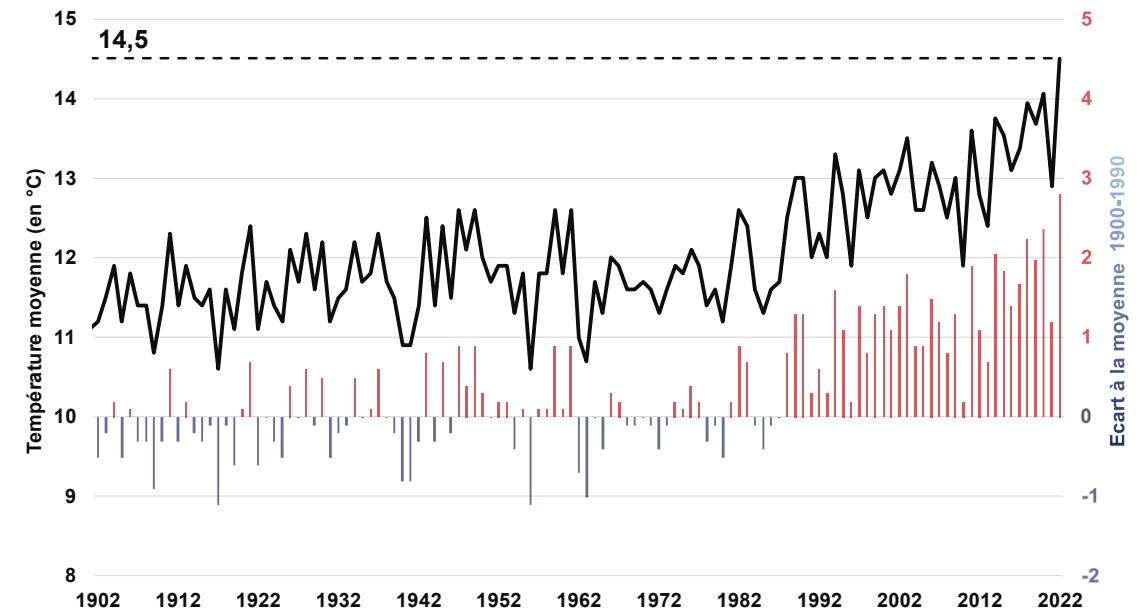
- La zone euro traverse sa **troisième crise économique en dix ans**.
- En 2022, l'activité est supérieure de près d'un point de pourcentage en comparaison à 2019 en France et d'un peu plus de 2 points de pourcentage en zone euro, en raison notamment des mesures de soutien.

L'année 2022 s'inscrit dans la tendance d'augmentation des températures moyennes...

Température moyenne dans le monde



Température moyenne en France



- Dans le monde, les huit dernières années ont été les plus chaudes jamais mesurées.
- En France, l'année 2022 a été la plus chaude jamais enregistrée.

Sources : National Oceanic and Atmospheric Administration, Météo France.

... et des intempéries partout dans le monde...

Principales intempéries dans le monde en 2022

(en milliards de dollars)



Ouragan Ian dans le Sud-Est des États-Unis **50 à 65**



Tempêtes de convection en Amérique du Nord **26**



Tempêtes de grêle en France **5**



Inondations en Australie **4**

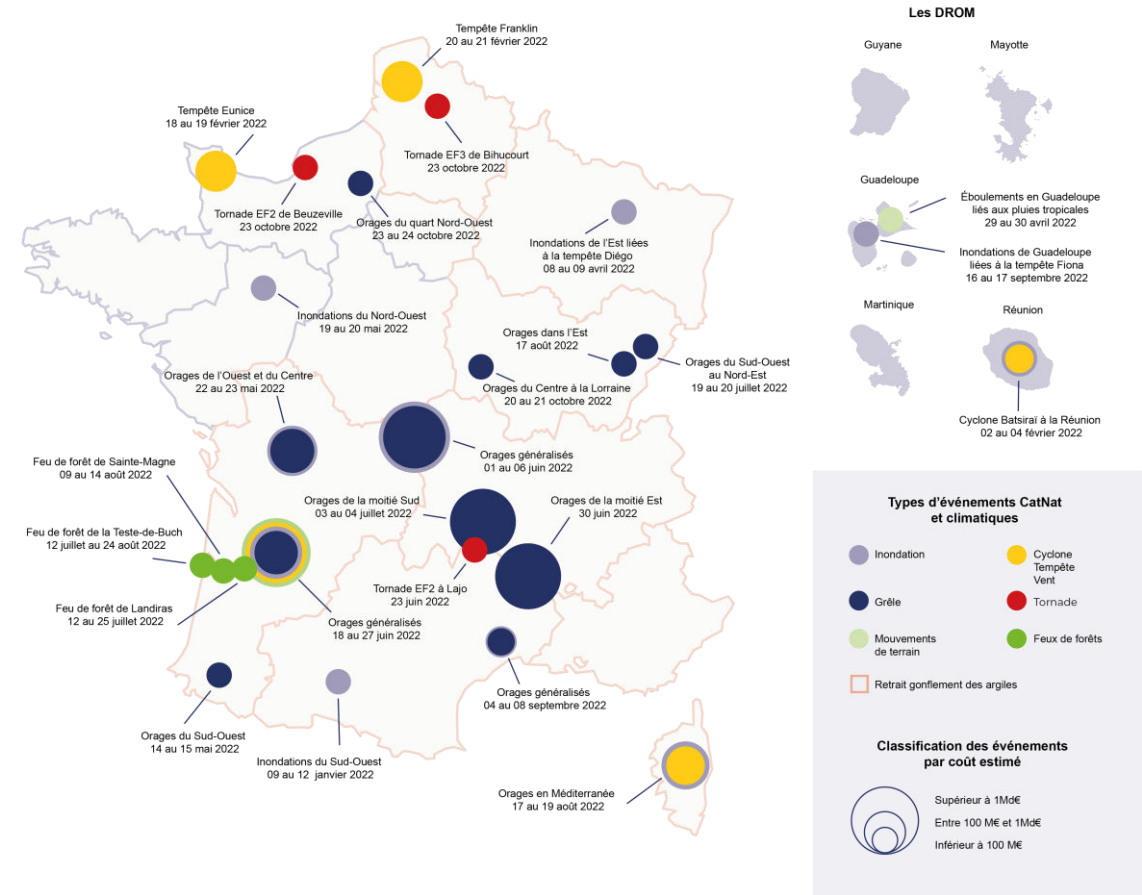


Tempêtes hivernales en Europe **4**



Inondations en Afrique du Sud **2**

Principales intempéries en France en 2022

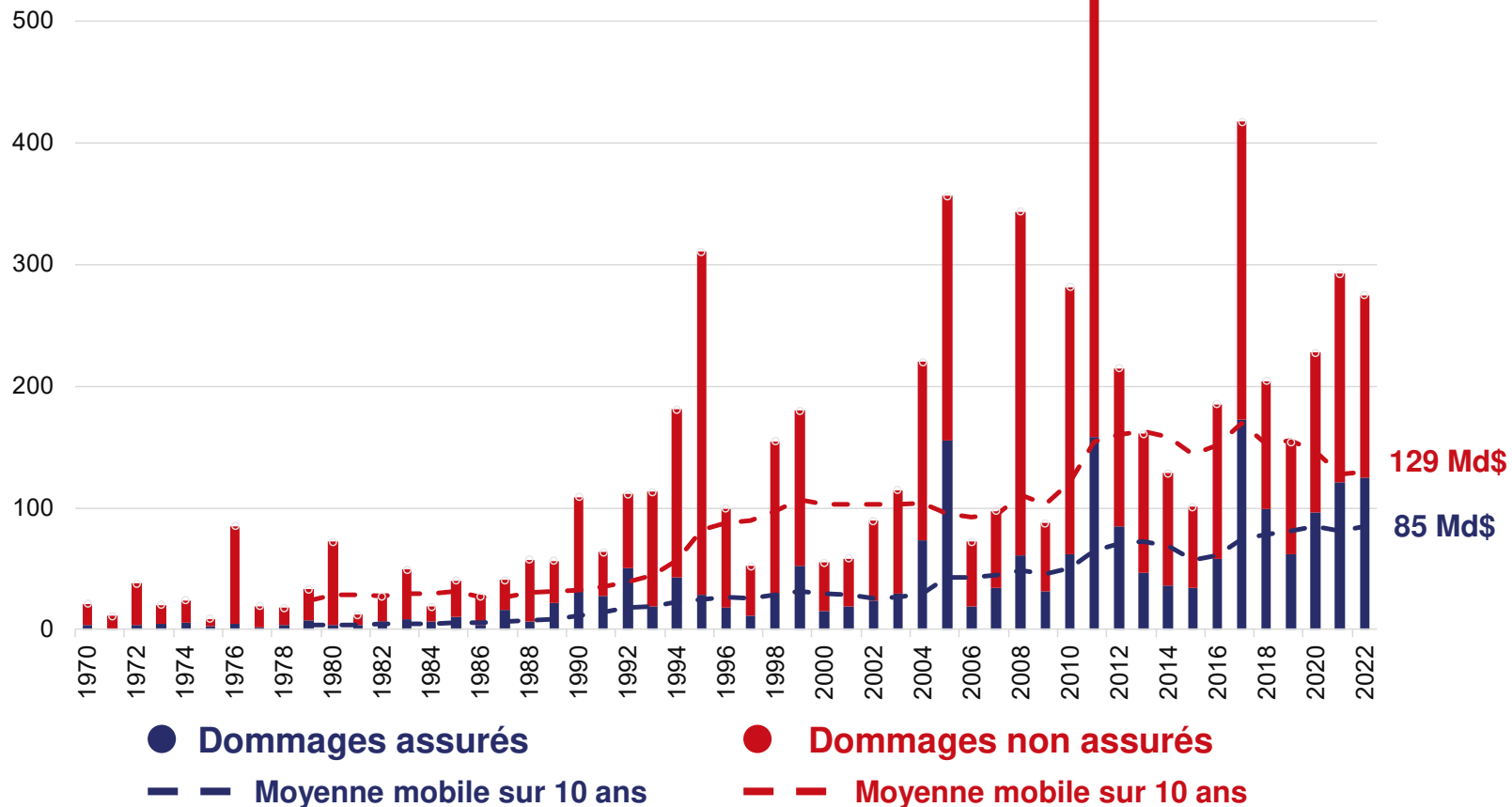


Sources : Swiss Re Institute, Mission Risques Naturels.

... qui génèrent une sinistralité climatique élevée

Pertes économiques totales issues des événements naturels dans le monde

(en milliards de dollars constants 2022)

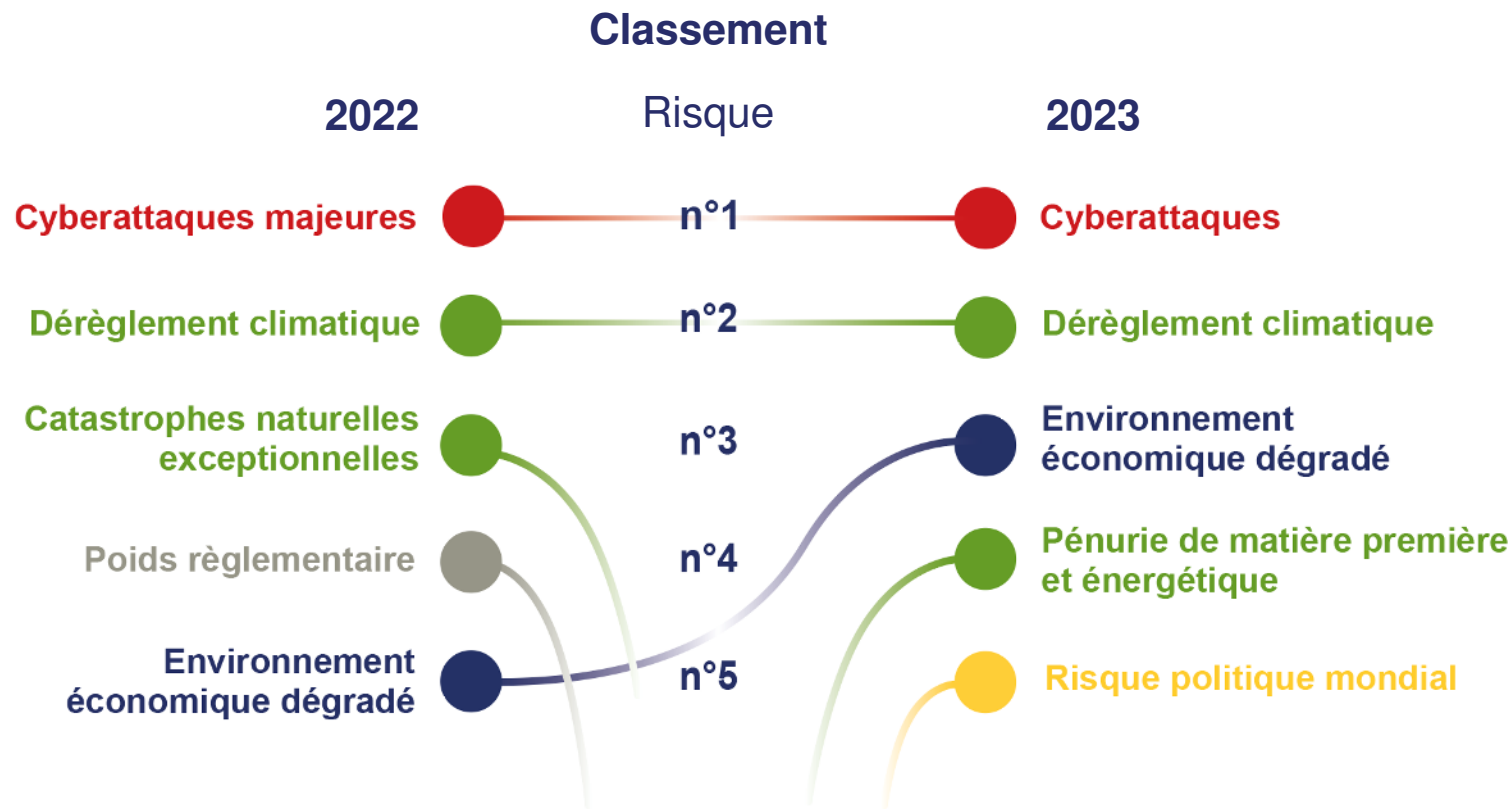


Source : Swiss Re Institute.

- En 2022, le total des pertes économiques dans le monde est estimé à 275 milliards de dollars.
- Les aléas climatiques ont occasionné des dommages assurés estimés à 125 milliards de dollars, niveau significativement supérieur à la moyenne sur dix ans (85 milliards de dollars).
- Dans le monde, l'année 2022 a été notamment marquée par l'ouragan Ian dont le coût de dommages assurés est estimé entre 50 et 65 milliards de dollars.

En synthèse

La cartographie France Assureurs des risques 2023 signale la progression des risques économiques parmi les principaux risques à un horizon cinq ans

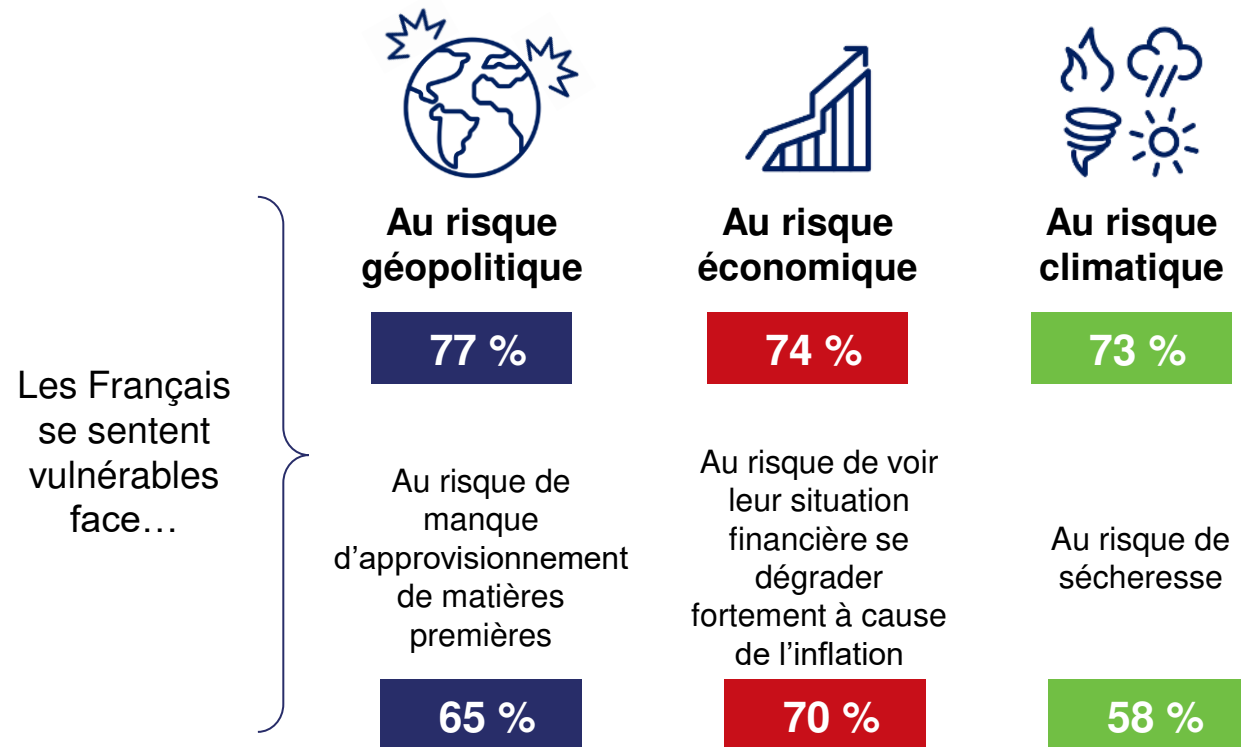
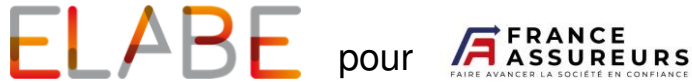


- Pour la 6^e année consécutive, **le risque cyber** se maintient en tête des risques.
- **Le dérèglement climatique** s'affirme comme l'un des principaux risques pour le secteur.
- **Les risques économiques** remontent à la 3^e place.
- Les **risques** liés à **l'approvisionnement et le risque géopolitique** intègrent pour la 1^{re} fois le haut du classement.

Source : France Assureurs, cartographie prospective 2023 des risques de la profession de l'assurance et de la réassurance.

Face à la montée des risques, les Français se sentent vulnérables...

Enquête exclusive



- Principaux enseignements de l'étude :
 - **les Français ont le sentiment de vulnérabilité dans un contexte de polycrise** (crises économique, géopolitique et climatique) ;
 - seuls 53 % des Français déclarent avoir déjà pensé aux difficultés à l'avenir pour assurer les risques climatiques, de cybercriminalité ou de dépendance liée à l'âge ;
 - près de 2 Français sur 5 jugent le risque climatique inassurable.

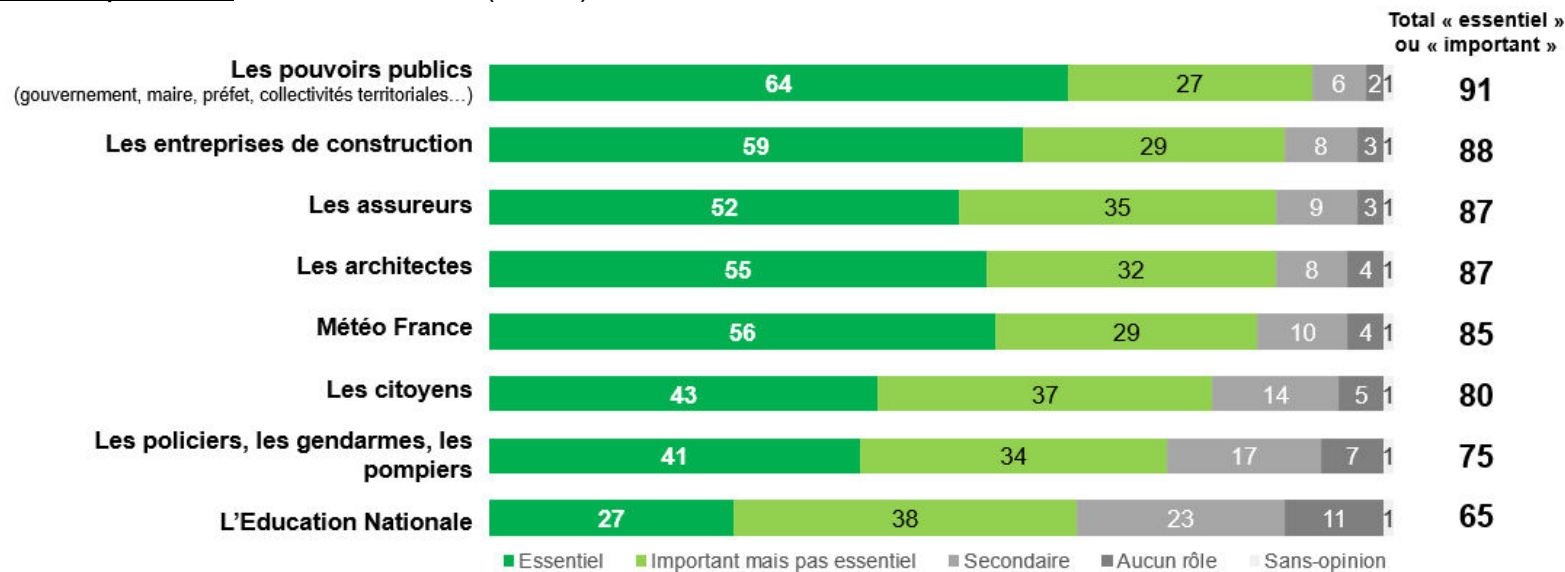
Source : Étude ELABE pour France Assureurs « Les Français, la montée des risques et l'assurabilité », mars 2023.

... et attendent beaucoup des assureurs

Pour les Français, les assureurs ont un rôle essentiel ou important à jouer sur...



« Selon vous, chacun des acteurs suivants a-t-il un rôle essentiel, important, secondaire ou inutile pour améliorer la prévention des catastrophes naturelles et de leurs conséquences en France ? » (en %)



- Principaux enseignements de l'étude :
 - **les Français font très majoritairement le choix de la couverture du risque**, même lorsqu'ils le perçoivent peu probable : 8 sur 10 préfèrent payer une assurance pour avoir la garantie d'être couverts ;
 - aux côtés des pouvoirs publics, **les assureurs ont un rôle essentiel pour améliorer la prévention** (87 % pour la prévention des catastrophes naturelles, 79 % pour la prévention de la cybercriminalité).

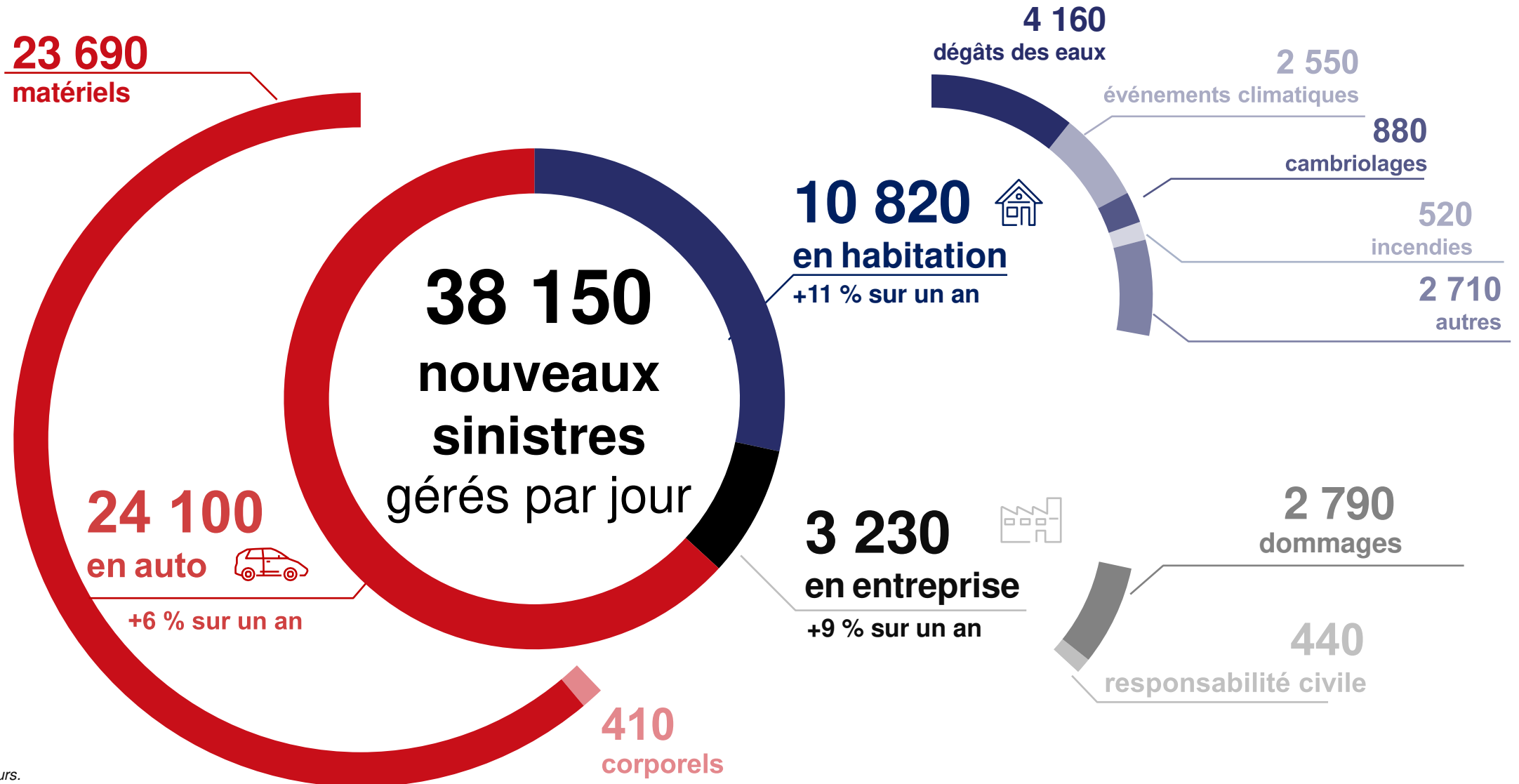
Source : Étude ELABE pour France Assureurs « Les Français, la montée des risques et l'assurabilité », mars 2023.

2

Face aux crises multiples, les assureurs agissent pour augmenter la résilience de la société



Le nombre de sinistres gérés a augmenté de 1,0 million en 2022, atteignant 13,9 millions de nouveaux sinistres sur l'année, en lien avec le dérèglement climatique



Source : France Assureurs.

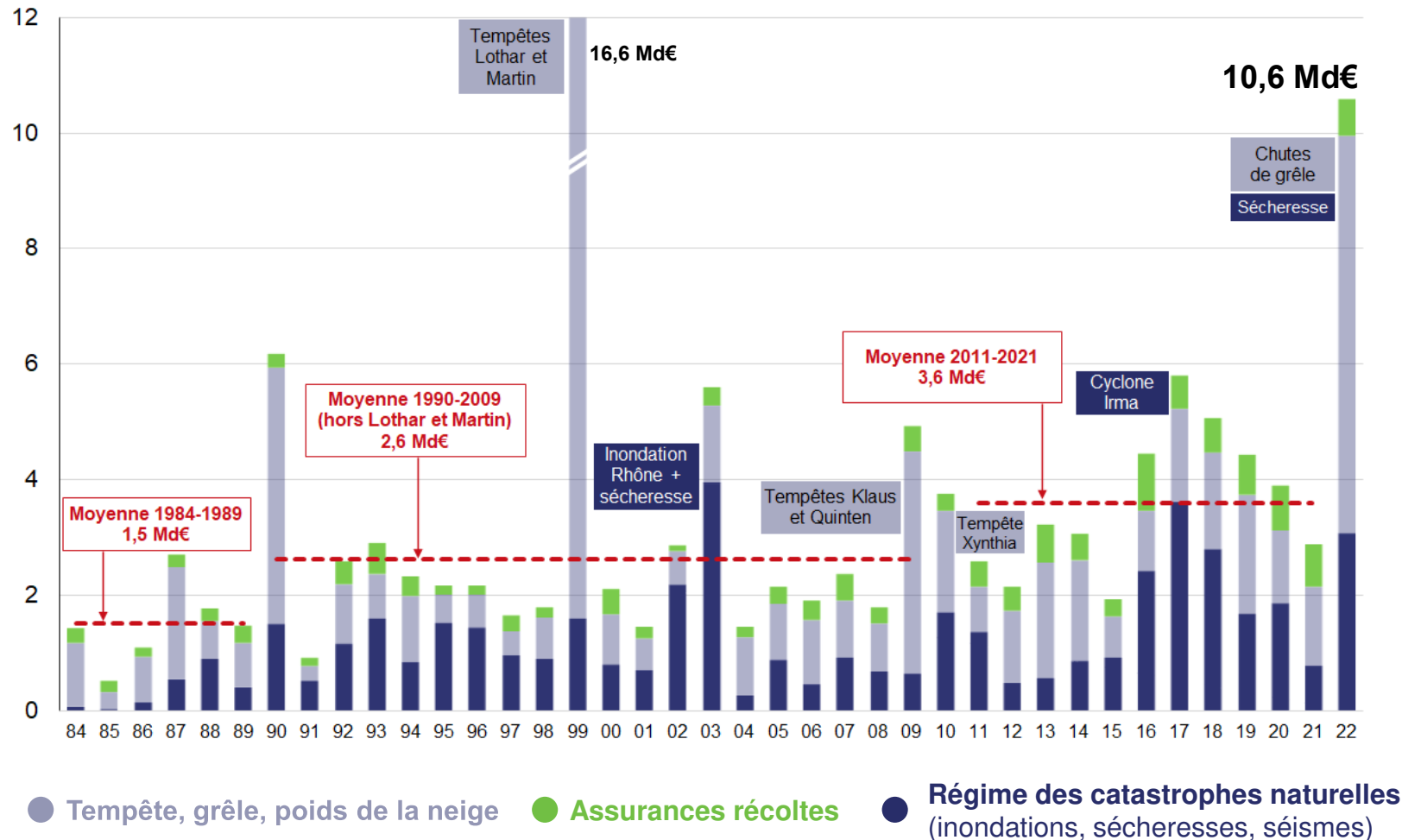
Face au dérèglement climatique

Dérèglement climatique

La « facture » climatique de l'année 2022 atteint 10,6 milliards d'euros, un niveau jamais vu depuis plus de 20 ans...

Coût des sinistres climatiques

(en milliards d'euros constants 2022)



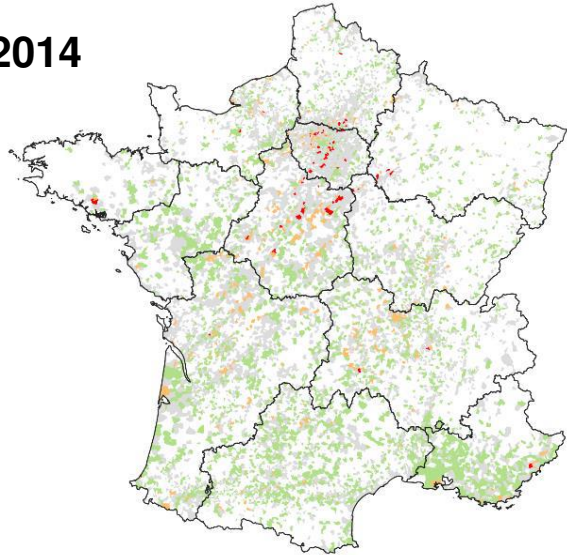
Source : France Assureurs.

- Depuis la création du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles en 1982, **l'année 2022 est la deuxième année la plus sinistrée.**
- L'acculturation au risque climatique de tous les Français doit devenir une priorité nationale.
- Les **assureurs proposent** de :
 - mettre en place une **journée nationale de la résilience** pour sensibiliser les Français aux risques naturels ;
 - généraliser et améliorer le **recours aux outils de prévention** existants tels que les Plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.

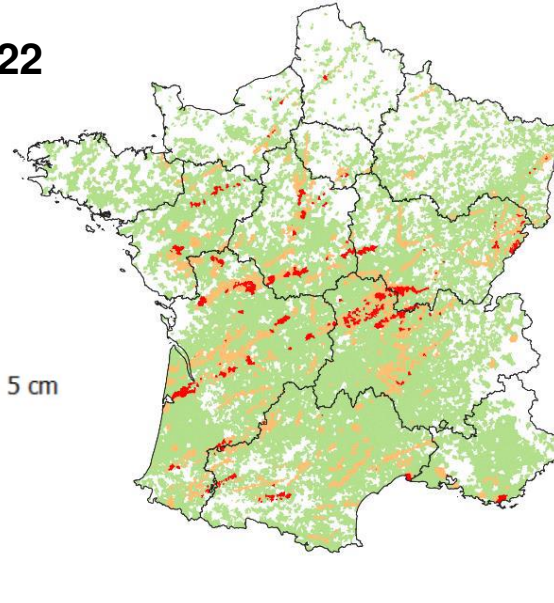
Dérèglement climatique

... en raison notamment d'orages de grêle intenses touchant à la fois les bâtiments à hauteur de 3,5 milliards d'euros...

2014



2022

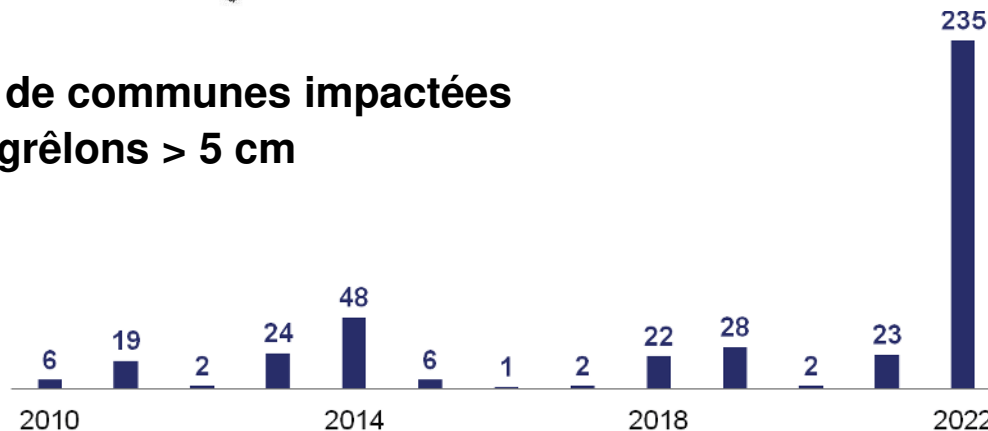


Taille des grêlons

- Inconnu
- Diamètre < 3 cm
- 3 cm <= Diamètre < 5 cm
- Diamètre >= 5 cm

©MRN, 2023

Nombre de communes impactées
par des grêlons > 5 cm

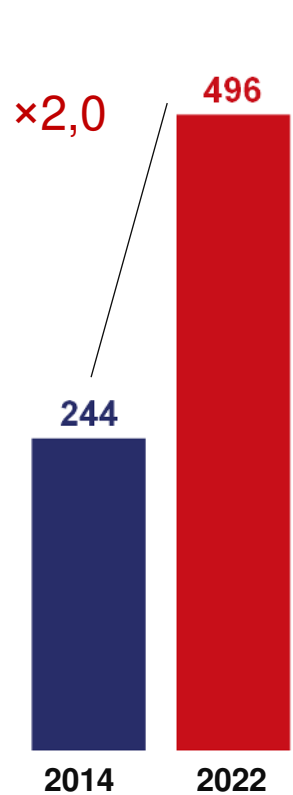


Sources : Mission Risques Naturels, Keraunos, Anelra.

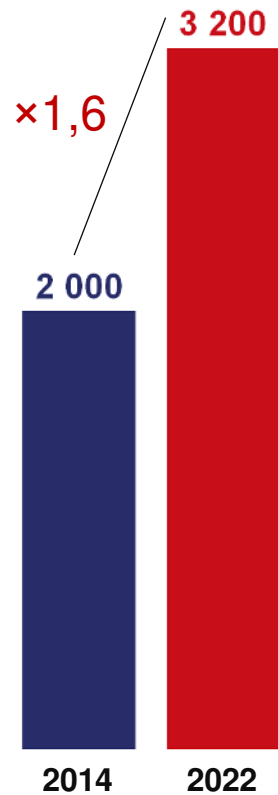
- L'année 2014 était jusqu'ici l'année la plus sinistrée à la suite d'orages de grêle avec un montant de 1,3 milliard d'euros indemnisés.
- **Le bilan des épisodes de grêle en 2022 est exceptionnel** par l'étendue de leur localisation **avec près de 18 000 communes touchées.**
- **Les assureurs se mobilisent** afin d'améliorer la connaissance de l'aléa grêle et de mieux s'en prémunir.

... ainsi que les automobiles pour 1,6 milliard d'euros...

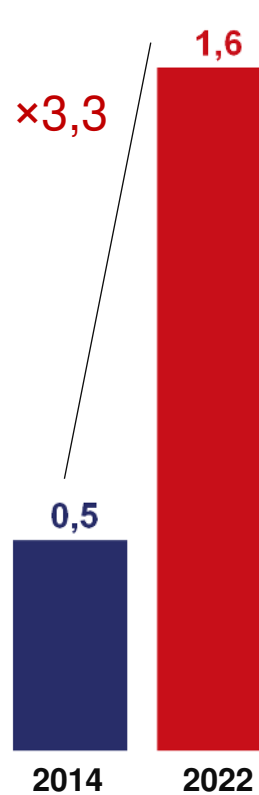
Nombre de sinistres grêle
(en milliers)



Coût moyen des sinistres grêle
(en euros)



Prestations liées à la grêle
(en milliards d'euros)



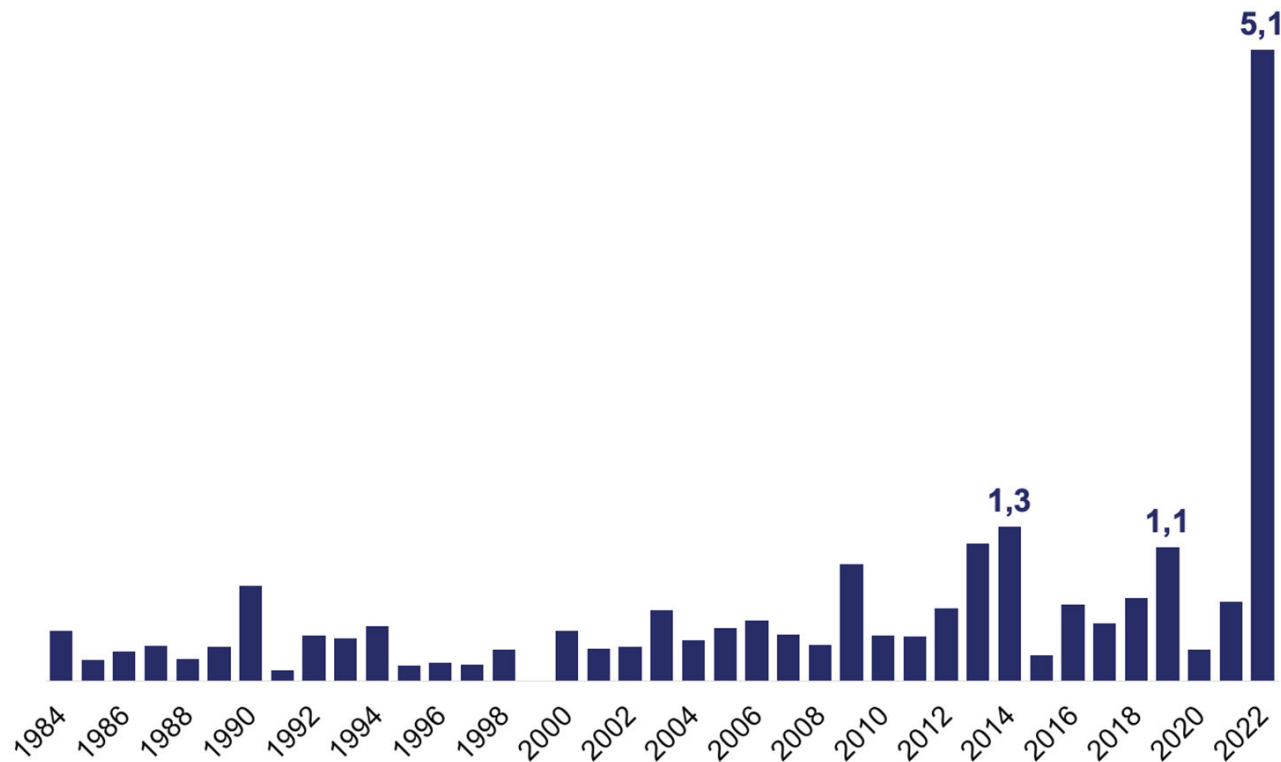
- Les multiples épisodes de **grêle** ont frappé les **automobiles** en France, aussi bien en nombre qu'en sévérité :
 - **496 000 sinistres**, soit deux fois plus que le niveau de sinistralité en grêle de 2014 ;
 - **3 200 euros de coût moyen**, soit 1,6 fois de plus qu'en 2014.
- Les **entreprises** ont été particulièrement touchées avec plus de 55 sinistres supérieurs à 2 millions d'euros alors que la moyenne annuelle 2018-2021 est de 3 sinistres.
- **En 2022, la charge de sinistres de 1,6 milliard d'euros est ainsi exceptionnelle, plus de trois fois supérieure au précédent niveau historique de 2014**, année marquée par la tempête de grêle Ela.

Source : France Assureurs.

... et conduisant à un total historique de 5,1 milliards d'euros

Historique du coût des sinistres de grêle¹

(en milliards d'euros constants 2022)

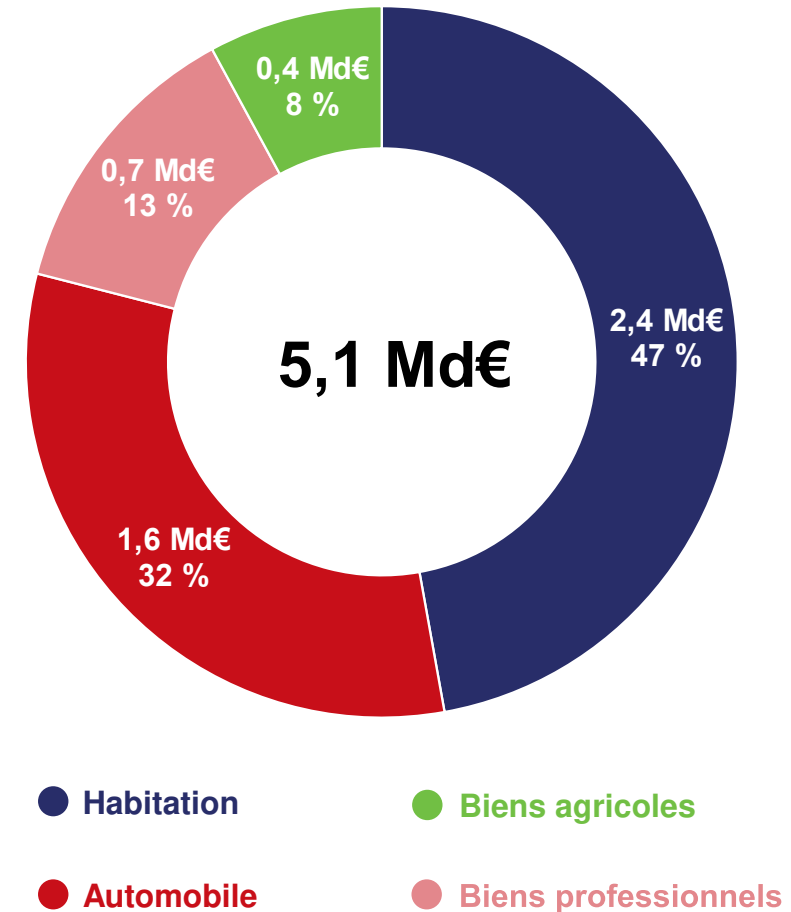


Source : France Assureurs.

¹ Hors sinistralité sur cultures.

Répartition du coût des sinistres de grêle¹

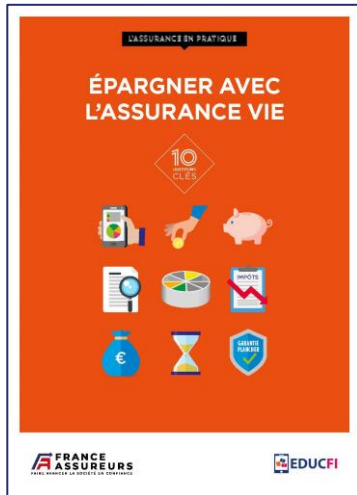
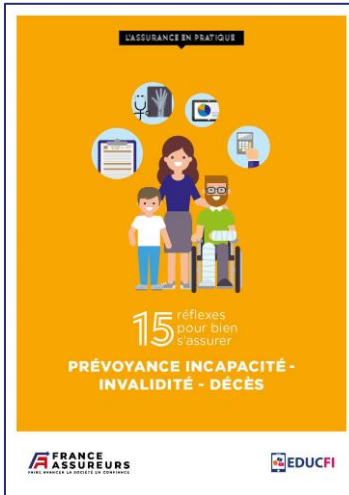
(en euros constants 2022)



Dérèglement climatique

FOCUS

France Assureurs publie le guide « 15 réflexes pour bien s'assurer » dédié aux aléas naturels

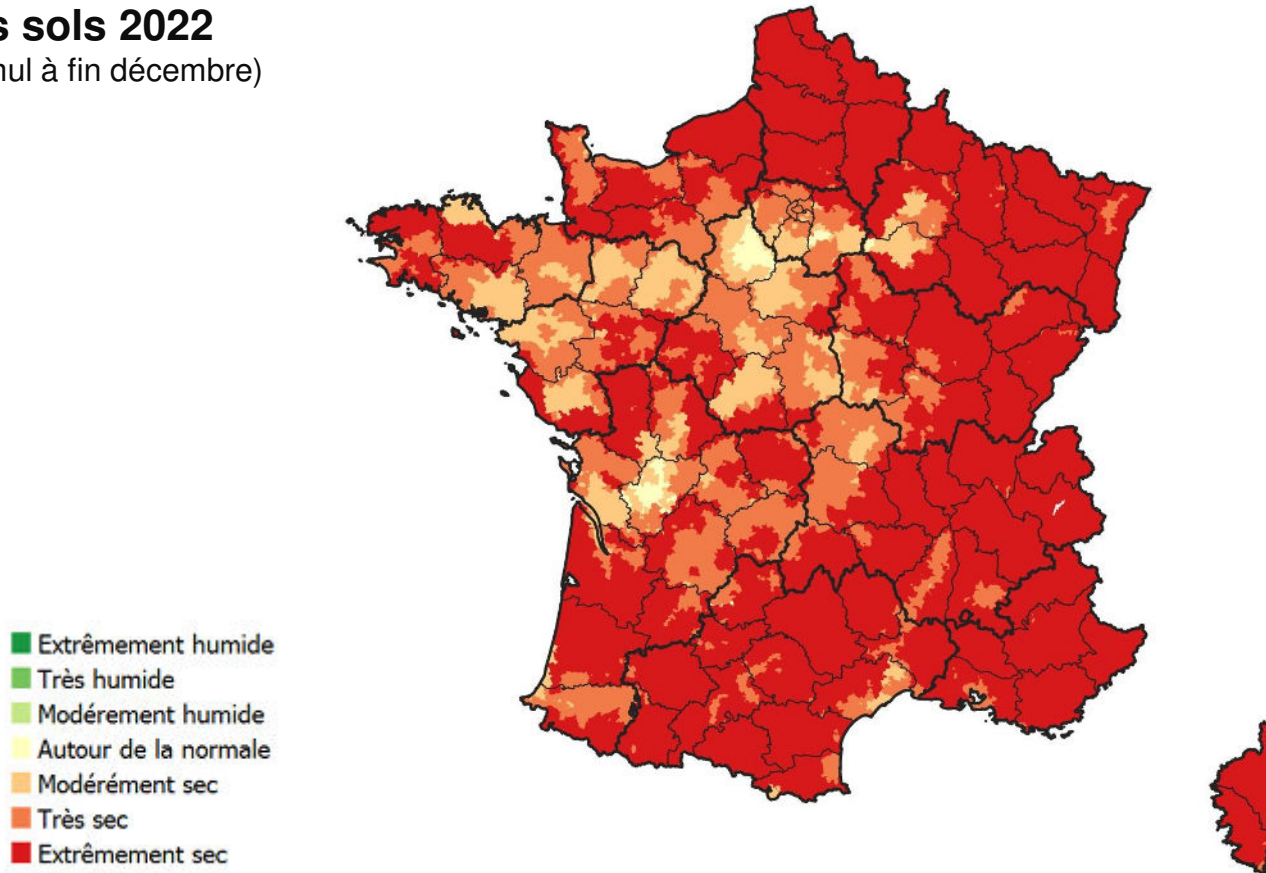


- France Assureurs enrichit sa collection « L'assurance en pratique » en publiant un 5^e guide : « 15 réflexes pour bien s'assurer » dédié aux aléas naturels.
- Ce guide vise à **sensibiliser les Français sur la nécessité d'être bien couverts pour faire face aux aléas naturels.**
- Les cinq guides ont tous obtenu le **label Educfi** délivré par la Banque de France.

L'année 2022 est également une année record en matière de sécheresse...

Indicateur de sécheresse des sols 2022

(cumul à fin décembre)



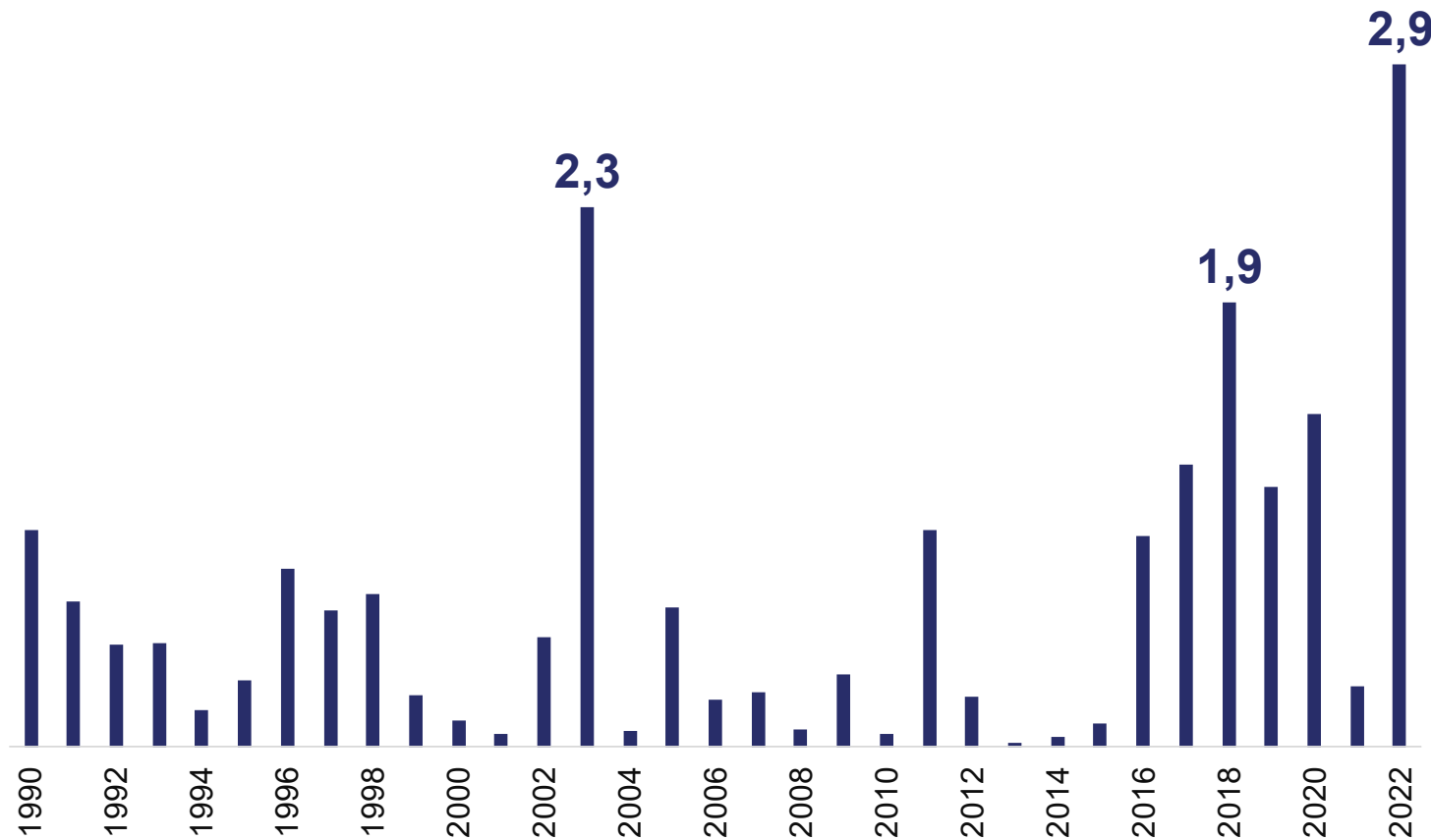
- L'année 2022 a connu une sécheresse inédite **touchant l'ensemble du territoire**.
- L'année 2022 a été marquée par une **sécheresse printanière** historique suivie d'une **sécheresse estivale**, également historique.
- Le mois de mai 2022 a été le mois le plus chaud depuis le début du 20^e siècle.
- Le mois de juillet a été le plus sec de la période 1959-2022.

Sources : Mission Risques Naturels, Météo France SSWI opérationnel, ADMIN EXPRESS (IGN).

... conduisant à un coût exceptionnel du phénomène de retrait-gonflement des sols argileux à hauteur de 2,9 milliards d'euros

Historique du coût des sinistres de sécheresse

(en milliards d'euros constants 2022)



- Le régime Cat Nat a été créé en 1982 et ce n'est que depuis 1989 qu'il couvre les désordres causés aux bâtiments par les mouvements différentiels de terrain consécutifs à des séquences de sécheresse et de réhydratation des sols (retrait-gonflement des argiles).
- Depuis 1989, l'**indemnisation des sécheresses représente près de 21 milliards d'euros¹ pour le régime Cat Nat.**
- Cet aléa touche quasi exclusivement les maisons individuelles.

Sources : France Assureurs, CCR.

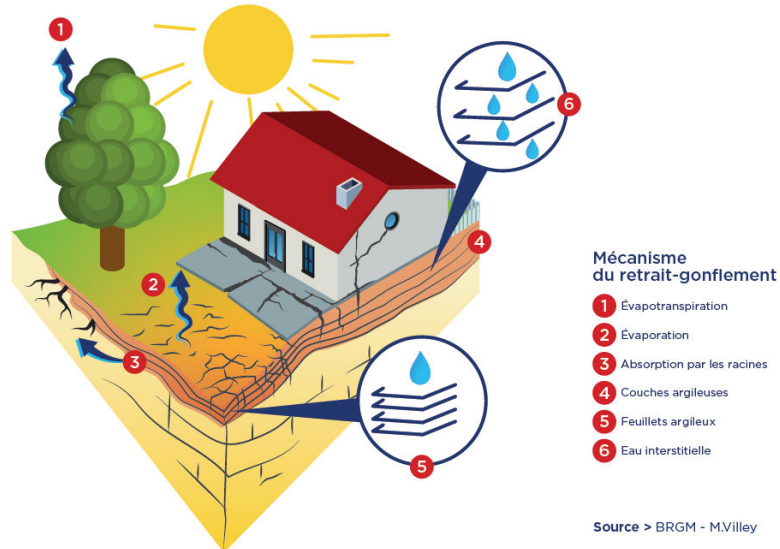
¹ euros constants 2022

Dérèglement climatique

FOCUS

Le retrait-gonflement des argiles est un phénomène dont le coût pourrait tripler sur les 30 prochaines années

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles correspond à la succession d'épisodes pluvieux et d'épisodes de sécheresse



16 % des maisons individuelles en risque fort en France métropolitaine



48 % du territoire exposé à ce risque

Sources : Mission Risques Naturels, BRGM.



France Assureurs a réalisé une étude sur le risque sécheresse et son impact sur les habitations

- La sécheresse est le péril naturel qui croît le plus vite : sur la période 2016-2021, **la sécheresse représente 24 %** de la sinistralité climatique contre 15 % sur la période 1989-2015.
- Sur les 30 prochaines années, le coût cumulé de la sinistralité sécheresse pourrait tripler **passant de 14 à 43 milliards d'euros par rapport aux 30 dernières années.**
- Les assureurs plaident pour mobiliser le Fonds Barnier** qui permet de soutenir des mesures de prévention ou de protection des personnes et des biens exposés aux risques naturels majeurs. Il s'agirait de **financer des actions de recherche et développement pour une meilleure prévention des effets de la sécheresse.**

Les assureurs se sont mobilisés pour renforcer le caractère protecteur du régime de catastrophes naturelles

- Une **extension automatique des garanties dommage**



Taux Cat Nat : 12 %



Taux Cat Nat : 6 %

- Un **prix accessible**  ~25€ / an en moyenne



~2€50 / an en moyenne

- Les périls **couverts** :
 - les inondations ;
 - les coulées de boue ;
 - les avalanches ;
 - les séismes ;
 - les mouvements de terrain (y compris sécheresse) ;
 - les raz-de-marée ;
 - les vents cycloniques de grande ampleur.

- Des **franchises légales**
- Des **délais légaux**

Périls **non couverts** :

- tempête ;
- grêle ;
- neige ;
- gel.

Décrets d'application de la réforme du régime de catastrophes naturelles du 28 décembre 2021



- Prise en charge des frais de relogement dans le cadre du régime de catastrophes naturelles pour une durée de 6 mois
- Suppression de la modulation de franchise
- Limitation du montant de la franchise pour les TPE et agriculteurs



Ordonnance dite « retrait-gonflement des argiles » du 8 février 2023



- Maintien de la sécheresse dans le régime de catastrophes naturelles
- Maintien de la reconnaissance des aléas par les arrêtés de Cat Nat
- Assouplissement des critères de reconnaissance
- Affectation de l'indemnisation à la réparation effective des biens

Face au réchauffement climatique, les assureurs travaillent pour renforcer la résilience de la « ferme France »

Historique du coût des sinistres en assurance de culture¹

(en millions d'euros constants 2022)



Source : France Assureurs.

¹ Contrats grêle et multirisque sur culture.

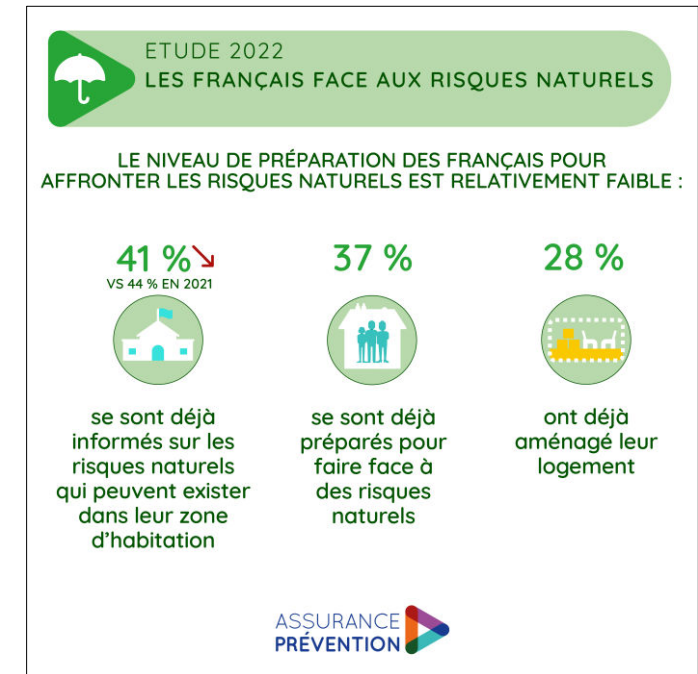
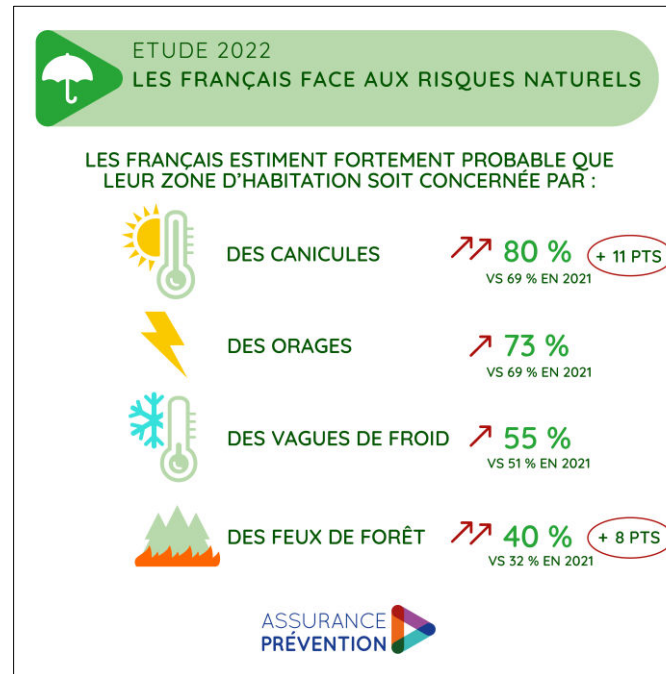
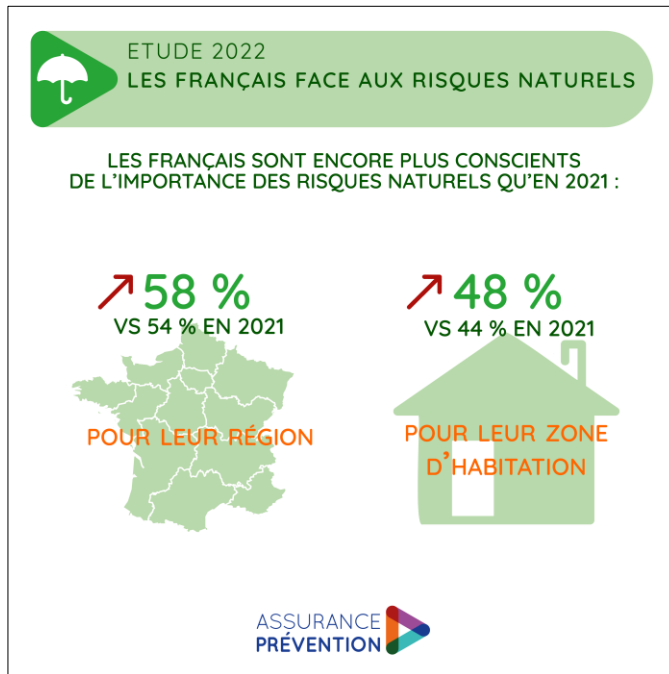
- La loi du 2 mars 2022 relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023.
- **Les assureurs ont participé activement en étant partie prenante aux travaux relatifs à sa mise en œuvre.**
- Des ajustements techniques doivent être intégrés afin d'appliquer pleinement la réforme comme la mise en place d'un interlocuteur agréé pour les non-assurés.

Dérèglement climatique

FOCUS

58 % des Français sont conscients de l'importance des risques naturels, mais seulement 37 % se sont déjà préparés pour y faire face

En octobre 2022, Assurance Prévention a publié les résultats de sa 2^e enquête « Les Français face aux risques naturels »



Près des deux tiers des Français ne sont pas préparés pour faire face à un risque naturel. Ce chiffre montre toute l'importance de la prévention face au risque de catastrophes naturelles.

Face au choc inflationniste

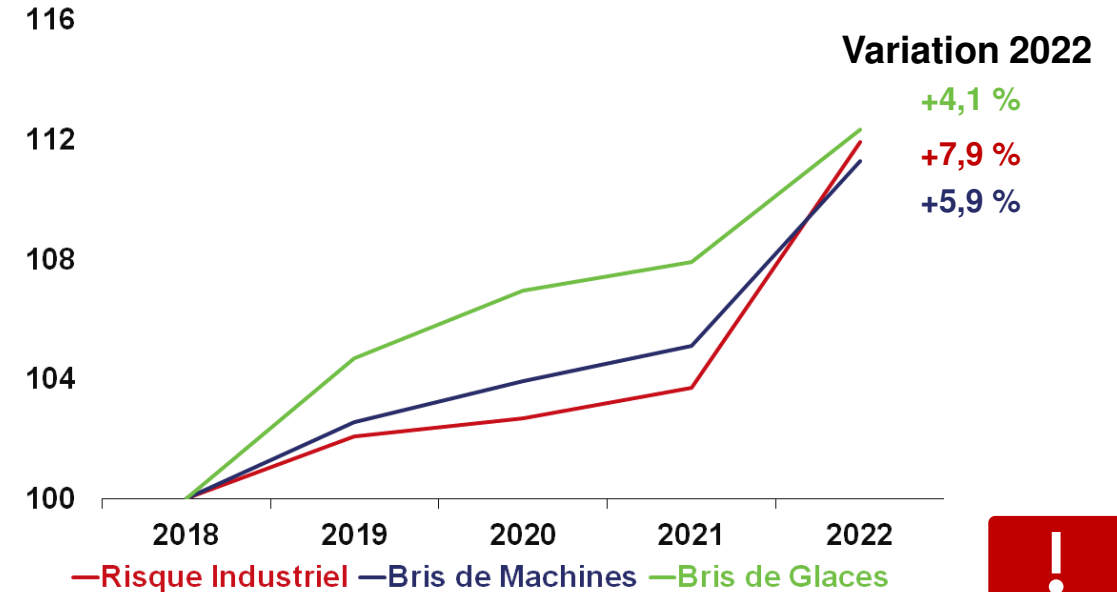
L'inflation du prix des matières premières s'est propagée au coût de la réparation en 2022

Évolution du coût des matériaux

	Matériaux	Variation 2022
	Charpentes métalliques	+22,7 %
	Imperméabilité de façades	+12,6 %
	Vitrerie, miroiterie	+10,8 %
	Tuiles	+10,5 %
	Charpentes en bois	+9,5 %

Évolution des indices assurantiels

(base 100 en 2018)



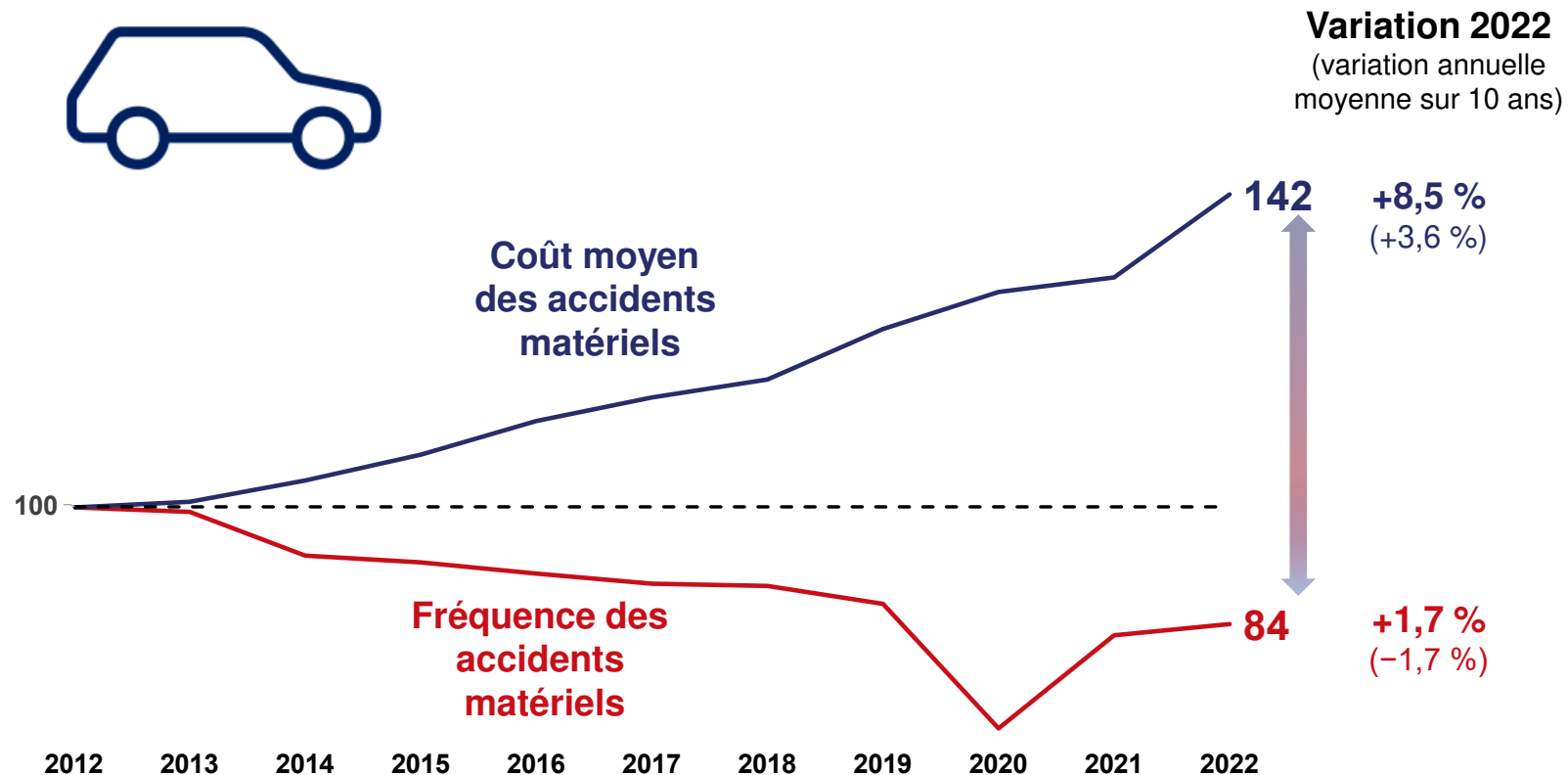
- En 2022, la hausse du prix des matières premières et énergétiques a tiré vers le haut les indices du bâtiment, avec des croissances souvent supérieures à l'inflation.
- La croissance de l'indice risque industriel atteint son plus haut niveau depuis 1984. Ce niveau historique résulte de l'augmentation des prix à la production des biens intermédiaires et des produits métallurgiques.

Sources : Insee, France Assureurs.

En automobile, le coût moyen annuel des sinistres matériels augmente de +8,5 % en 2022

Évolution des coûts et fréquences de sinistre

(Base 100 en 2012)



- En 2022, l'augmentation du coût total des accidents matériels est de +8,5 % en raison notamment de l'augmentation du coût des pièces de rechange (+9,6 %¹).
- Plusieurs leviers pour lutter contre l'inflation du coût des sinistres peuvent être actionnés :
 - **favoriser l'utilisation des pièces recyclées** (pièces de réemploi) ;
 - **réduire la période de protection** du design des pièces automobiles visibles (carrosserie, phares...) ;
 - **interdire les cadeaux commerciaux** d'une valeur disproportionnée de certains acteurs de la réparation lorsque leur bénéficiaire n'est pas le payeur.

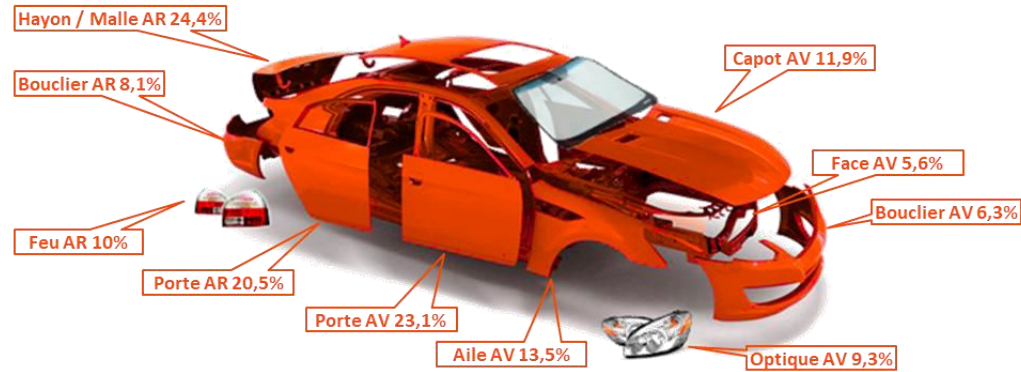
Source : France Assureurs.

¹ Sécurité & Réparation Automobiles.

FOCUS

Les Français sont prêts à recourir davantage aux pièces recyclées

Part des pièces recyclées par famille de pièce remplacée



Les hayons et les portes avant et arrière sont les 3 pièces les plus utilisées en pièces recyclées alors que les 3 pièces les plus endommagées (boucliers avant/arrière et optiques) présentent un taux de pièces recyclées inférieur à 10 %.

Taux d'utilisation des pièces recyclées

Réparation effectuée par...

... un particulier

70%

... un professionnel

27%

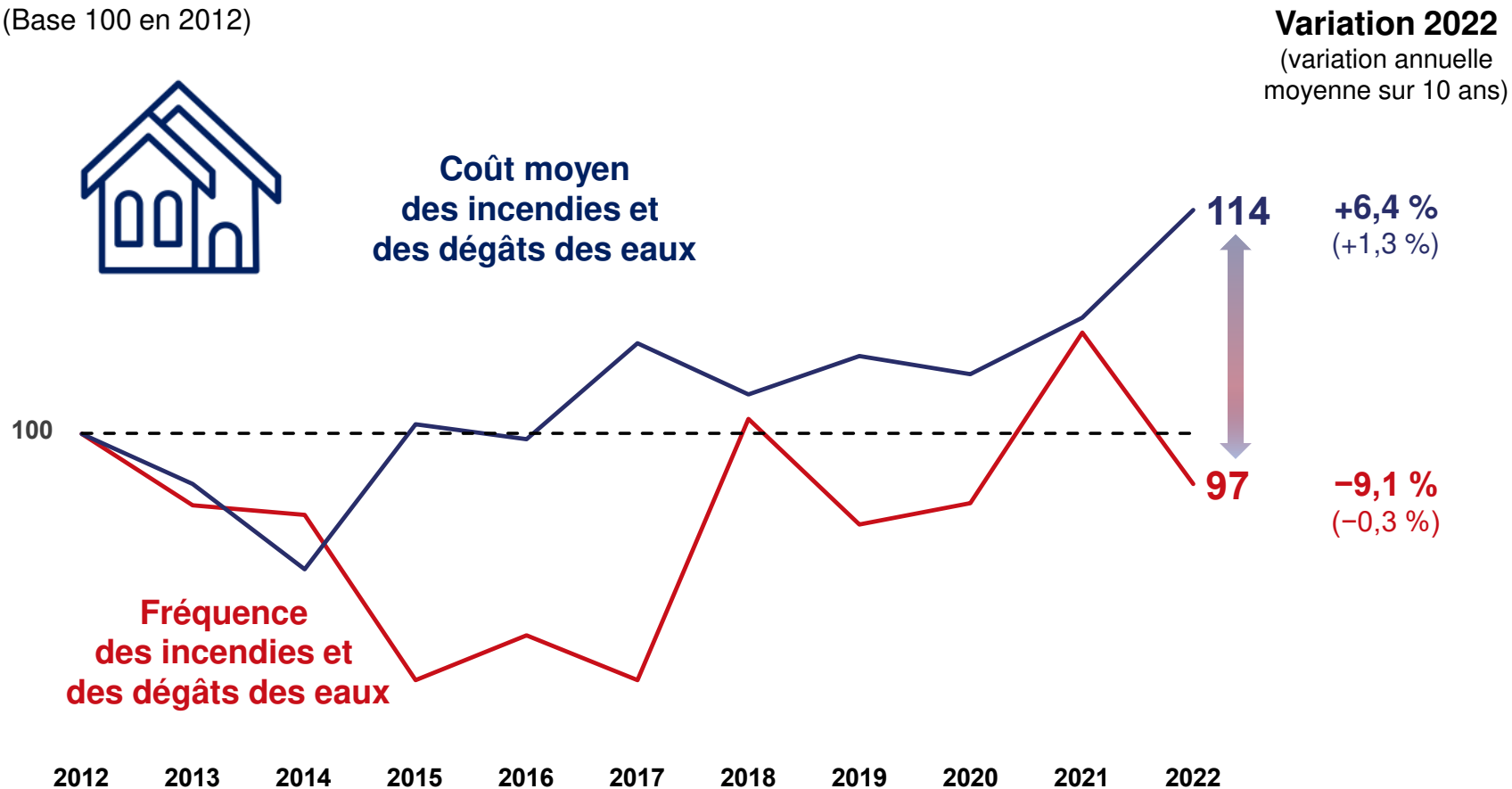
97 % des Français ayant utilisé une pièce recyclée sont satisfaits

Sources : Sécurité & Réparation Automobiles, Audirep : enquête d'opinion auprès d'un échantillon représentatif de 2 500 Français.

En habitation, le coût moyen annuel des sinistres incendies et dégâts des eaux augmente de +6,4 % en 2022

Évolution des coûts et fréquences de sinistre

(Base 100 en 2012)

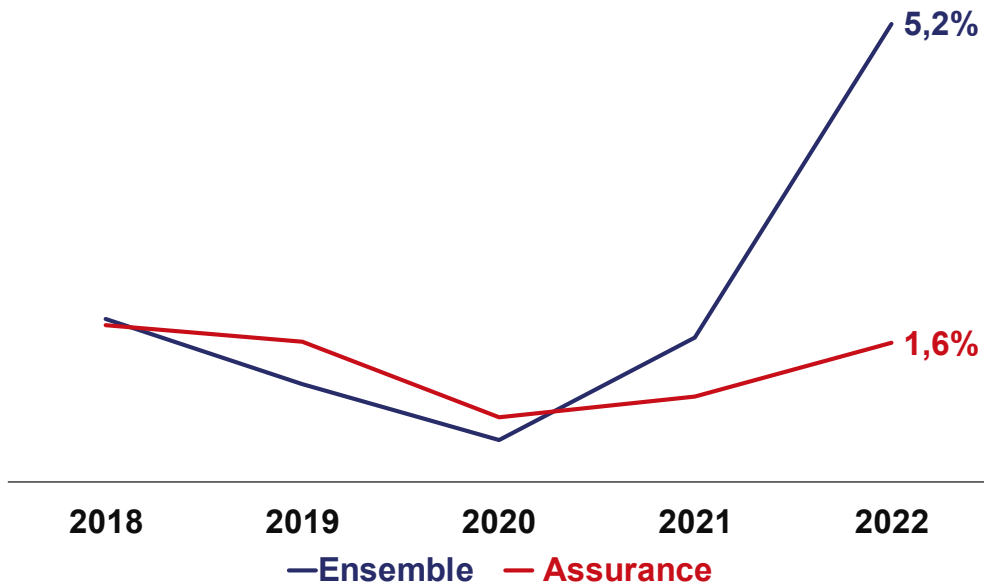


- **Le coût moyen des dommages augmente presque continuellement depuis 2014** et ne vient pas compenser la légère baisse de la fréquence.
- Cette augmentation s'explique notamment par l'inflation constatée sur le **coût des matières premières** utilisées dans la réparation des sinistres.
- La fréquence des dégâts des eaux de 2022 retrouve son niveau de 2020 après une pluviométrie exceptionnelle au 1^{er} semestre 2021.

Source : France Assureurs.

Dans le contexte inflationniste, les assureurs se sont engagés pour un pack anti-inflation en faveur des Français

Variation annuelle moyenne de l'indice INSEE des prix à la consommation



Pack anti-inflation proposé par les assureurs

- 1 Des mesures collectives, en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi
- 2 Des mesures structurelles, pour traiter plusieurs causes racines de l'inflation des coûts de réparation et de gestion comme la suppression de la carte verte en assurance automobile
- 3 Des mesures individuelles, assureur par assureur

Source : Insee.

FOCUS

Les contrats d'assurance habitation et automobile sont parmi les plus taxés d'Europe

Taxes attachées aux contrats d'assurance en 2022

	Assurance Automobile	Assurance Habitation
France	35 % (RC) 19,7 % (Autres garanties)	16,6 %
Allemagne	19 %	19 %
Italie	25,4 % (RC) 13,5 % (Autres garanties)	22,25 %
Espagne	9,65 % (RC) 8,15 % (Autres garanties)	10,65 %
Royaume-Uni	≥ 12 %	≥ 12 %

- 
- Au total, **les assureurs collectent pour le compte de l'État près de 7 milliards d'euros de taxes** :
 - 5 milliards d'euros en automobile ;
 - 2 milliards d'euros en habitation.
 - À ces taxes et contributions directes, il est nécessaire d'ajouter d'autres prélèvements (taxe sur les salaires, TVA rémanente et TVA sur sinistres) pour mesurer le poids fiscal et social total qui pèse sur les contrats d'assurance et qu'on estime à 3 milliards d'euros.

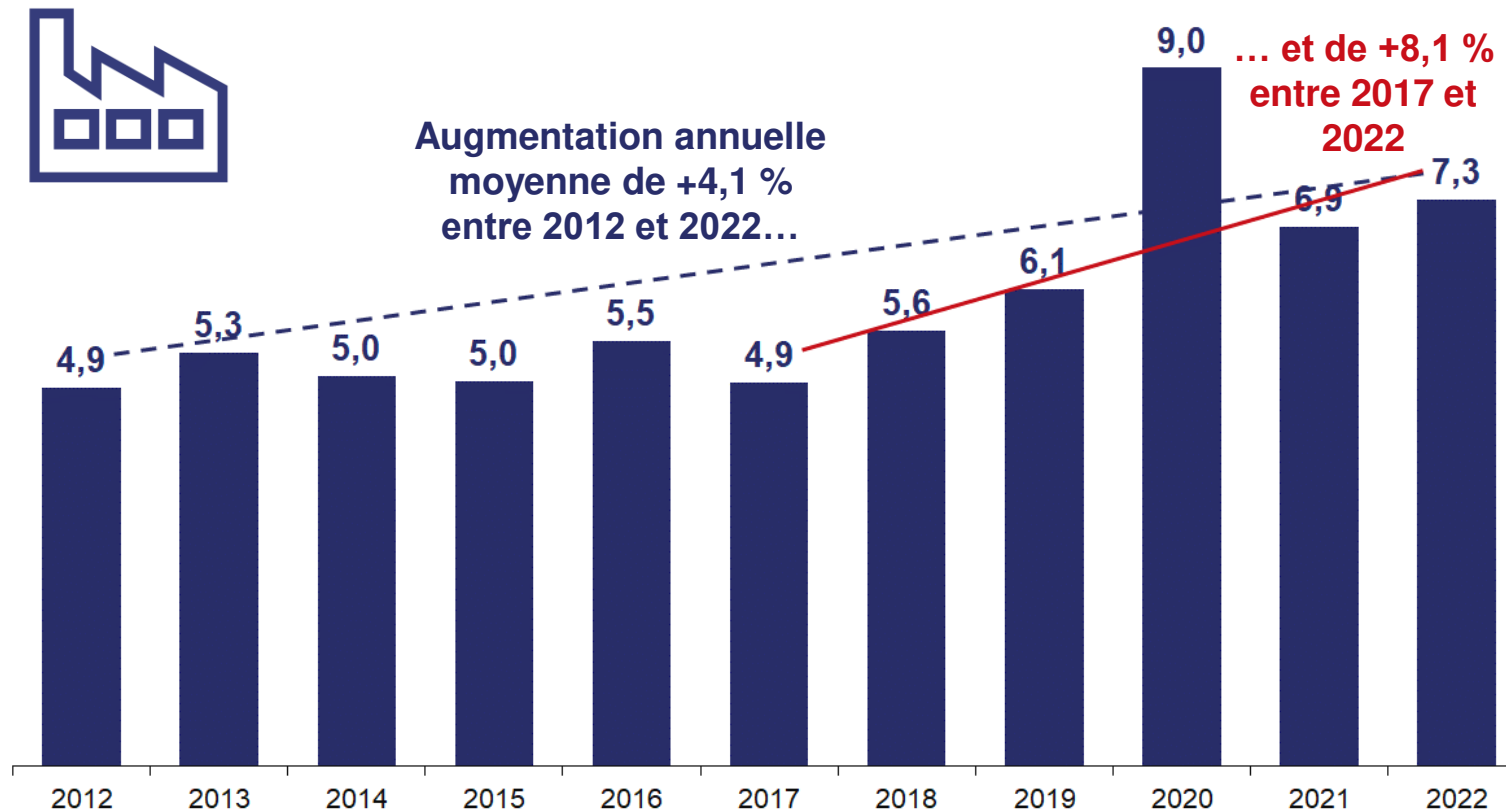
Sources : Indirect taxation on insurance contracts in Europe 2022, Insurance Europe, France Assureurs.

Face aux risques émergents

Au-delà des crises climatique et inflationniste, les entreprises sont soumises à de nouveaux risques

Prestations en assurance des professionnels / entreprises¹

(en milliards d'euros)



Source : France Assureurs.

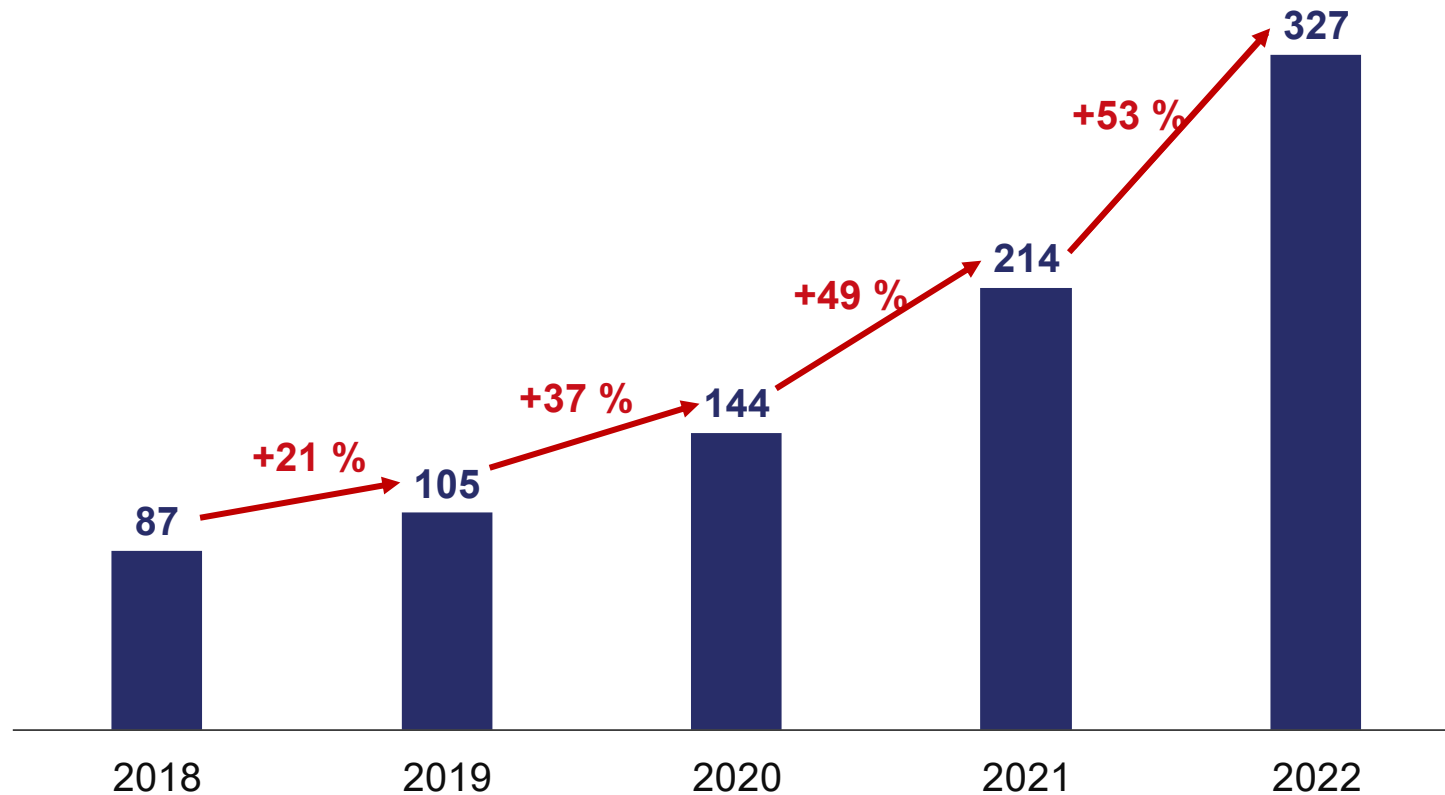
¹ Dommages aux biens des professionnels et agricoles et Pertes Pécuniaires Diverses.

- En 2022, et hormis l'année 2020 marquée par la crise sanitaire, **les prestations poursuivent une tendance haussière** depuis plusieurs années : taux annualisé de +8,1 % entre 2017 et 2022 et +5,0 % entre 2021 et 2022.
- Les entreprises sont confrontées à :
 - une **forte augmentation de la sinistralité** notamment due à la **grêle** ;
 - une **exposition au risque cyber** de plus en plus élevée ;
 - des **risques de rupture** de leur chaîne d'approvisionnement ;
 - la nécessité de mieux prendre en compte la **prévention** des risques climatiques.

Face à une montée du risque cyber, l'assurance continue de se développer

Cotisations de l'assurance cyber

(en millions d'euros)



Source : France Assureurs.

¹ Baromètre de la cybersécurité des entreprises, OpinionWay pour Cesin, janvier 2023.

² LUCY (LUMière sur la CYberassurance) en 2021, AMRAE, juin 2022.

- La numérisation de l'économie se poursuit et augmente le niveau d'exposition des entreprises à une sinistralité de fréquence et d'intensité.
- En 2022, 45 % des entreprises ont subi au moins une cyberattaque réussie¹.
- Selon l'ANSSI, 40 % des **rançongiciels** touchent en 2022 les TPE, PME et ETI.
- Le taux de couverture des grandes entreprises en 2021 était de 84 %, mais à peine de 0,2 % pour les TPE, PME et micro-entreprises².

Risques émergents

La profession s'est mobilisée pour renforcer le niveau de protection des entreprises contre les cyberattaques



**France Assureurs est
partenaire de la
Gendarmerie nationale et
d'agèa**

Sensibiliser les entreprises au
risque cyber

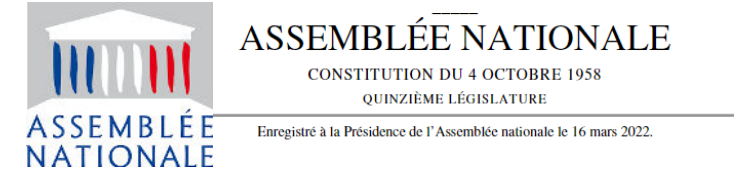
19 000

personnes mobilisées
depuis 1 an et demi

Source : France Assureurs.



- En septembre 2022, la Direction générale du Trésor a remis un rapport sur le développement de l'assurance du risque cyber.
- Les assureurs ont activement contribué aux travaux en étant partie prenante de tous les groupes de travail mis en place.
- La Direction générale du Trésor a appelé à clarifier le cadre juridique de l'assurance du risque cyber.



- La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur a été promulguée le 24 janvier 2023.
- Elle reconnaît la licéité de l'assurance du remboursement des pertes liées à une cyberattaque en la conditionnant à une obligation de dépôt de plainte dans un délai de 72 heures.
- Cela permet notamment l'assurabilité des remboursements des demandes de rançons.

FOCUS

Les nouvelles mobilités font émerger une accidentalité additionnelle

Assurance Prévention sensibilise les usagers vulnérables pour adopter des comportements prudents sur la route



Usage des mobilités douces

Campagne digitale de promotion du module de formation en ligne **Trott'Safe**.



Partage de la route

Campagne **visibilité sur la route lors du changement d'heure** pour tous les usagers : voitures, deux-roues motorisés, piétons, cyclistes, usagers d'EDPM¹.



Sensibilisation des jeunes

Près de 10 000 jeunes sensibilisés dans 20 villes de France chaque année à la conduite d'un deux-roues motorisé avec la **Piste d'éducation routière CRS/Assurance Prévention**.

- **Les usagers vulnérables sont particulièrement concernés par les accidents :**
 - en 2022, 3 260 personnes sont décédées sur la route en France métropolitaine, dont 484 piétons, 34 utilisateurs d'EDPM¹, 244 cyclistes et 715 usagers de deux-roues motorisés ;
 - les deux-roues motorisés représentent 22 % des tués et 33 % des blessés graves, mais seulement 1,9 % du trafic routier.
- **Les jeunes de 14 à 24 ans sont sur-représentés dans les accidents de la route : 20 % des personnes tuées, pour une part dans la population de 13 %.**

Source : ONISR, Accidentalité routière 2022 en France – janvier 2023.

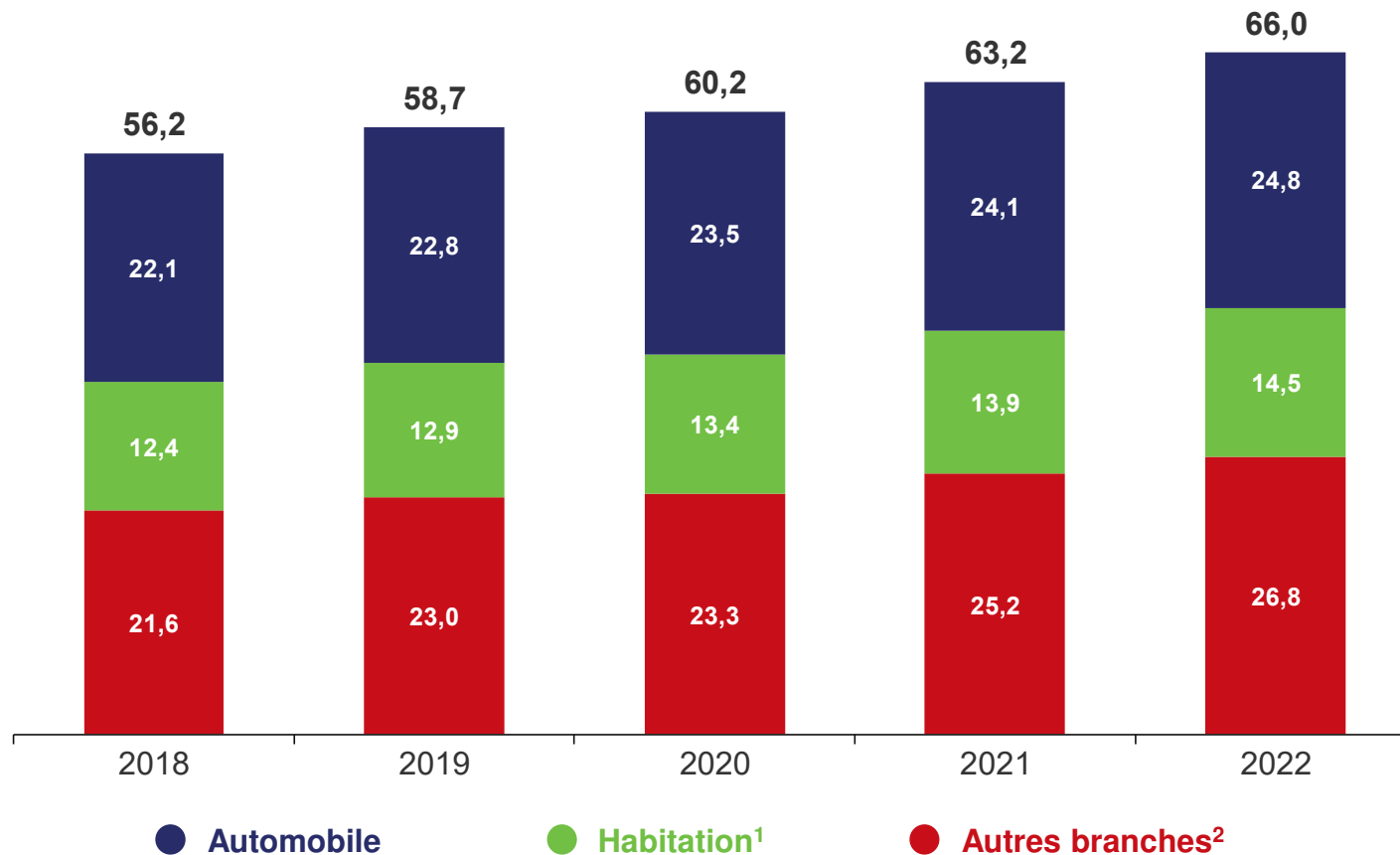
¹ Engins de déplacement personnel motorisés.

En synthèse

Les cotisations de l'assurance de dommages et de responsabilité progressent de 2,8 milliards d'euros en 2022...

Cotisations

(Affaires Directes, en milliards d'euros)



- L'ensemble du marché d'assurance de dommages aux biens et de responsabilité progresse de +4,5 % en 2022.
- À titre de comparaison, l'économie française a crû de +5,7 % en valeur en 2022.

Source : France Assureurs.

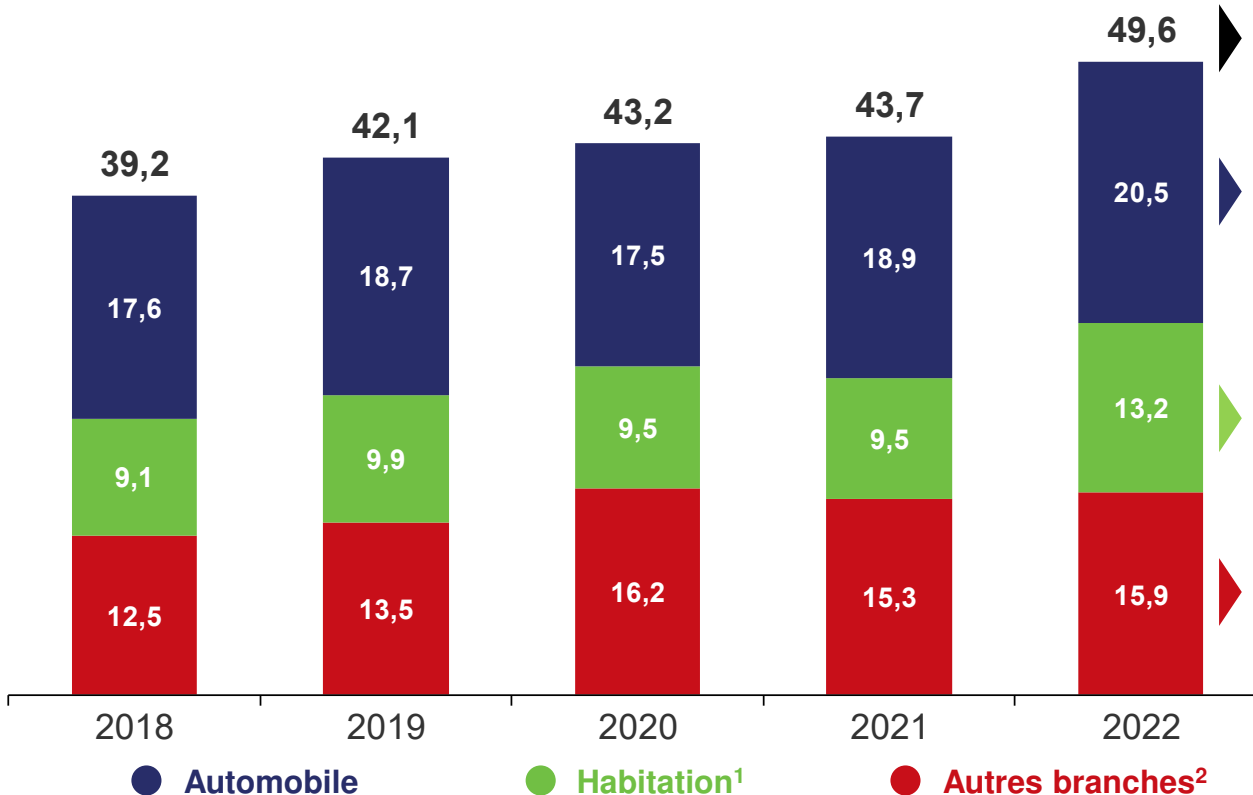
¹ Dommages aux biens des particuliers, Cat Nat.

² Dommages aux biens des professionnels et agricoles, responsabilité civile générale, transports, construction, protection juridique, assistance, pertes pécuniaires diverses, crédit, caution.

... alors que les prestations augmentent de près de 6 milliards d'euros, dégradant l'équilibre technique au global

Prestations

(Affaires Directes, en milliards d'euros)



Ratios combinés³

(évolution par rapport à 2021)

98,4 %
+1,5 point de pourcentage

100,1 %
+0,8 point de pourcentage

106,0 %
+6,4 points de pourcentage

92,7 %
-0,3 point de pourcentage

- **Le ratio combiné se dégrade au global de 1,5 point de pourcentage par rapport à 2021.**
- Les résultats techniques deviennent déficitaires en assurance automobile et en habitation, impactés par le **choc inflationniste** et le **dérèglement climatique**.

Source : France Assureurs.

¹ Dommages aux biens des particuliers, Cat Nat.

² Dommages aux biens des professionnels et agricoles, responsabilité civile générale, transports, construction, protection juridique, assistance, pertes pécuniaires diverses, crédit, caution.

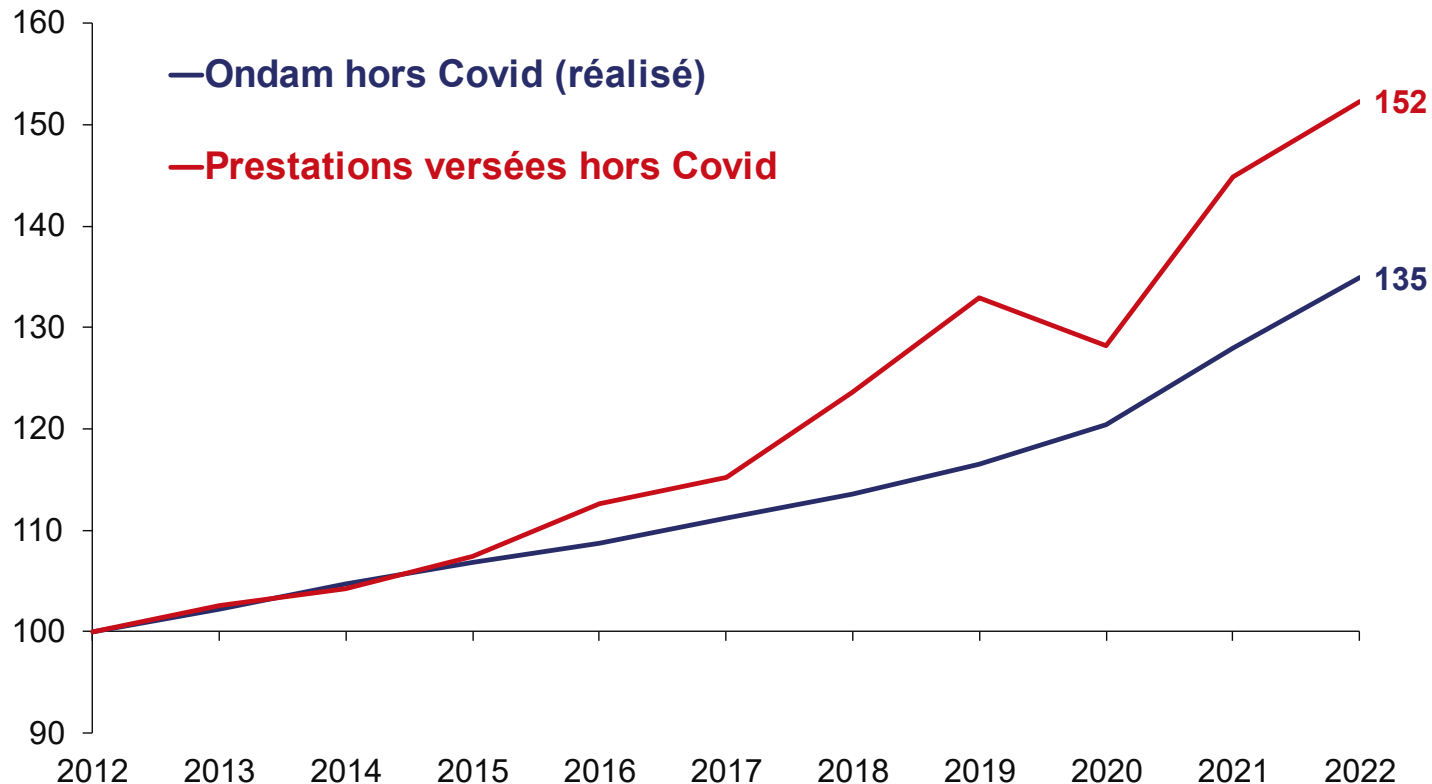
³ Après réassurance.

Face au besoin croissant de protection sociale

Hors crise sanitaire, les dépenses des assureurs santé augmentent plus vite que l'Ondam

Croissance de l'Ondam¹ et des prestations versées par les assureurs

(Base 100 en 2012)



Sources : Drees, PLFSS, France Assureurs.

¹ Ondam = Objectif national de dépenses d'assurance maladie.

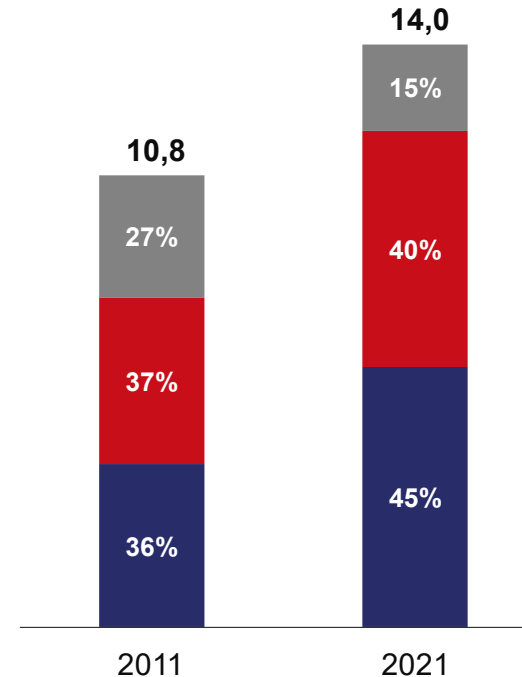
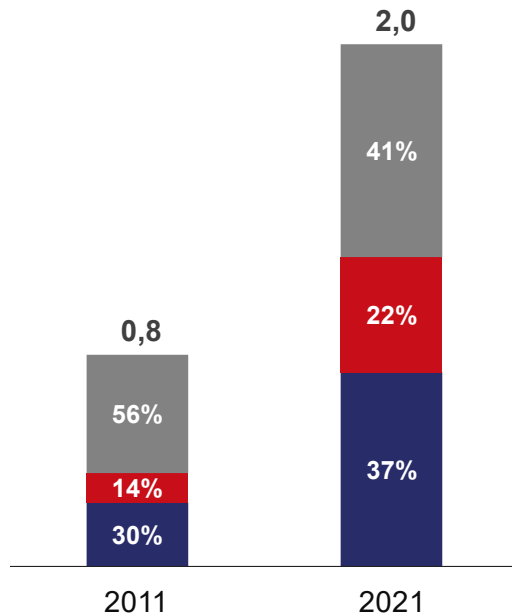
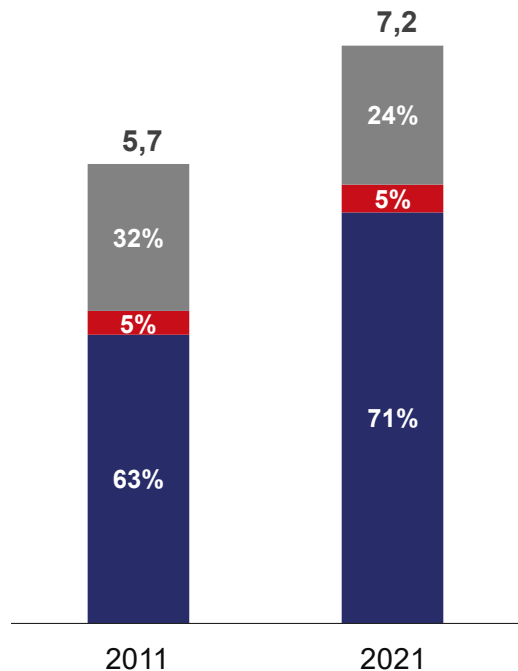
- Il est généralement indiqué par les pouvoirs publics que les complémentaires santé participent autour de **13 % des dépenses de santé** (12,9 % en 2021 selon les chiffres de la Drees).
- Or cette participation ne prend pas en compte certaines dépenses financées par les complémentaires santé, telles que les frais d'hébergement à l'hôpital ou l'ostéopathie qui concourent à la qualité de vie des patients et répondent à leurs attentes.
- **Dans le cadre du transfert de 300 millions d'euros prévu par la LFSS pour 2023, les assureurs souhaitent que ces transferts soient porteurs de sens** et renforcent la complémentarité entre assurance maladie obligatoire et les complémentaires santé.

Les dépenses de soins de ville et de biens médicaux sont davantage prises en charge par les complémentaires santé conduisant à une diminution du reste à charge pour les Français...

Dépenses en optique
(en milliards d'euros)

Dépenses en audiologie
(en milliards d'euros)

Dépenses en dentaire
(en milliards d'euros)



- Les complémentaires santé ont pris en charge **12,1 milliards d'euros** au total en 2021.
- Les complémentaires santé sont les premiers financeurs** dans les trois domaines (**dentaire, optique, audiologie**) dont les dépenses totales en ont augmenté de +34 % en dix ans (+56 % pour les complémentaires santé).
- L'action des complémentaires santé **réduit le reste à charge** dans les trois domaines.

● Organismes complémentaires

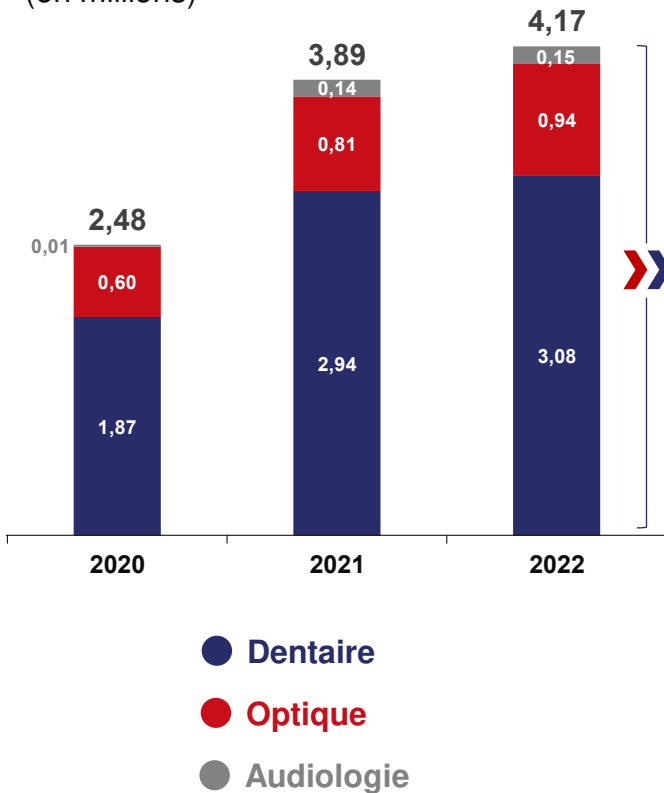
● Assurance Maladie Obligatoire

● Reste à charge des ménages

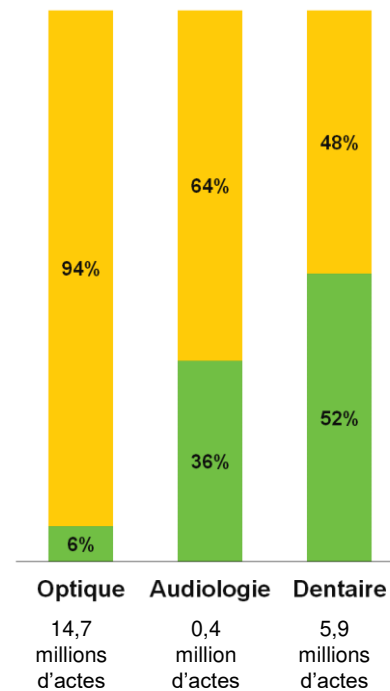
Sources : Drees, HCAAM (2013) pour répartition du financement de l'audiologie en 2011.

... amplifiée par le succès de la réforme du 100 % Santé dont le surcoût pour les assureurs santé s'élève à 360 millions d'euros en 2022

Nombre d'actes pris en charge par les assureurs au titre du 100 % Santé (en millions)



Part du panier 100 % Santé dans le nombre d'actes (en millions et en %)



● Panier libre
● Panier 100 % Santé

- La réforme du 100 % Santé poursuit son déploiement avec une **hausse des actes de +7 % et des dépenses de +8 %**.
- En tant que principaux financeurs du 100 % Santé, les complémentaires santé sont favorables à un premier bilan de la réforme.
- Les complémentaires santé souhaitent être pleinement associées à son éventuelle évolution.

Source : France Assureurs.

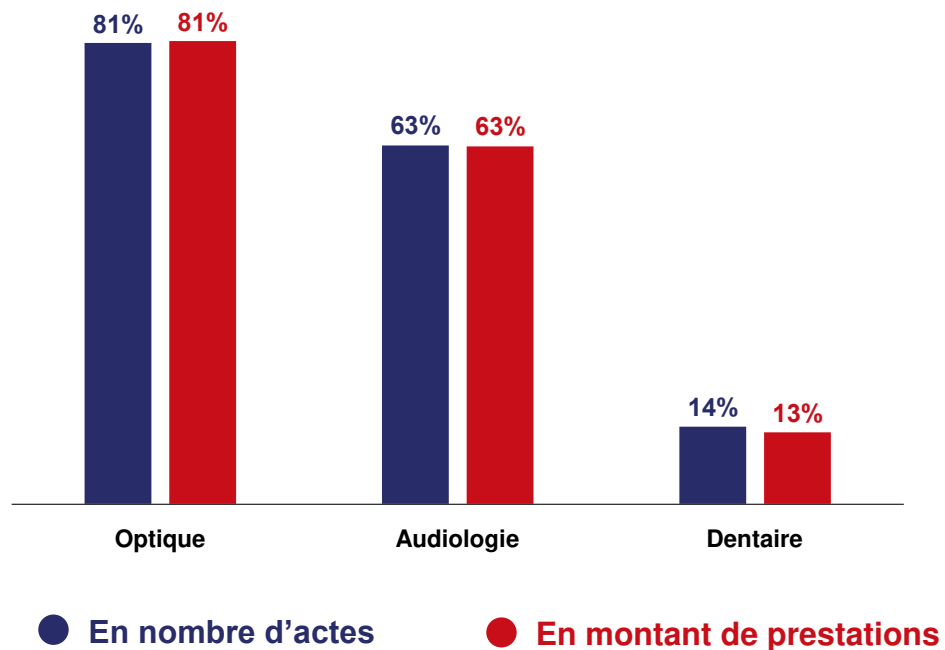
Champ : Entreprises d'assurance régies par le code des assurances.

Les assureurs agissent pour développer l'usage du tiers payant

Les assureurs sont dans l'obligation de proposer le tiers payant et se mobilisent auprès des professionnels de santé pour qu'il se déploie davantage



Part du tiers payant dans le panier 100 % Santé en 2022



Source : France Assureurs.



L'association Inter AMC, qui regroupe l'ensemble des complémentaires santé et leurs partenaires, a **développé des outils pour simplifier la dispense d'avance des frais.**



A l'hôpital, le **dispositif Remboursement des organismes complémentaires (ROC)** qui vise à dématérialiser et systématiser les échanges entre les hôpitaux et les complémentaires santé **permet le tiers payant intégral.**



Les complémentaires santé travaillent de concert avec Les Libéraux de Santé :

- **pour simplifier les formalités administratives pour les professionnels de santé ;**
- **pour permettre aux assurés de bénéficier plus facilement de la dispense d'avance de frais.**

Dans un cadre protecteur pour les Français, les OCAM se mobilisent pour un accès aux données de santé à la fois nécessaire au remboursement des dépenses et utile pour offrir des services innovants



Les données de santé, une nécessité pour les OCAM¹

- Pour respecter la réglementation (règles de délivrance des équipements en optique et audiologie, contraintes des contrats responsables).
- Pour respecter les engagements pris vis-à-vis des assurés (garanties souscrites, services proposés dont les réseaux de soins...).
- Pour lutter contre la fraude.
- Pour mettre en place des systèmes d'avance de frais en faveur des assurés grâce au tiers payant.

Un cadre juridique protecteur des assurés



- Le 14 novembre 2022, en réponse à des plaintes, **la CNIL a reconnu la légitimité du traitement de données de santé par les OCAM.**
- Ce traitement respecte le RGPD et le secret médical.
- Les complémentaires santé ont mis en place des processus permettant de garantir la confidentialité, la sécurité et la traçabilité de ces données.
- Dans les trois domaines du 100 % Santé, le consentement de l'assuré est recueilli avant chaque envoi de ses données à l'organisme complémentaire par le professionnel de santé.



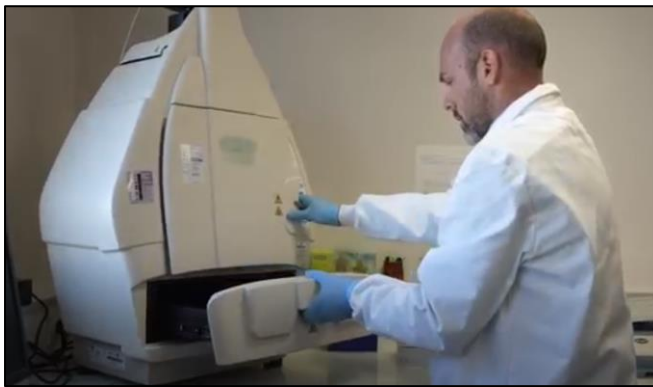
Les données de santé, une opportunité pour les assurés en matière de services innovants et notamment de prévention

¹ Organismes complémentaires d'assurance maladie.

FOCUS

L'inactivité physique et la sédentarité présentent des risques réels pour la santé de la population : 47 % des femmes et 29 % des hommes sont physiquement inactifs

Afin de contribuer à la promotion de l'activité physique et à la diminution des comportements sédentaires, Assurance Prévention finance la chaire de recherche internationale « Santé en Mouvement » de la fondation Université Clermont Auvergne



« L'activité physique a un impact sur la santé globale et augmente la qualité de vie : diminution du risque de mortalité précoce, de l'hypertension, du diabète, de l'obésité, du stress, des risques de cancer, prévention du vieillissement cognitif et du risque de chute, de l'anxiété et de la dépression. »



Professeur Martine Duclos
endocrinologue, médecin du sport et physiologiste, codirecteur de la chaire

Les recherches sont menées auprès de différentes populations : les enfants, les actifs, les femmes, les personnes âgées.



Docteur David Thivel, directeur de recherche à l'UCA et directeur du laboratoire AME2P, codirecteur de la chaire

« Un temps de sédentarité important va soit limiter les bénéfices d'une activité physique, soit entraîner d'autres méfaits sur la santé qui peuvent être à effet retardataire. »



Source : Équipe de surveillance et d'épidémiologie nutritionnelle (Esen). Étude de Santé sur l'environnement, La Biosurveillance, l'activité Physique et La Nutrition (Esteban), 2014-2016. Volet Nutrition. Chapitre Corpulence. 2^e Édition. Santé publique France; 2020 :1-58. www.santepubliquefrance.fr.

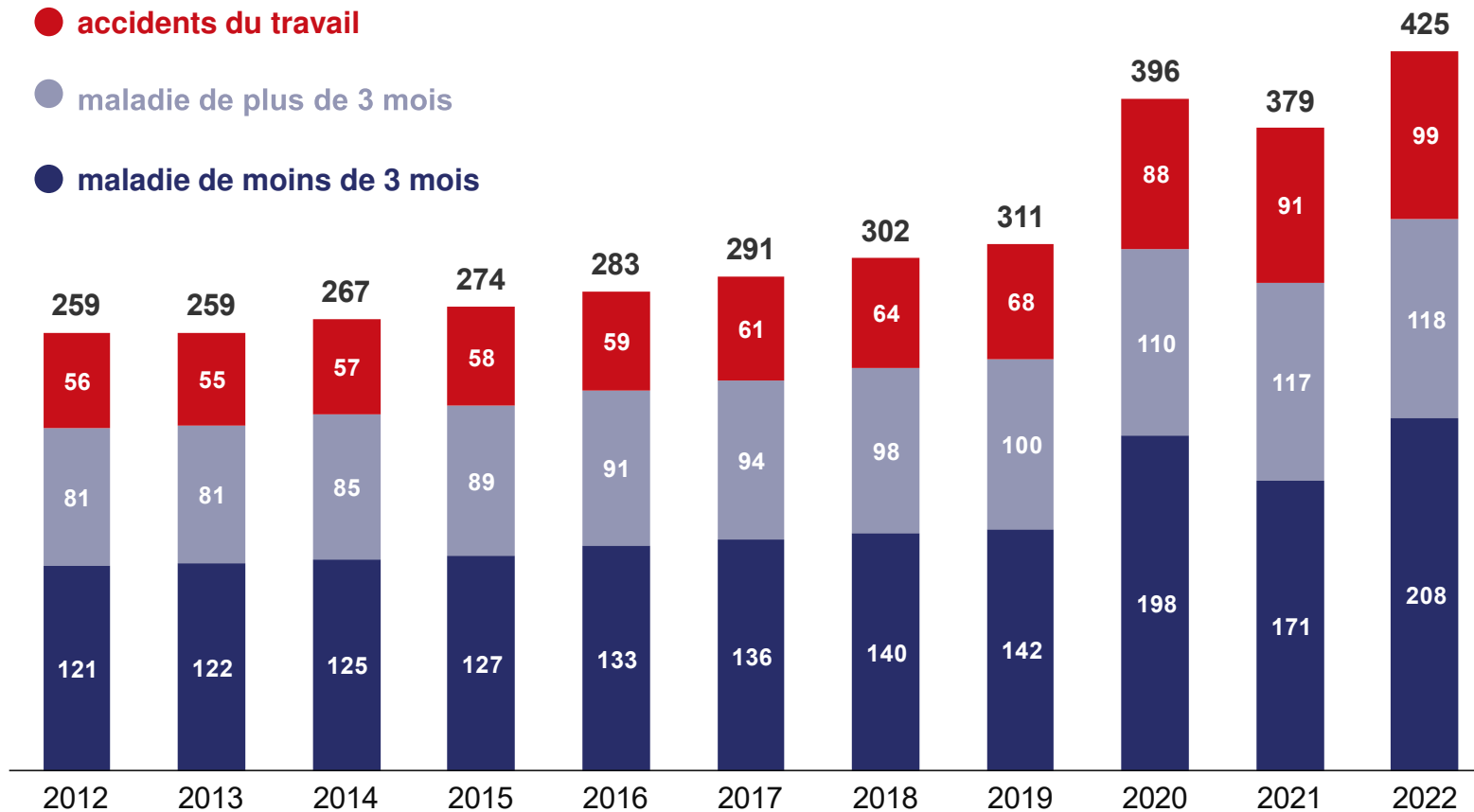
En 2022, le nombre de jours d'arrêts de travail a augmenté de 37 % par rapport à 2019

Nombre de jours d'arrêts de travail pris en charge par la Sécurité sociale (en millions)

● accidents du travail

● maladie de plus de 3 mois

● maladie de moins de 3 mois



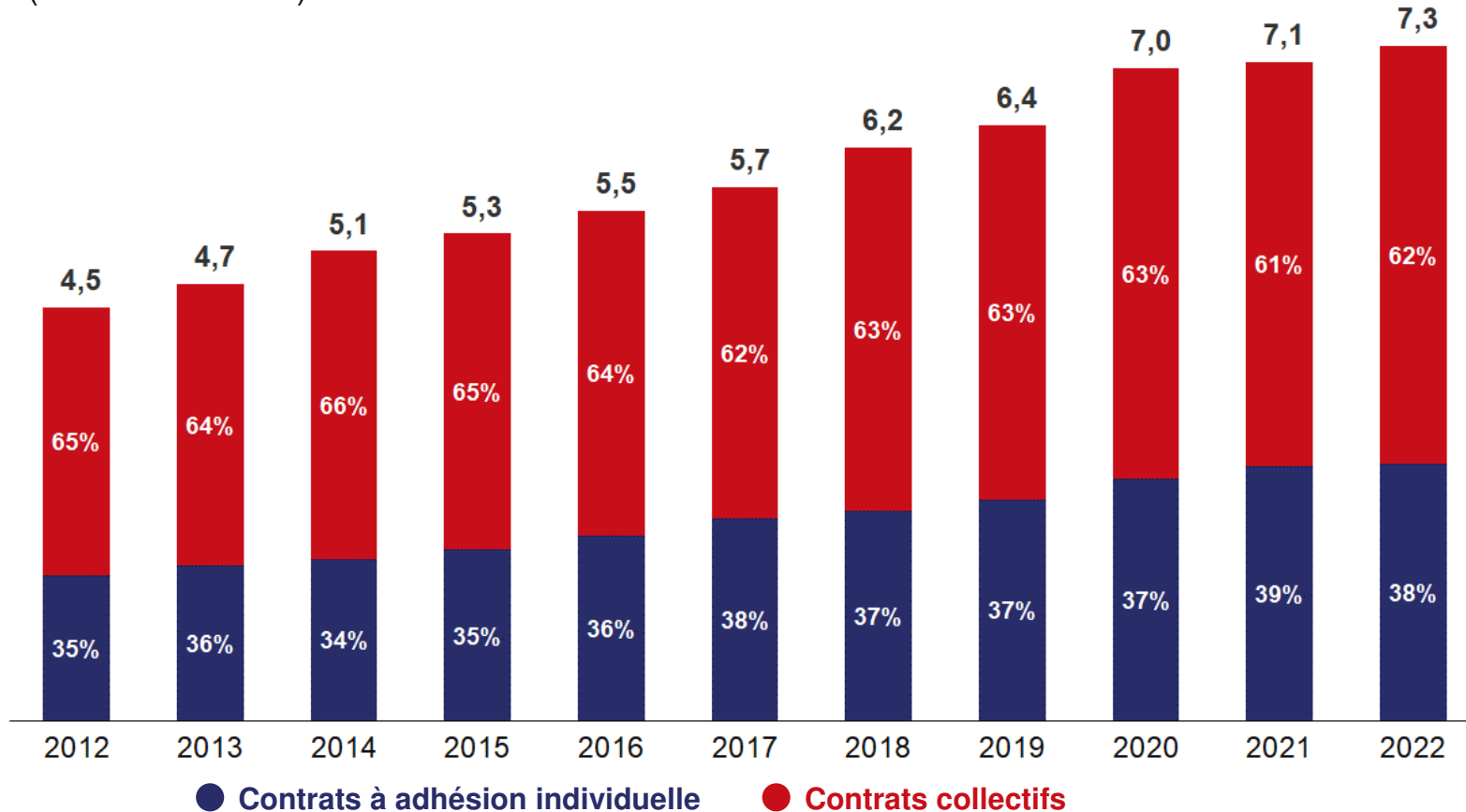
Source : Ameli.

- La forte **augmentation des arrêts de travail** s'explique par la crise sanitaire (arrêts Covid et arrêts dérogatoires) dont les effets se poursuivent.
- Les assureurs sont pleinement mobilisés :
 - l'entreprise est un « territoire de santé » dans lequel **les assureurs sont des acteurs de la santé au travail avec des actions de prévention ciblées** et des offres personnalisées à destination des salariés ;
 - les assureurs développent des outils à destination des entreprises pour les accompagner à gérer les arrêts de travail.**
- Concernant la santé mentale, les assureurs ont été des précurseurs en **remboursant des séances avec un psychologue.**

Le niveau des prestations versées par les assureurs est supérieur au niveau d'avant la crise sanitaire

Prestations versées en prévoyance

(en milliards d'euros)



- Les prestations versées par les assureurs en **prévoyance** suivent une **évolution** voisine des arrêts de travail.
- Après deux années atypiques en raison de la crise sanitaire, **les prestations versées en 2022 accélèrent. Elles affichent une hausse de +13 % par rapport à 2019.**

Source : France Assureurs.

Les assureurs soutiennent la généralisation de la couverture prévoyance pour tous les Français

La couverture prévoyance est un enjeu majeur pour tous les Français d'autant qu'elle est aujourd'hui disparate :

- **88 % des salariés du privé ont au moins une couverture.** Ce sont les mieux couverts, mais cela masque une grande hétérogénéité dans les niveaux de couverture et des inégalités selon la taille de l'entreprise, son statut et son secteur d'activité ;
- **les indépendants sont, eux, pour moitié seulement couverts ;**
- **les agents de la fonction publique** sont très peu nombreux à disposer d'une assurance prévoyance.



Les assureurs encouragent la généralisation de la couverture prévoyance pour tous les Français, y compris pour les salariés avec un cofinancement par l'employeur et l'employé et une liberté de choix de l'assureur et de l'offre.

Source : France Assureurs.

- L'ordonnance du 17 février 2021 a fixé les grands principes d'une refonte d'un régime de **protection sociale de la fonction publique** en permettant la mise en place d'un régime de protection sociale complémentaire.
- **Les assureurs se félicitent de la refonte du régime de protection sociale tout en attirant l'attention sur la nécessité qu'elle soit ouverte à tous les acteurs** de la protection en santé et en prévoyance.
- Les assureurs santé partagent la mise en place des contrats collectifs qui permettent de garantir une **plus grande mutualisation**.
- Avec la protection sociale complémentaire, les agents publics pourront ainsi accéder à tous les **services proposés par les assureurs** (prévention, dépistage, accompagnement lors d'hospitalisations...).

FOCUS**Les chutes des personnes âgées entraînent chaque année plus de 130 000 hospitalisations et 10 000 décès****Assurance Prévention se mobilise avec la *Journée Prev'Attitude*, en organisant une opération de sensibilisation****Journée de sensibilisation pour le grand public**

Sensibiliser les familles aux enjeux des chutes et leur donner des conseils pratiques pour les éviter

**Guide pratique et diffusion d'un podcasts « Pas à Pas »**

Porter les messages de prévention autour de la chute des personnes âgées

**Etude « Mieux comprendre les chutes des personnes âgées pour les éviter »**

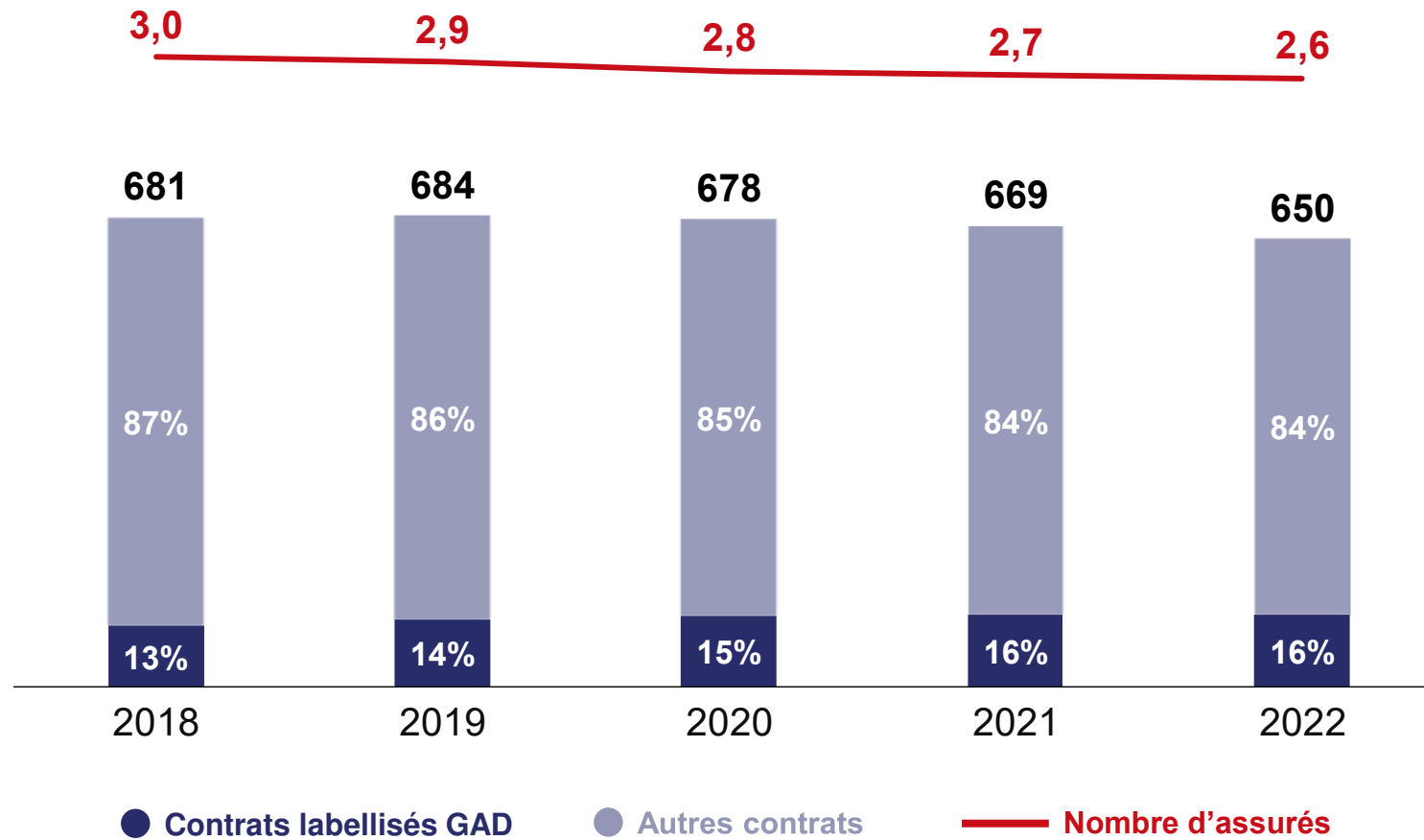
Les Français sont conscients des enjeux, mais beaucoup reste à faire : 80 % des « aidants » ont dans leur entourage une personne âgée ayant fait une chute chez elle

Source : Plan antichute des personnes âgées – février 2023.

L'assurance dépendance se heurte à un plafond de verre sous les 3 millions de Français protégés

Cotisations et nombre d'assurés des contrats dépendance

(en millions d'euros et en millions de personnes)



Source : France Assureurs.

- **Un Français sur deux âgé de 45 à 75 ans déclare avoir déjà été concerné par des problèmes de dépendance liés à l'âge.**
- Les lois du 7 août 2020 ont officialisé la **création de la cinquième branche** dédiée à l'autonomie. Si les textes posent le principe de cette nouvelle branche, ils ne définissent pas les contours, la gouvernance et surtout le financement et les prestations de ce nouveau régime.
- 55 % des contrats proposés correspondent à des contrats de pure dépendance, 22 % sont des garanties incluses dans des contrats santé et 21 % sont des contrats couplant la garantie dépendance à d'autres garanties d'assurance.

France Assureurs et la Mutualité Française proposent une solution commune sans recours aux finances publiques

Les Français se sentent démunis face au risque de dépendance

15 %

C'est la **part estimée des personnes de plus de 75 ans en France en 2040**, un chiffre en constante augmentation

20 000

C'est le **nombre de nouvelles personnes âgées en situation de perte d'autonomie chaque année**

6,3 Md€

C'est le **reste à charge pour les ménages français** confrontés à la dépendance d'un proche



Les principes de la proposition commune

1

Un tarif unique pour plus d'accessibilité

2

Une mutualisation large permettant une plus grande couverture

3

Une prise en charge immédiate des personnes dépendantes

4

Une rente forfaitaire pour plus de simplicité

5

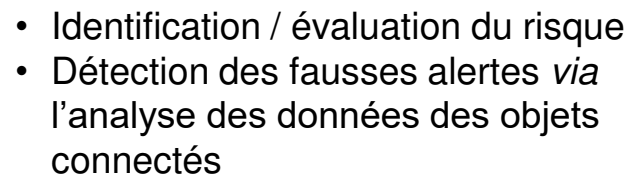
Une palette de services en matière de prévention et d'accompagnement pour les aidants...



Les assureurs déploient l'Intelligence Artificielle au service de leurs assurés dans un contexte réglementaire très encadré

Grand âge et dépendance

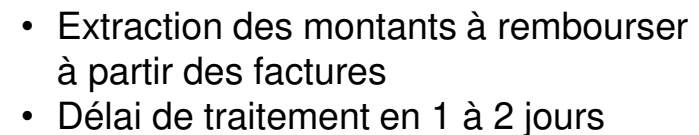
des seniors manifestent le souhait de rester
à leur domicile le plus longtemps possible



Téléassistance, téléconsultation pour faciliter le maintien à domicile

Complémentaires santé

C'est le délai moyen de traitement
des demandes de remboursement



Réduction du délai de traitement et de remboursement de frais par les complémentaires santé

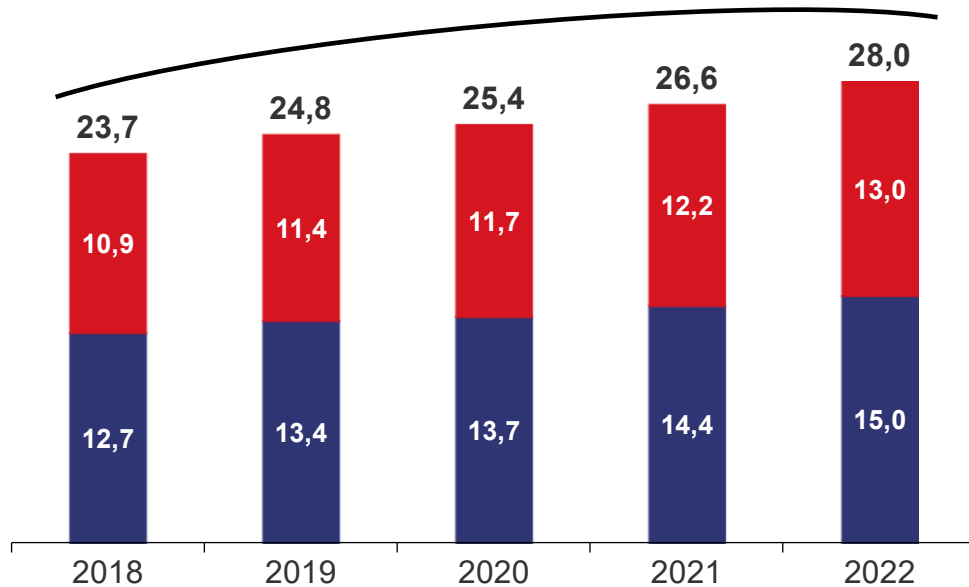
En synthèse

En santé et prévoyance, les prestations affichent un rythme de croissance proche de celui des cotisations sur 5 ans

Cotisations

(en milliards d'euros)

+4,3 % en moyenne annuelle



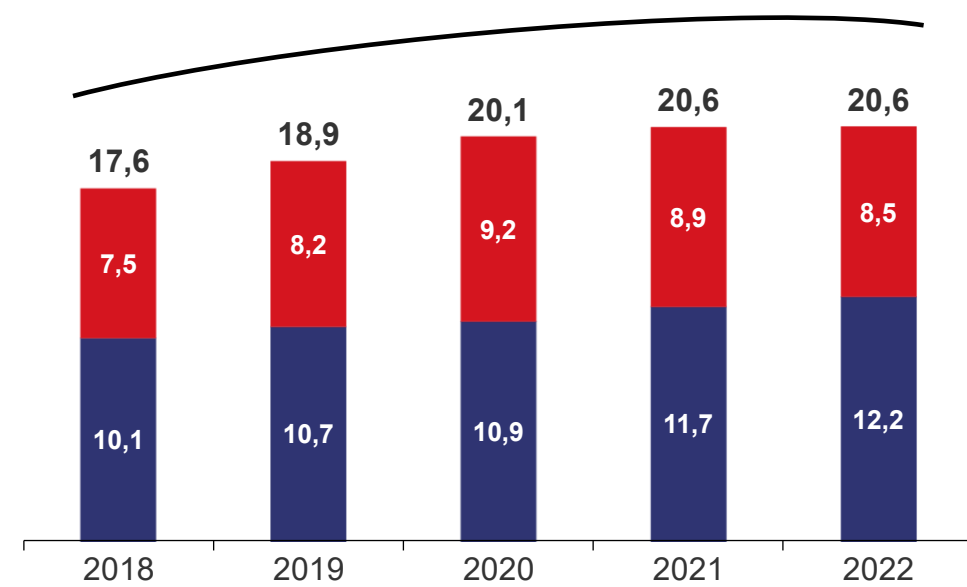
● Soins de santé

● Incapacité, invalidité, dépendance, décès accidentel

Prestations

(en milliards d'euros)

+4,1 % en moyenne annuelle



- Selon le rapport 2022 de la Drees sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé, « **le résultat technique en santé des organismes complémentaires a été globalement quasi-nul en 2021** ».

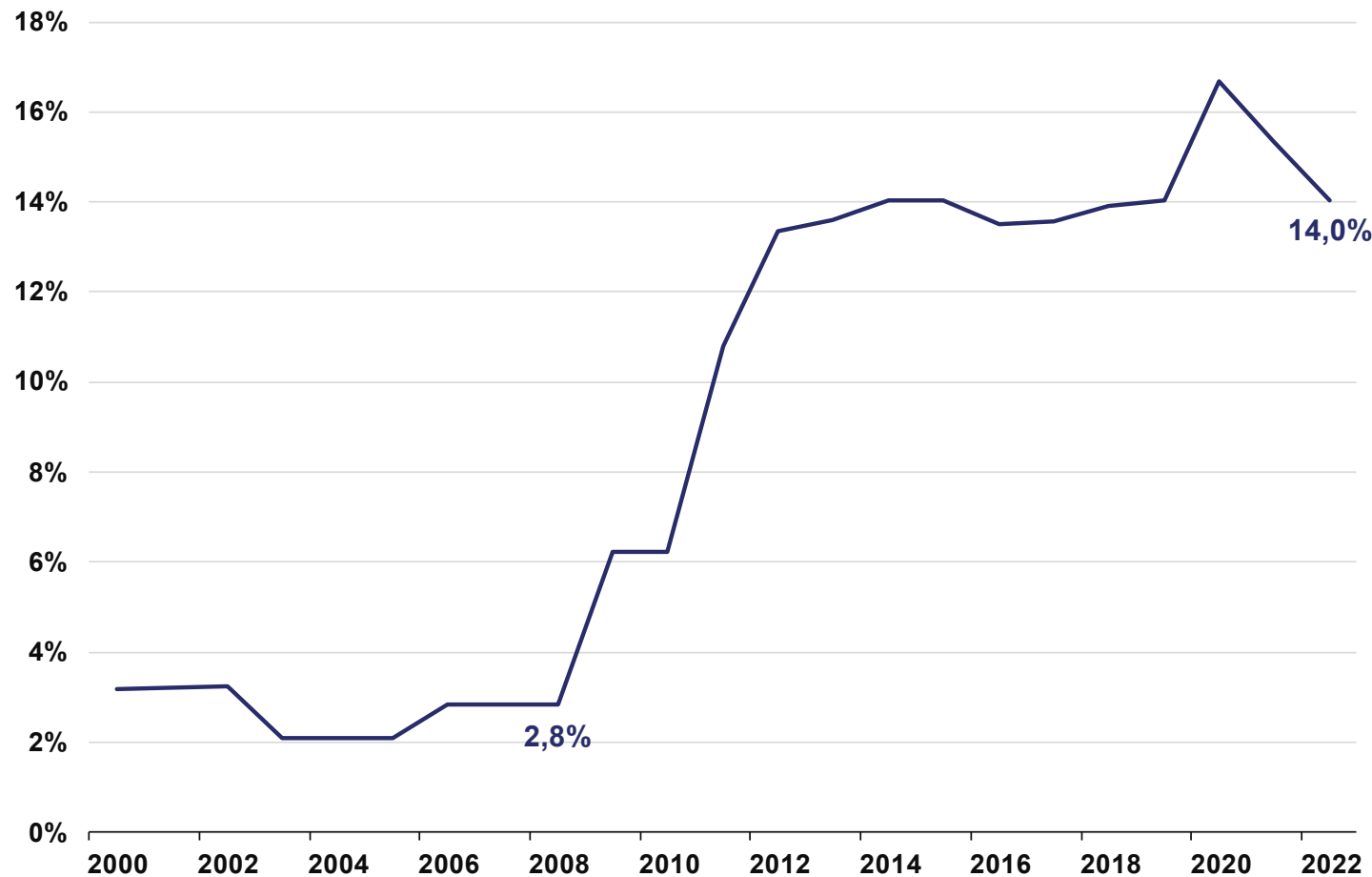
Source : France Assureurs.

Note : Affaires Directes, entreprises régies par le Code des assurances.

En assurance santé, la taxation a augmenté de 11 points de pourcentage depuis 2008

Niveau des taxes et contributions sur les contrats d'assurance santé

(en pourcentage de la cotisation hors taxe)



- La santé est la **première préoccupation des Français** : elle est perçue comme tout à fait prioritaire par 83 % d'entre eux¹.
- En France, **les contrats d'assurance santé sont désormais taxés à 14 % en moyenne, tandis qu'ils sont exemptés en Allemagne, taxés à 0,15 % en Espagne et taxés à 2,5 % en Italie.**
- En 2020 et 2021, les organismes complémentaires ont dû verser une contribution exceptionnelle pour la prise en charge des dépenses liées à la crise sanitaire **correspondant à un montant global de 1,5 milliard d'euros.**

Source : France Assureurs.

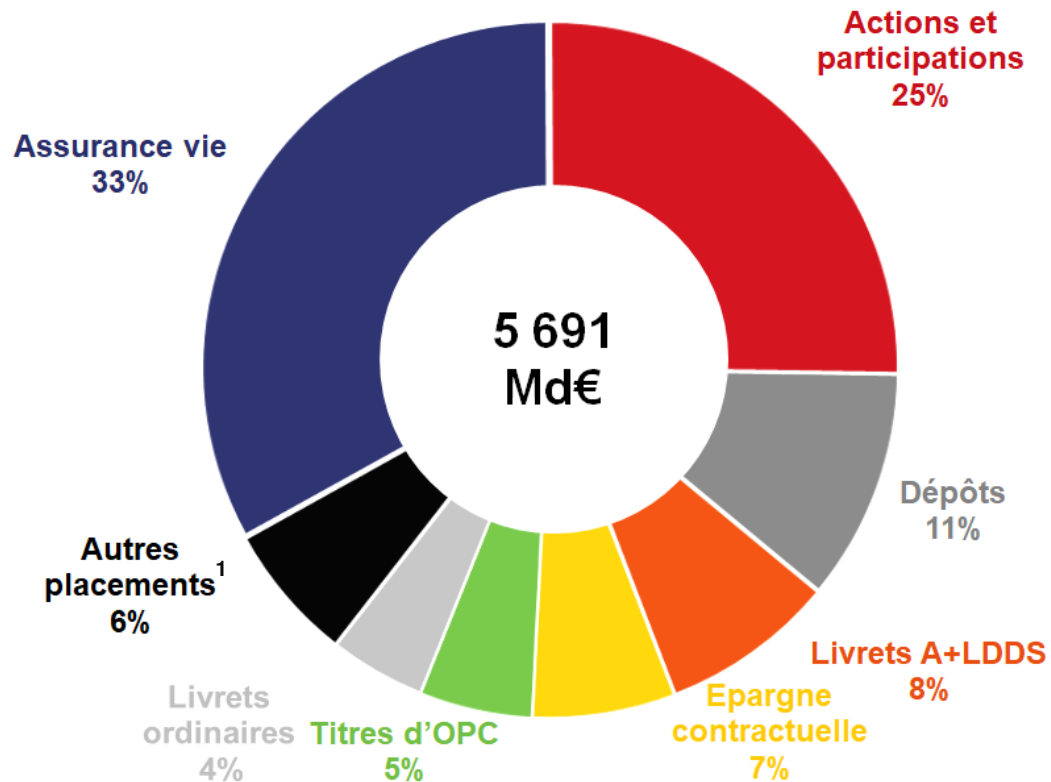
¹ Ifop-Fiducial pour Sud Radio – L'état d'esprit des Français : les thèmes prioritaires pour les mois qui viennent, Décembre 2022.

Face aux risques économiques

L'assurance vie occupe une place centrale dans le patrimoine financier des Français devant l'épargne réglementée...

Répartition de l'épargne financière des ménages

(en milliards d'euros et en pourcentage)



Chiffres clés de l'assurance vie



18,7 millions
de détenteurs



39,7 millions
de bénéficiaires



53,5 millions
de contrats



130 milliards d'euros
versés aux bénéficiaires



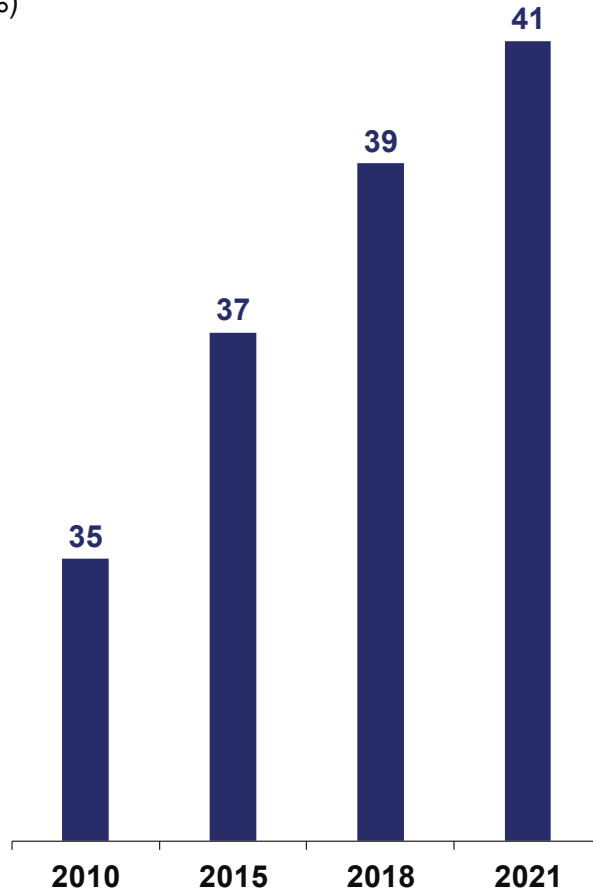
Durée moyenne des contrats
12,6 ans

Source : Comptes Financiers Trimestriels de la Banque de France, au 30 septembre 2022.

¹ Obligations, titres de créances à court terme, billets, pièces, créances d'assurance non-vie, crédit, dépôt dans les banques étrangères, autres placements à échéance.

... preuve qu'elle est un produit populaire répondant au besoin d'épargne de long terme de plus de 40 % des ménages français

Part des ménages détenteurs d'une assurance vie (en %)



Source : Insee.

Part des ménages détenteurs d'une assurance vie selon la catégorie socio-professionnelle



53 % des agriculteurs



51 % des cadres et professions libérales



47 % des retraités



39 % des professions intermédiaires

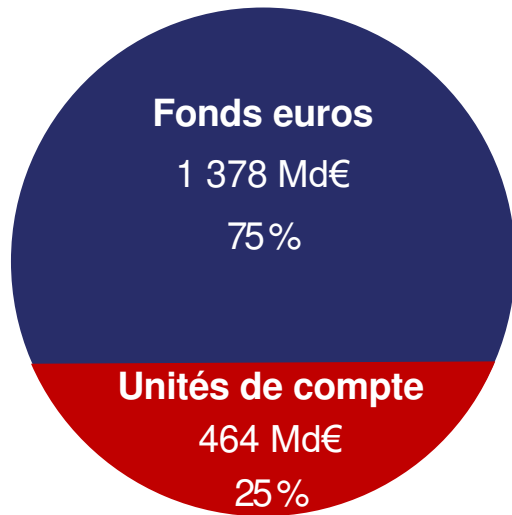


29 % des ouvriers et des employés

Dans un contexte de remontée des taux d'intérêt et de retour de l'inflation, l'assurance vie affiche une collecte nette positive en 2022 de plus de 14 milliards d'euros

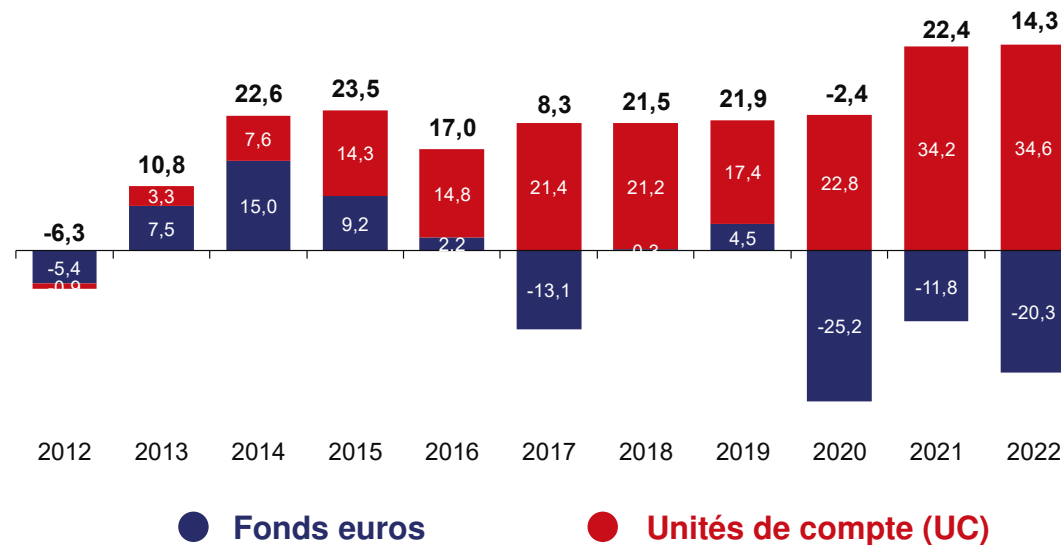
Encours 31 décembre 2022

1 842 Md€



Collecte nette

(en milliards d'euros)



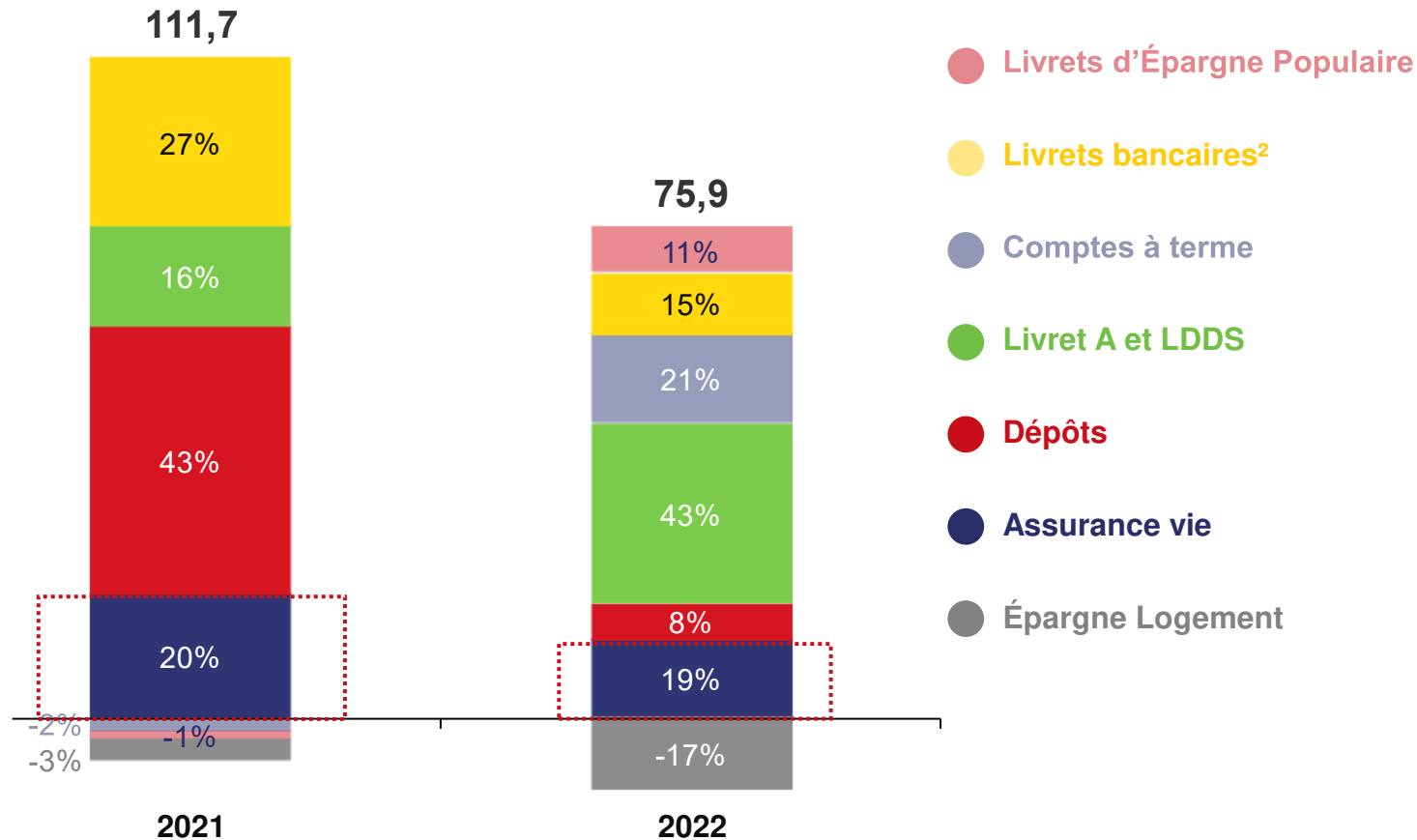
- Face aux perturbations financières des dernières décennies, comme la crise des *subprimes* ou encore la crise des dettes souveraines de la zone euro, **l'assurance vie a démontré sa résilience en étant un placement de long terme.**
- Les assureurs se sont toujours efforcés d'apporter les meilleures réponses aux attentes des épargnants en termes de sécurité, de performance financière et de *value for money*. Le succès constant de l'assurance vie auprès du grand public depuis de nombreuses années montre, dans un marché extrêmement concurrentiel, la pertinence de ce placement aux yeux des Français.

Source : France Assureurs.

En 2022 la part de l'assurance vie dans les flux d'épargne financière des Français reste stable autour de 20 %

Flux net d'épargne¹

(en milliards d'euros et en pourcentage)



- Les **dépôts** qui représentaient 43 % des flux d'épargne en 2021 ne sont plus que de 8 % du flux d'épargne financière.
- **L'épargne réglementée** évolue de 16 % à 43 % sur la même période.
- **Ce sont les dépôts et les livrets bancaires qui ont fortement décru au profit du Livret A et LDDS.**

Sources : France Assureurs, Banque de France.

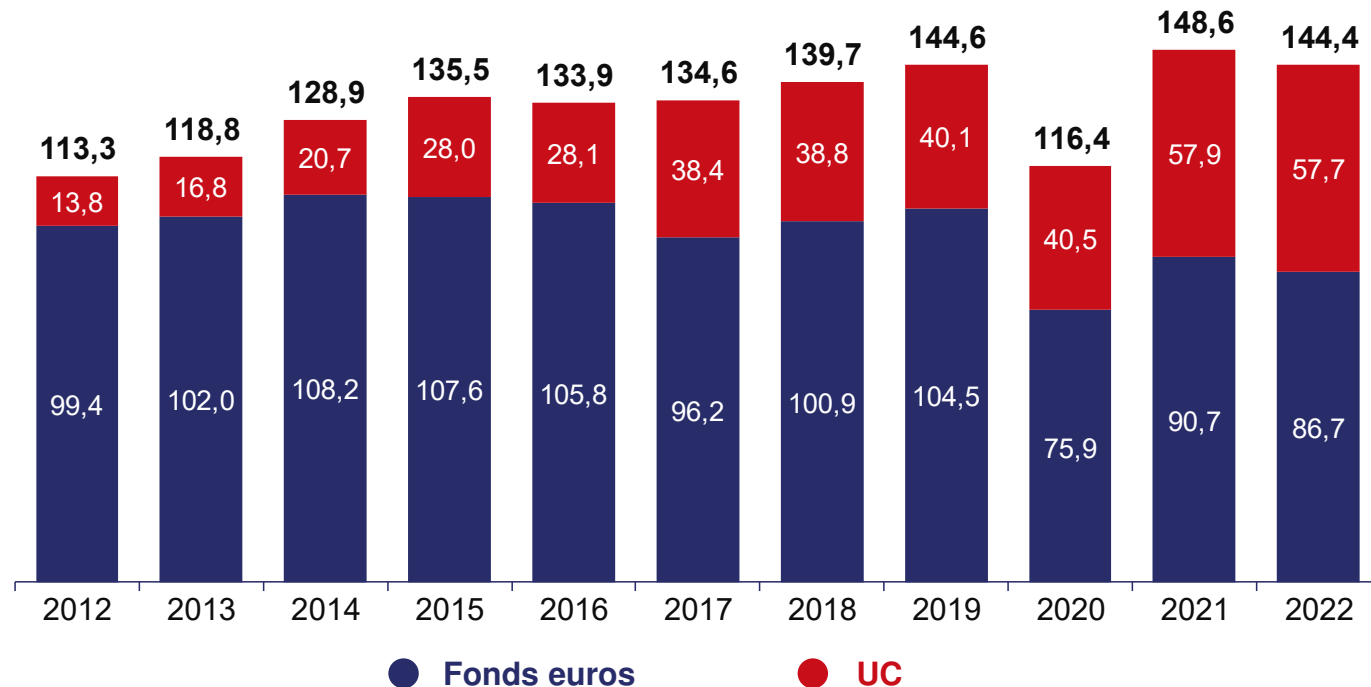
¹ Hors titres.

² Livrets ordinaires, Livrets Jeunes et Plan d'Épargne Populaire.

À 144 milliards d'euros les cotisations retrouvent en 2022 leur niveau d'avant la crise sanitaire...

Cotisations

(en milliards d'euros)



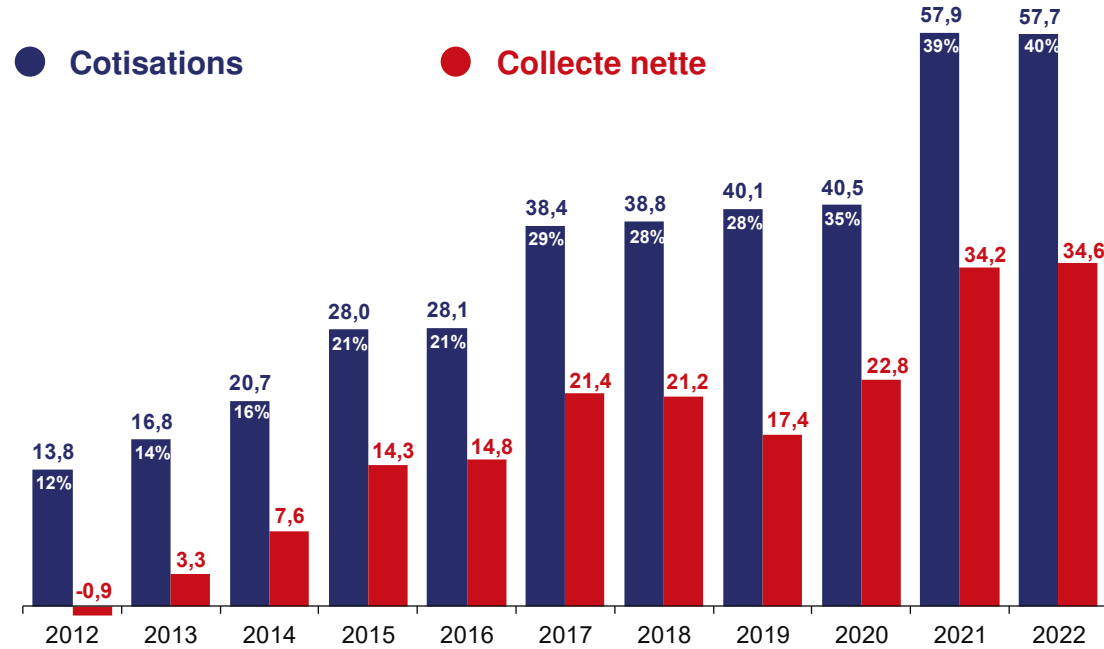
- **La part en unités de compte (UC) progresse constamment depuis 10 ans.**
- Cette évolution, qui répond au besoin d'une plus grande diversification exprimé par les épargnants, nécessite un **conseil de qualité** délivré par le distributeur.
- Des réflexions en cours au sein de la **Commission européenne** envisagent d'assimiler l'assurance vie aux autres produits financiers, alors même que l'assurance vie exige une distribution et un conseil de nature différente.

Source : France Assureurs.

... avec une part en UC qui atteint le niveau historique de 40 %

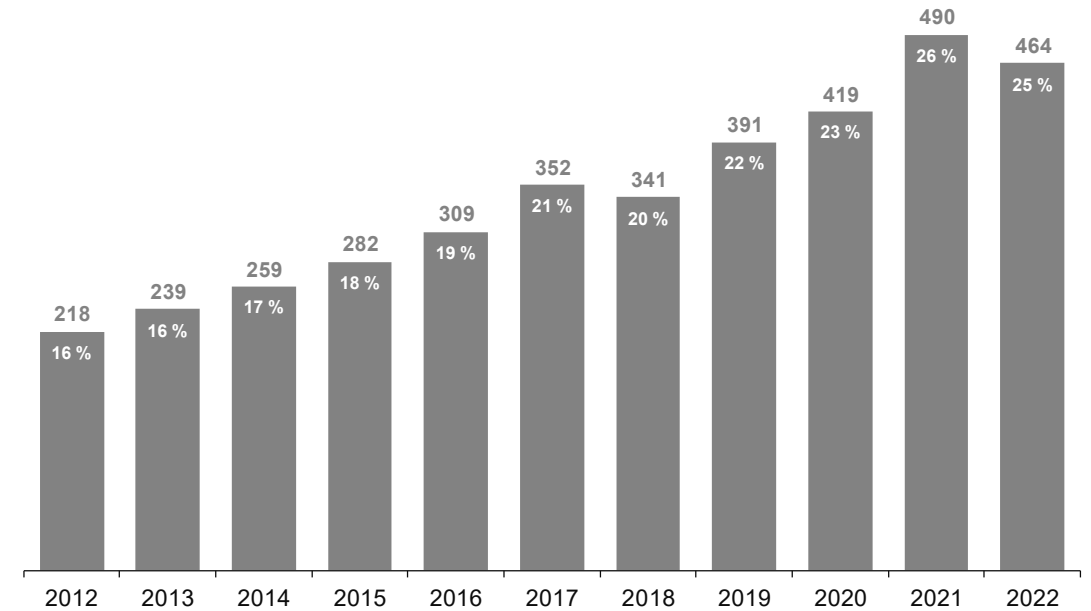
Cotisations et collecte nette en UC

(en milliards d'euros et part dans l'ensemble des cotisations en %)



Encours en UC

(en milliards d'euros et part dans l'ensemble des encours en %)



- **À 40 % en 2022, la part des UC dans l'ensemble des cotisations est en légère hausse par rapport à 2021** dans un contexte de plus grande volatilité des marchés.
- La **collecte nette en UC est légèrement supérieure** à celle de l'année dernière, atteignant un niveau record.

Source : France Assureurs.

FOCUS

Tous les Français doivent pouvoir accéder à un conseil de qualité en assurance vie

La *Retail Investment Strategy* (RIS), qu'est-ce que c'est ?

- La Commission européenne déploie la stratégie de l'Union des Marchés de Capitaux qui vise à relever le **défi du vieillissement de la population** et **soutenir la transition verte et numérique**.
- La RIS a pour objectif **d'accroître la participation des investisseurs particuliers** dans l'économie de l'Union européenne.
- L'interdiction d'une rémunération des intermédiations par commission (« ***ban of commission*** ») fait débat.

Le *ban of commission*, quels impacts ?

- Il s'agit d'une pratique mise en place aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.
- Aux Pays-Bas, **l'interdiction des commissions a entraîné une contraction du marché de l'assurance vie**
→ diminution du volume total des primes brutes émises d'assurance vie d'environ 6 % par an depuis 2011.
- Au Royaume-Uni, l'interdiction des commissions a contribué à **réduire voire supprimer l'accès au conseil**
→ 60 % des clients au patrimoine le plus modeste ont des difficultés d'accès au conseil.

Le conseil est une étape indispensable dans la vente d'un produit d'assurance vie.

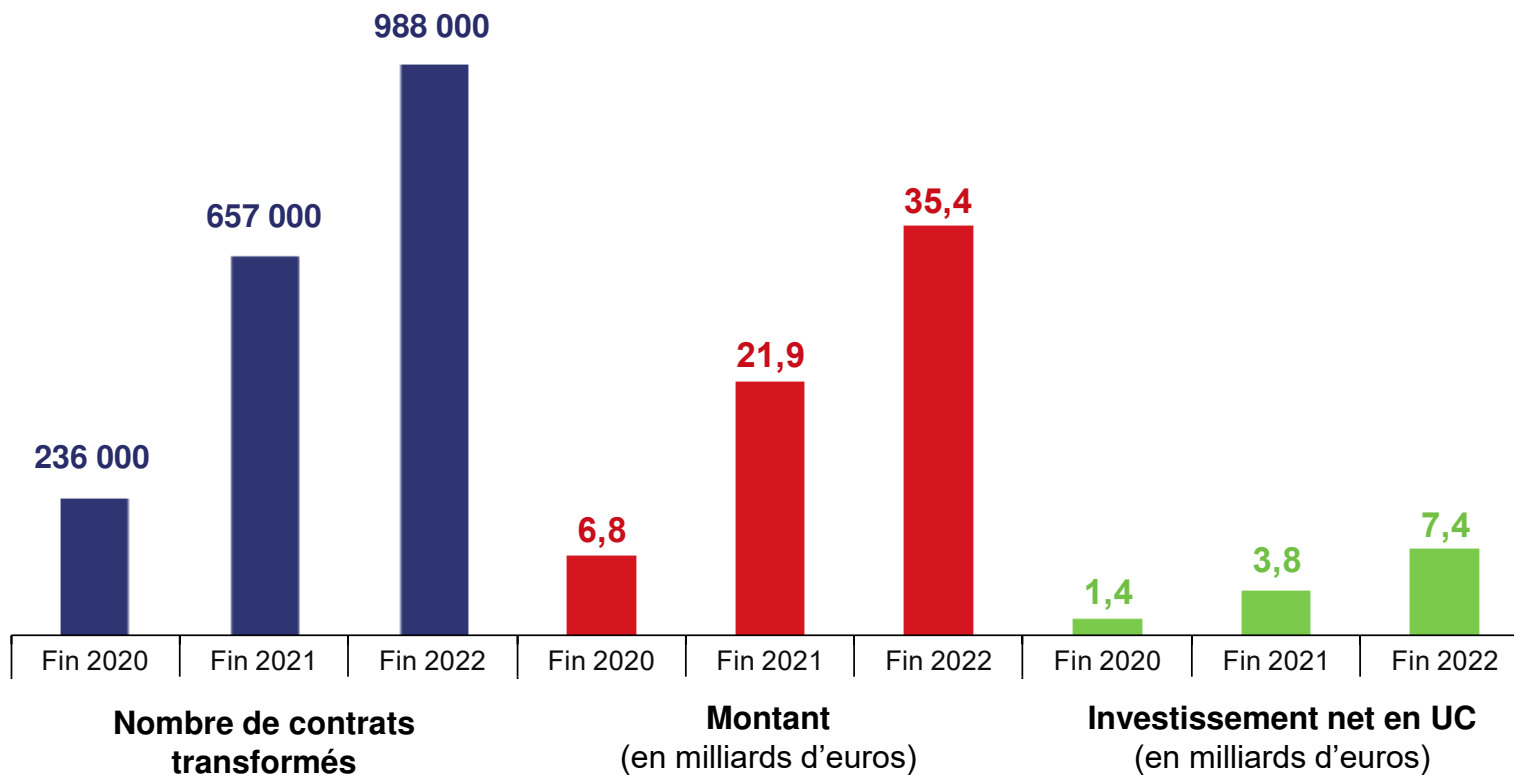
- Les caractéristiques propres à l'assurance vie militent pour un **devoir de conseil généralisé** et un encadrement spécifique défini par la Directive sur la Distribution d'Assurance (DDA).
- La transposition de la DDA en France a conduit à systématiser le conseil pour toute souscription d'un contrat d'assurance vie quel que soit le montant d'épargne.

Source : Roland Berger.

Dans le cadre de la loi PACTE, les assureurs ont répondu aux demandes de leurs assurés et transformé près d'un million de contrats d'assurance vie en trois ans

Contrats transformés dans le cadre de la loi PACTE

(vision cumulée)



Source : France Assureurs.

Champ : Hors transferts des contrats d'assurance retraite vers un PER.

- La **loi PACTE** a autorisé le transfert d'un ancien contrat vers un contrat plus récent du même assureur tout en permettant à l'assuré de conserver son antériorité fiscale.
- Le nombre important de **ces transferts intra-assureurs** a été rendu possible grâce aux engagements pris par les assureurs dans le cadre d'un accord de place pour renforcer encore l'attractivité du produit d'épargne préféré des Français.
- Grâce à cette épargne longue, les assureurs contribuent à financer l'Etat et les entreprises de notre pays.

FOCUS

La transférabilité inter-assureurs n'aurait que des conséquences néfastes pour les épargnants, les entreprises et les administrations publiques

La transférabilité inter-assureurs Qu'est-ce que c'est ?

- La proposition de loi « **protection des épargnants** » a été adoptée le 31 janvier 2023 en 1^{re} lecture au Sénat. L'article 7 de ce texte permet un transfert inter-assureurs des contrats d'assurance vie dès la huitième année.
- La transférabilité inter-assureurs correspond à un **rachat d'épargne suivi d'un réinvestissement chez un autre assureur** tout en conservant son antériorité fiscale.

La transférabilité inter-assureurs Quels impacts ?

- Pour pouvoir y faire face, **les assureurs seraient obligés de vendre des actifs** y compris dans des conditions de marché qui peuvent être défavorables.
- Afin de minimiser ce risque, **les assureurs seraient amenés à investir dans des actifs de court terme** peu risqués.

La transférabilité inter-assureurs Quelles conséquences ?

Pour les épargnants → une baisse du taux servi de l'ordre de plusieurs dizaines de points de base.

Pour les entreprises → un recul des investissements en actions, obligations d'entreprise et actifs illiquides de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

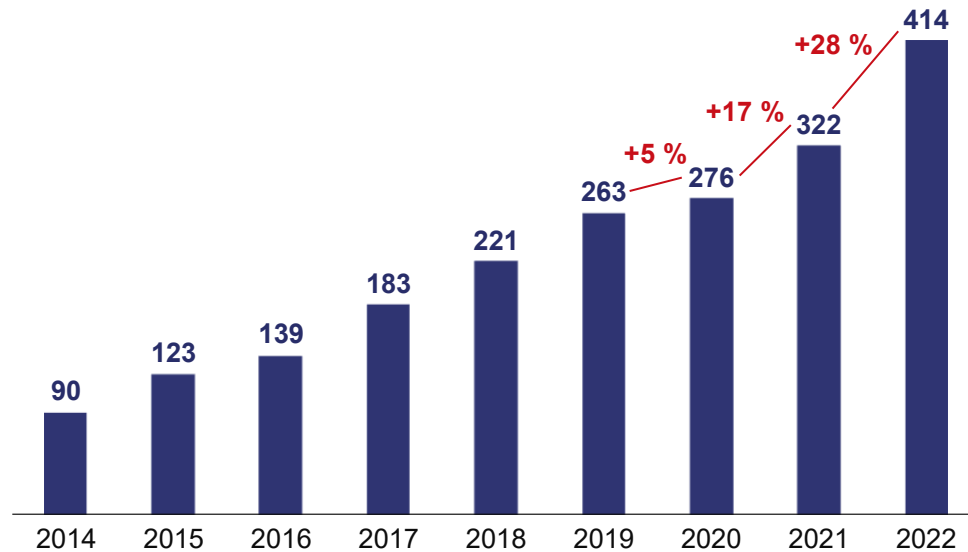
Pour les administrations publiques → un recul de l'investissement des assureurs en OAT de long terme et en corollaire un coût accru du service de la dette.



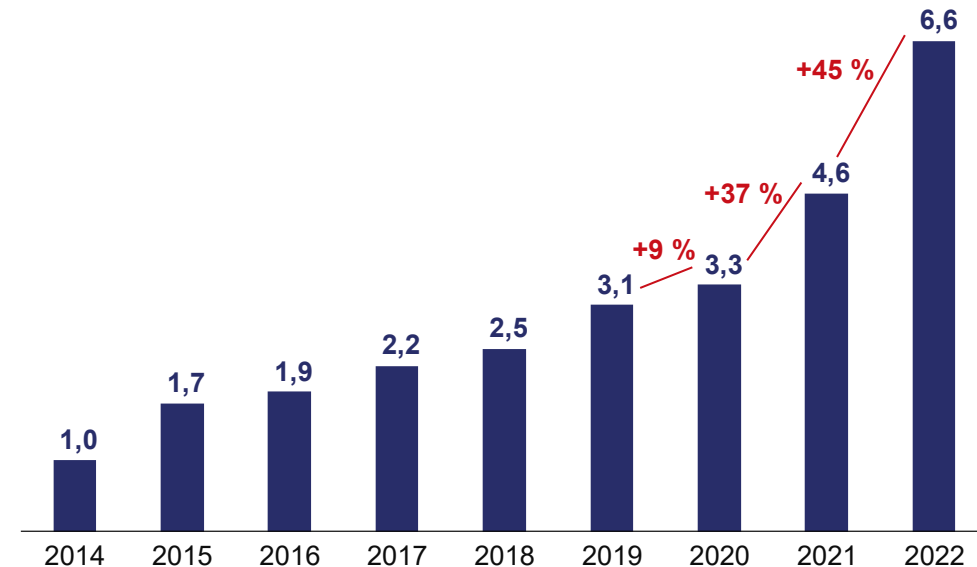
**La transférabilité inter-assureurs
ne ferait que des perdants**

L'Eurocroissance, élément additionnel de diversification de l'épargne, enregistre en 2022 une croissance à deux chiffres, à +45 % après +37 % en 2021

Nombre de contrats incluant des supports Eurocroissance
(en milliers)



Encours des supports Eurocroissance
(en milliards d'euros)

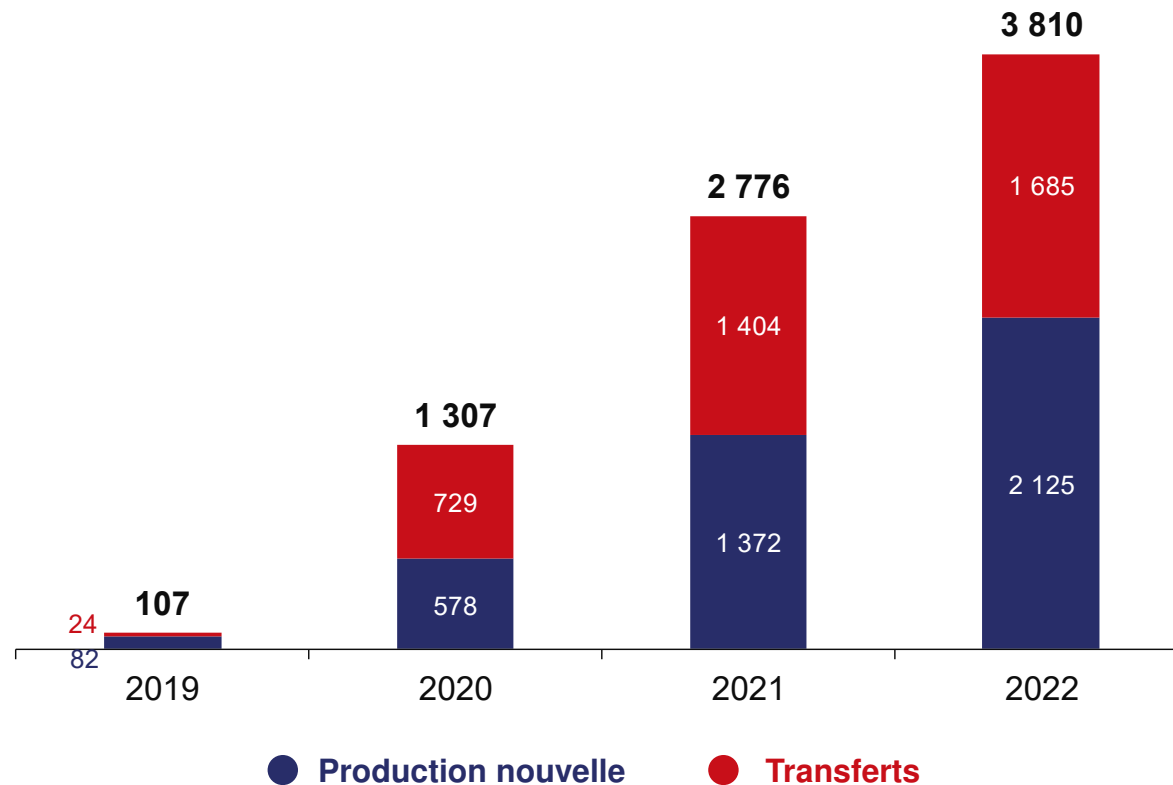


- Les supports **Eurocroissance** ont été commercialisés à partir de l'année 2014.
- L'environnement de **taux d'intérêt bas** sur la dernière décennie pénalisait son développement.
- **Adoptée en 2019, la loi PACTE a simplifié les supports en Eurocroissance et ainsi contribué à son développement.**

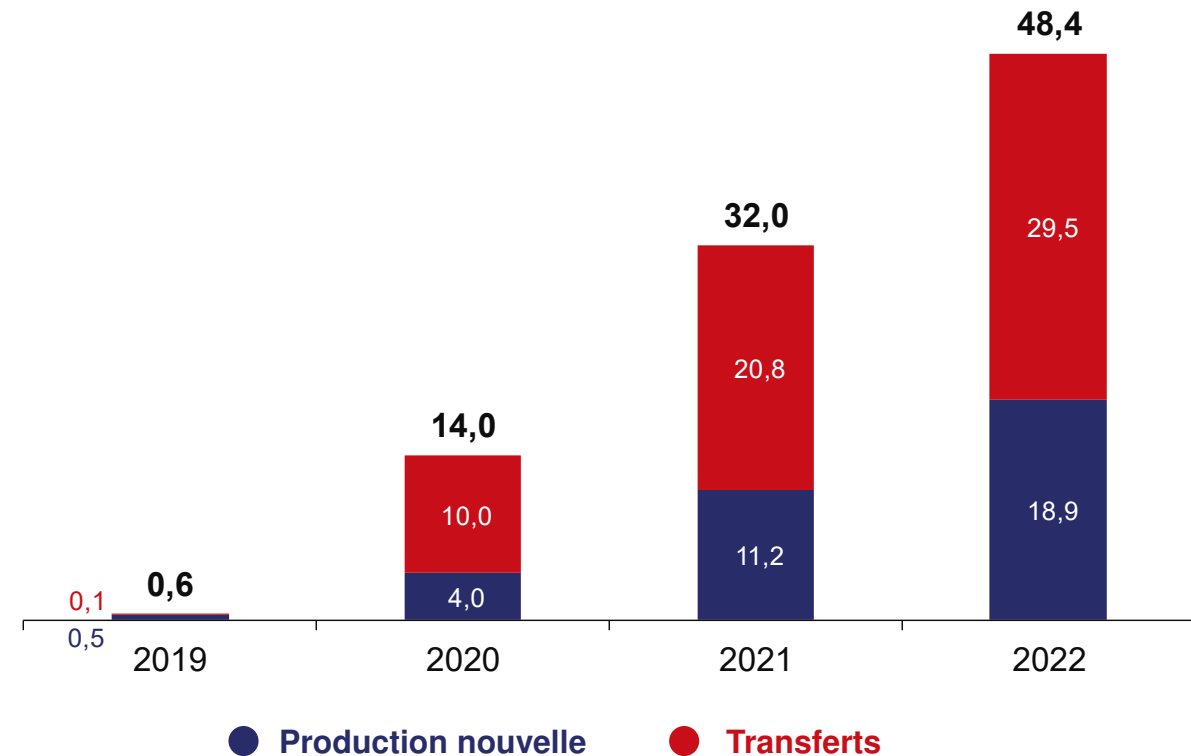
Source : France Assureurs.

Le Plan d'Epargne Retraite a séduit 3,8 millions d'assurés pour un encours de 48,4 milliards d'euros à fin 2022...

Nombre de détenteurs d'un PER
(en milliers)



Provisions mathématiques des PER
(en milliards d'euros)

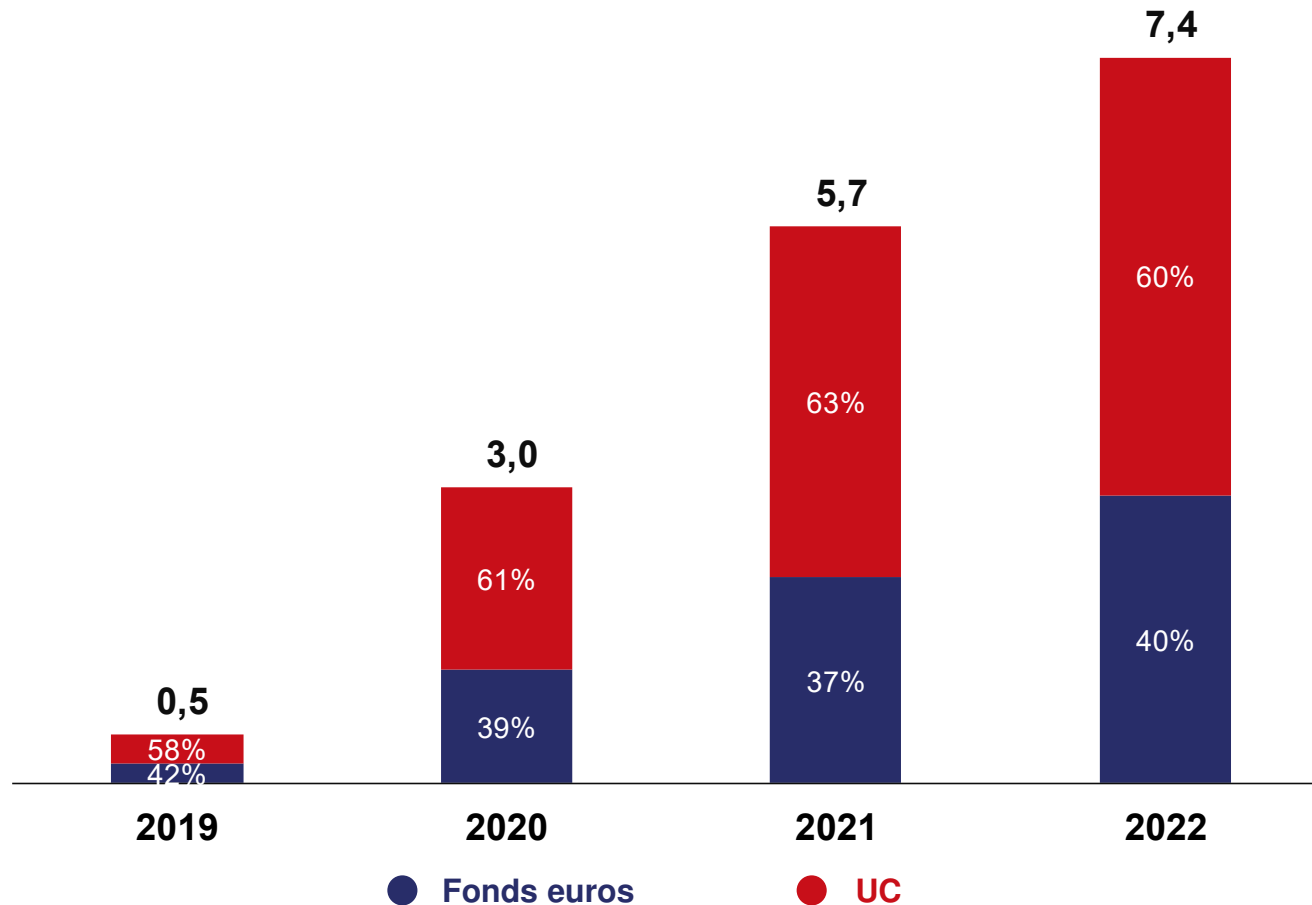


Source : France Assureurs.

... avec une collecte nette de 7,4 milliards d'euros

Collecte nette de PER

(en milliards d'euros)



- Le marché des PER commercialisés par les entreprises d'assurance enregistre **1 257 000 assurés supplémentaires** en 2022 et 18,7 milliards d'euros de versements.
- 6,5 millions de Français détiennent un PER, dont 54 % auprès d'entreprises d'assurance** pour 73,0 milliards d'euros d'encours, dont 59 % auprès d'entreprises d'assurance¹.
- Les assureurs proposent de porter le plafond des versements déductibles sur le PER de 10 à 20 % des revenus professionnels pour faire de la retraite un investissement de long terme et financer la reprise économique des entreprises.

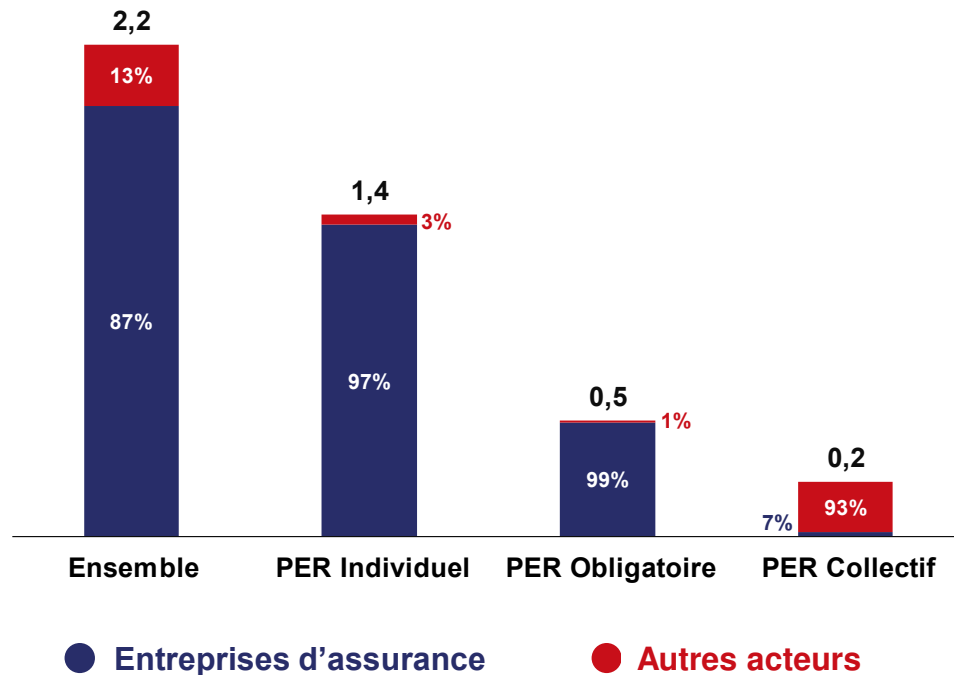
Source : France Assureurs.

¹ Chiffres à fin septembre 2022.

Les assureurs contribuent fortement à la dynamique du PER en représentant 91 % de la production nouvelle de l'ensemble du marché

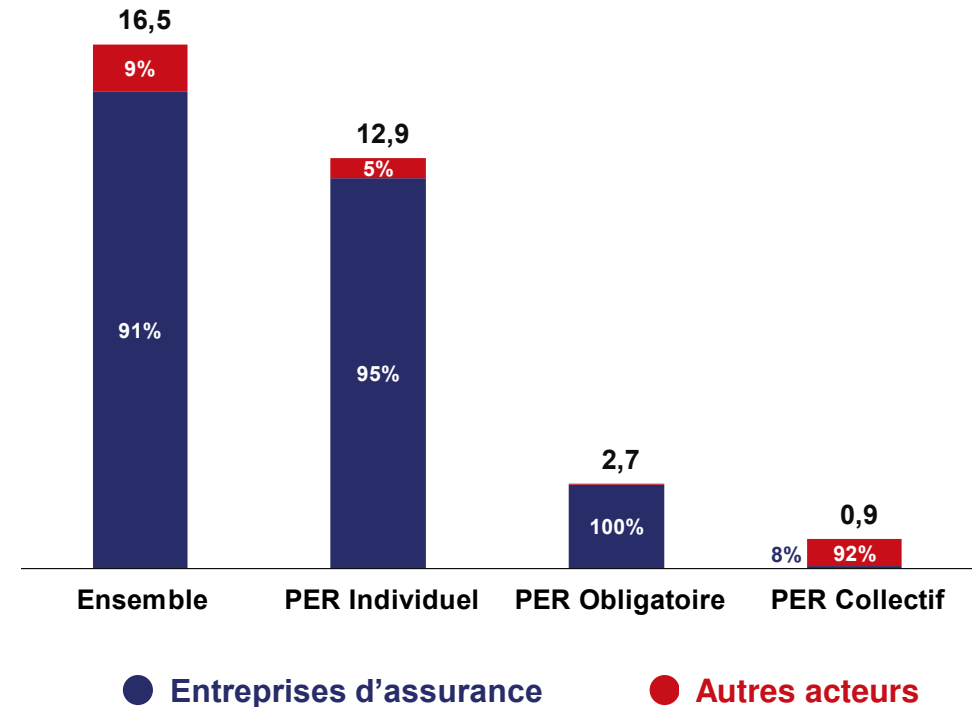
Nombre d'assurés / titulaires / porteurs de parts hors transferts d'anciens contrats de retraite¹

(en millions et part en %)



Encours hors transferts d'anciens contrats de retraite¹

(en milliards d'euros et part en %)



Sources : AFG, Ctip, FNNF, France Assureurs.

Champ : Toutes entreprises. Situation au 30 septembre 2022.

¹ Les données consolidées pour l'ensemble des acteurs commercialisant des PER sont connues avec un décalage d'environ 3 mois.

Les assureurs participent activement au renforcement de la protection des épargnants

Accord de place sur la lisibilité des frais des contrats d'assurance vie et des PER

Février 2022



Les producteurs de PER individuels et de contrats d'assurance vie publient sur leurs sites internet un tableau normé regroupant les frais par catégorie.

France Assureurs, aux côtés d'autres fédérations professionnelles, a signé **un accord de place initié par Bruno Le Maire et orchestré par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique** pour renforcer la transparence des frais des Plans Epargne Retraite et des contrats d'assurance vie commercialisés.

Travaux avec l'ACPR sur le référencement des UC

Décembre 2022



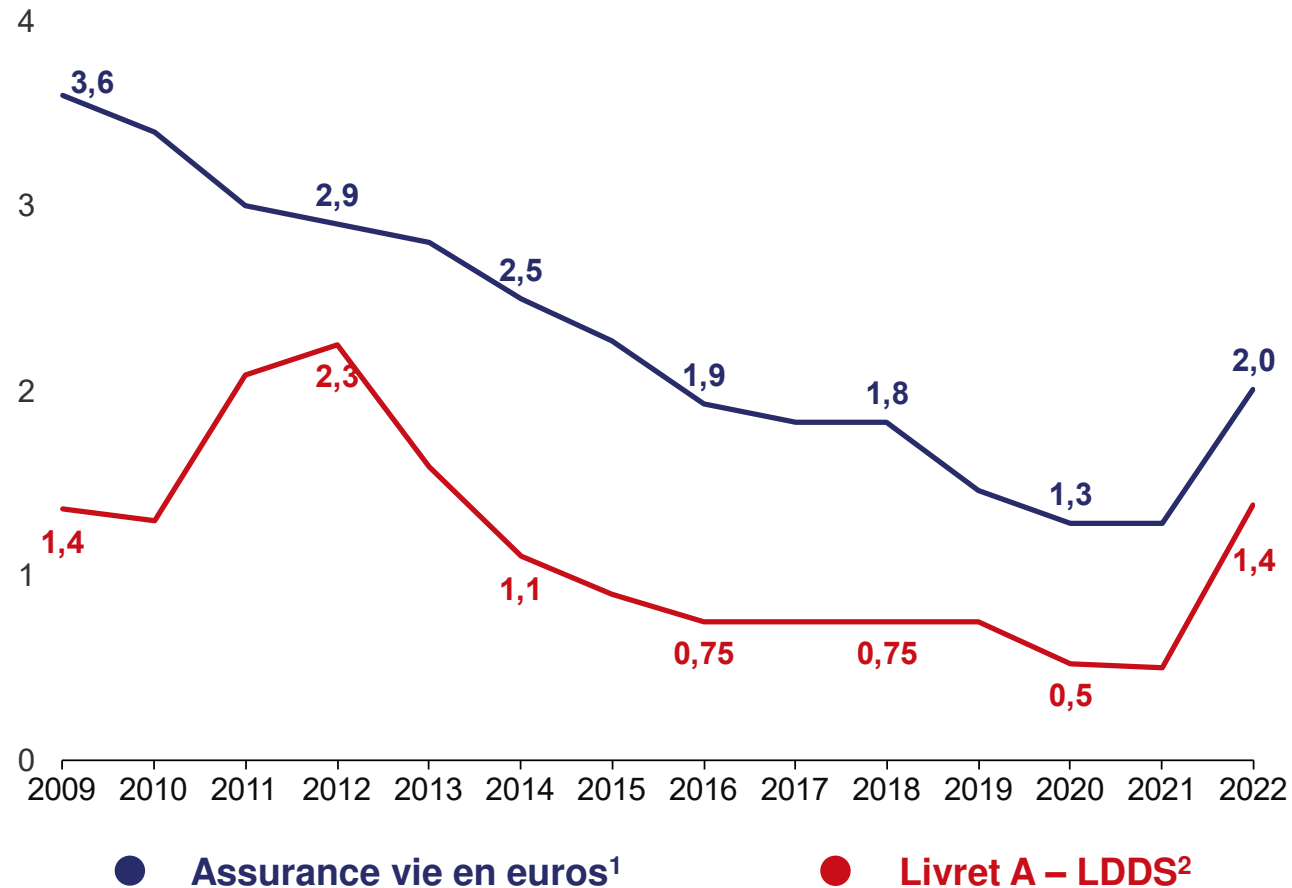
La profession, attachée à ce que l'assurance vie continue à demeurer durablement le placement préféré des Français, **souhaite renforcer la vigilance concernant le référencement des unités de compte** supports des contrats d'assurance vie et des plans d'épargne retraite individuels au bénéfice des assurés.

En synthèse

A long terme, l'assurance vie protège l'épargne des Français...

Taux de rendement net de frais

(en %)



Taux de rendement annuel moyen net de frais sur la période 2009-2022

(en %)

Assurance vie en UC

+2,9 %

Assurance vie en euros

+2,3 %

Livrets A et LDDS

+1,1 %

Livrets soumis à l'impôt

+0,8 %

- **Sur le long terme, et chaque année depuis 2009, les contrats d'assurance vie offrent au global une performance supérieure à celle du livret A.**
- La diversification de l'épargne en investissant dans des UC permet d'espérer un **rendement supérieur sur le long terme.**

Sources : France Assureurs, Banque de France – Performances nettes de frais et brutes d'inflation.

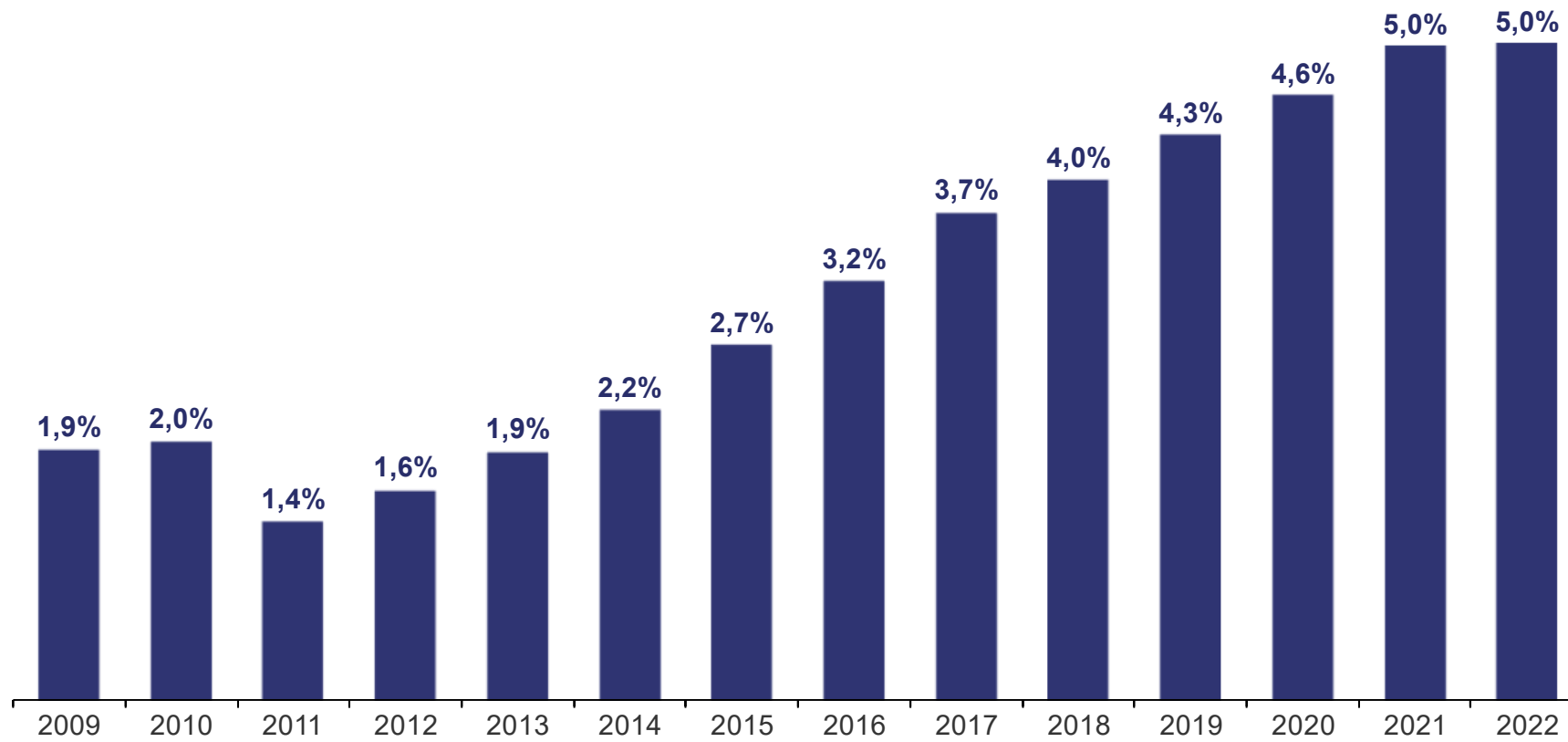
¹ Assurance vie et capitalisation – contrats individuels.

² Moyenne annuelle.

... avec en 2022 un taux servi de 2,0 % sur le fonds en euros sans diminution de la provision pour participation aux bénéfices

Provision pour participation aux bénéfices (PPB)

(en % des provisions d'assurance vie en euros)



Source : France Assureurs.

- La **PPB** permet de **lisser dans le temps le rendement** du fonds en euros en assurance vie.
- Après plusieurs années de hausse, **la PPB se stabilise.**

3

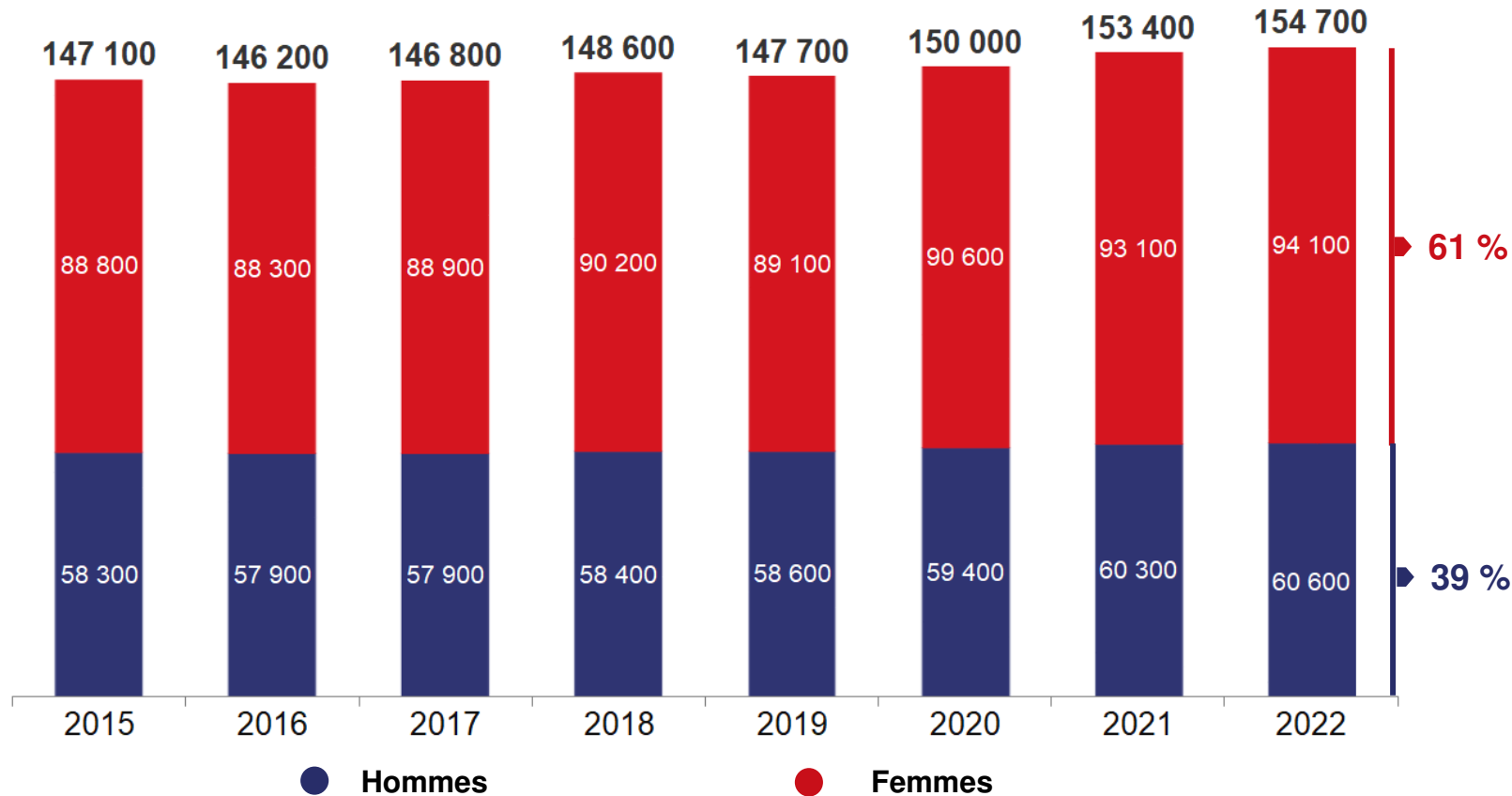
**Les assureurs
investissent pour
relever durablement les
grands défis révélés par
ces crises**



Les assureurs investissent dans le capital humain

Le secteur de l'assurance est attractif avec une progression des effectifs de +5 % entre 2019 et 2022 malgré la crise sanitaire...

Emploi salarié des entreprises d'assurance (en nombre)



- En 2022, la branche de l'assurance affiche une nouvelle **progression des effectifs de +1 %**.
- Les dernières années ont été marquées par un **niveau élevé des recrutements**, environ 17 000 par an soit un plus haut historique, compensant largement les départs à la retraite.

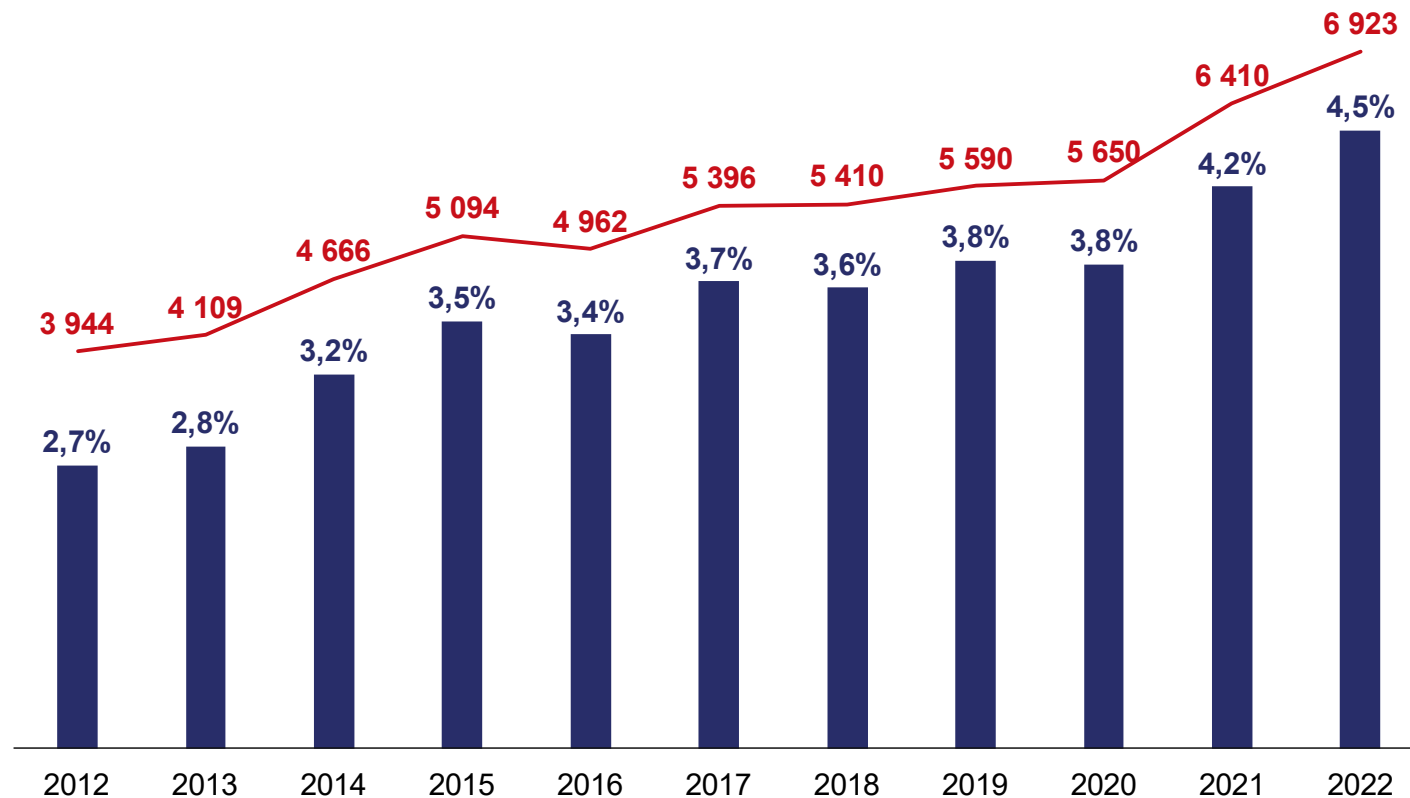
Source : France Assureurs.

Champ : Entreprises de la branche de l'assurance.

... et investit dans les talents de demain avec une hausse de +8 % du nombre d'alternants

Emploi en alternance dans les entreprises d'assurance

(en nombre et part dans l'ensemble des effectifs)



- Le développement de **l'alternance** (apprentissage, contrats de professionnalisation) dans l'assurance demeure une priorité du secteur (+8 % en 2022).
- **Plus du quart des nouvelles embauches se fait *via* l'alternance.**
- 55 % des alternants recrutés sont titulaires d'un bac+3.

Sources : Rapport de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance, OEMA 2022, estimation France Assureurs pour 2022.

France Assureurs agit pour valoriser les métiers du secteur de l'assurance...

En partenariat avec l'OPCO Atlas et les entreprises, France Assureurs a multiplié en 2022 les opérations de promotion de l'alternance et des métiers auprès des jeunes

- **Participation à de nombreux salons et événements** relatifs à l'orientation des jeunes
- **Diffusion d'une campagne digitale** sur les réseaux sociaux
- **Enrichissement du contenu** du site jassuremonfutur.fr
- **Partenariat stratégique** avec l'APEC (Association Pour l'Emploi des Cadres)
- **Organisation d'un événement digital** pour les acteurs de l'orientation et de l'inclusion
- Développement d'actions à destinations **des travailleurs handicapés**

17 100 embauches en 2021

54 % des nouveaux entrants ont **moins de 30 ans**



Source : Rapport de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance, OEMA 2022.

... qui se distingue des autres secteurs d'activité en proposant des emplois de qualité...



Plus de 93 % des salariés sont en CDI



% des salariés
travaillant de nuit ou le
dimanche



% des salariés
gagnant moins de
2 000 € nets / mois



Part de l'intérim
dans les effectifs



% des salariés de
-30 ans avec au
moins un bac+2

**Tous secteurs
d'activité**

31 %

57 %

2,9 %

37 %

**Secteur de
l'assurance**

5 %

34 %

0,2 %

89 %

Dont cadres

11 %

5 %

0,2 %

94 %

Dont non cadres

2 %

48 %

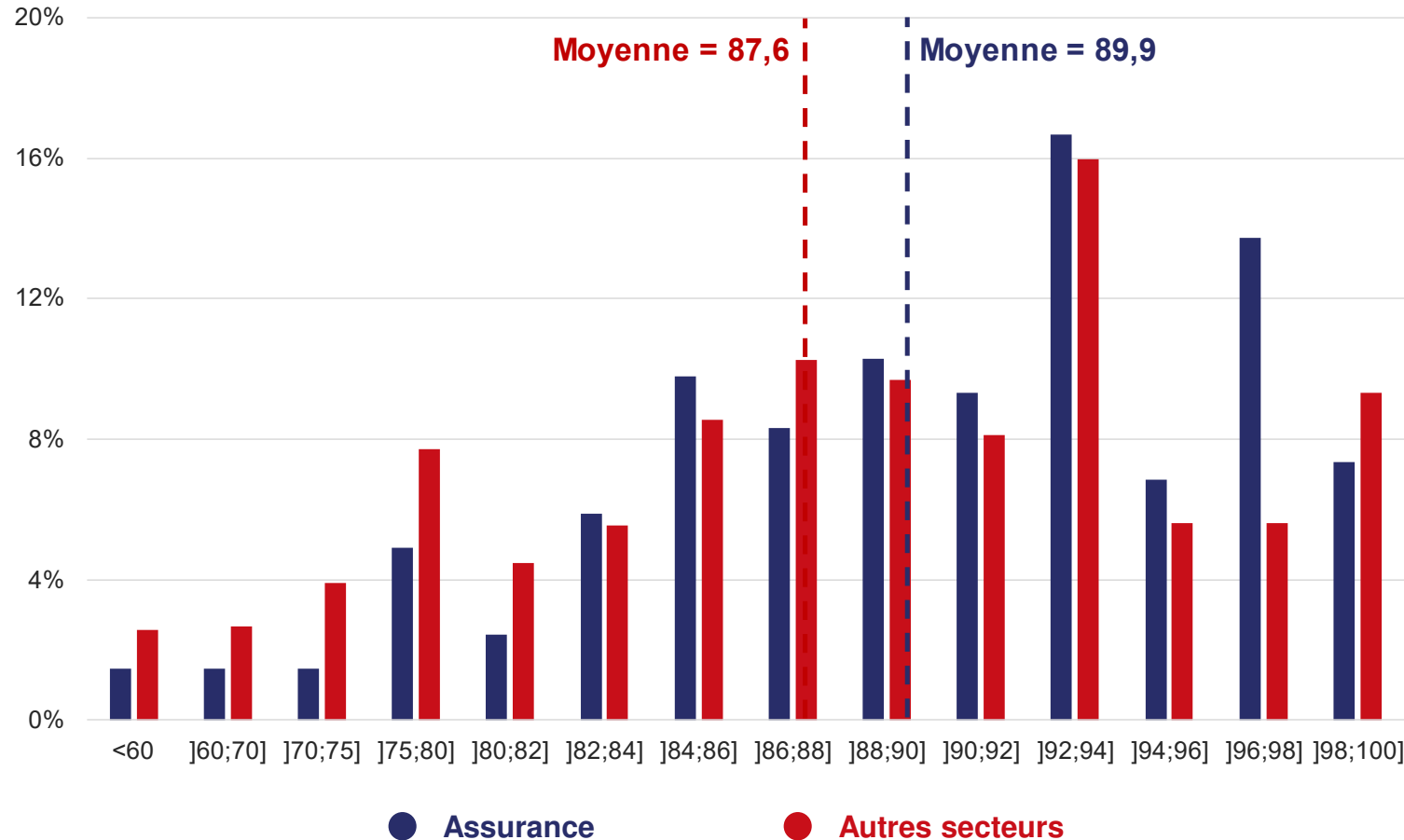
0,2 %

85 %

Source : Dares, portrait statistiques des métiers, calculs France Assureurs.

... et qui contribue à l'amélioration de l'égalité Femmes/Hommes...

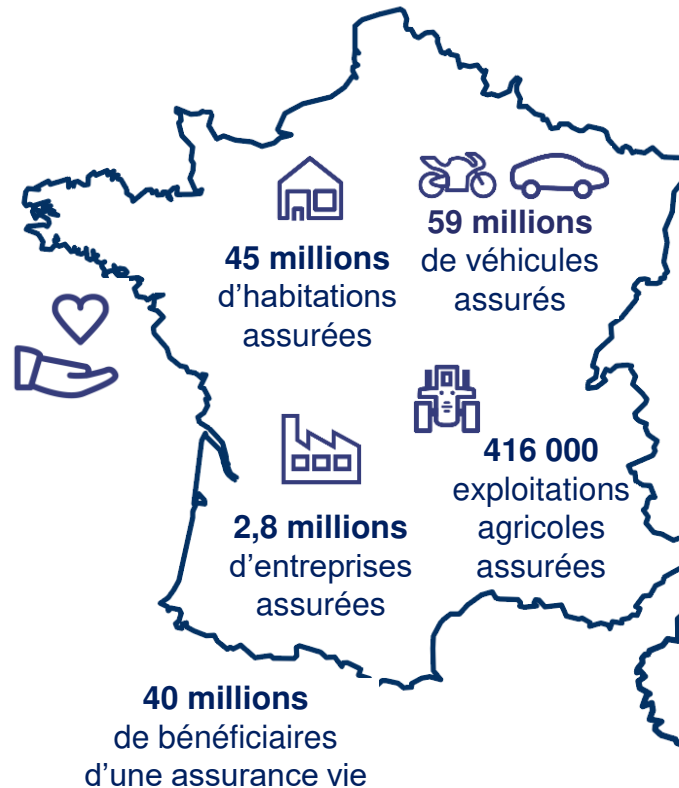
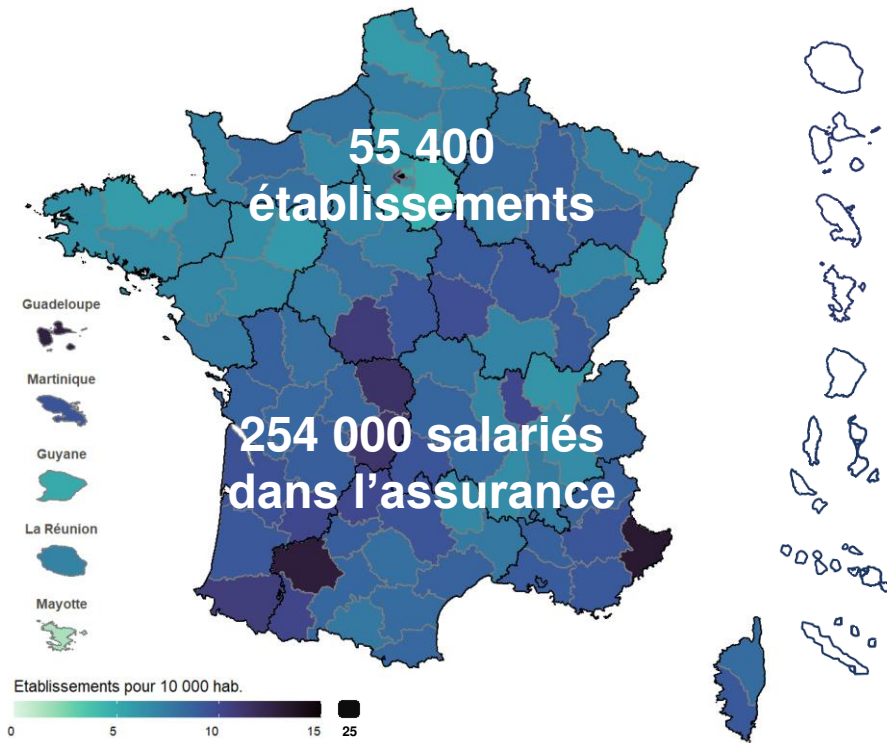
Distribution de l'index de l'égalité professionnelle (en part des entreprises répondantes)



- 82 % des entreprises du secteur de l'assurance obtiennent une note supérieure à 84/100.
- Le secteur de l'assurance affiche un index moyen de 89,9/100 contre 87,6/100 pour les autres secteurs d'activité.
- La proportion de femmes progresse de manière continue chez les cadres, passant de 46 % en 2010 à 52 % en 2022.**

Source : Egapro, Index de l'égalité professionnelle d'une entreprise, données au 22 mars 2023, périmètre des entreprises d'assurance (nomenclature NAF 65).

... et au dynamisme des territoires



- Le secteur de l'assurance comprend **254 000 salariés** toutes branches confondues (assurance, assistance, agents généraux, courtage, mutuelles santé, institutions de prévoyance...).
- 62 % des emplois dans la branche de l'assurance sont situés hors Île-de-France¹.**

Sources : France Assureurs, REE-Insee au 31/12/2020 pour les établissements, Sequoia-Accoss pour les salariés au 31/12/2021.

Champ : Salariés des entreprises d'assurance, intermédiaires et experts d'assurance.

¹ Rapport de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance, OEMA 2022.

FOCUS

Les assureurs mènent des actions de prévention en Outre-mer



Risques routiers

- Des risques routiers, particulièrement élevés en **Outre-mer** : 92 tués par million d'habitants en Outre-mer sur la période 2019-2021 contre 45 en métropole.
- Des actions de terrain sur plusieurs facteurs de risque : les produits psychoactifs, le port de la ceinture et du casque, les distracteurs.

Aléas naturels

- Des risques naturels très présents en Outre-mer.
- Des actions pour sensibiliser les populations à ces risques et pour les aider à bien réagir : diffusion d'un guide de prévention cyclonique, campagne de sensibilisation aux actions de prévention face aux risques cycloniques, d'inondation et de tsunami...

Santé

- Une surreprésentation de l'obésité infantile en Outre-mer.
- Assurance Prévention s'est associée en 2020 au déploiement du **programme VIF® sur l'île de La Réunion** avec pour objectif la **lutte contre l'obésité infantile**, à travers des actions sur la nutrition et l'activité physique.



Actions menées en lien avec les comités locaux de France Assureurs : Antilles Guyane, La Réunion Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française

FOCUS

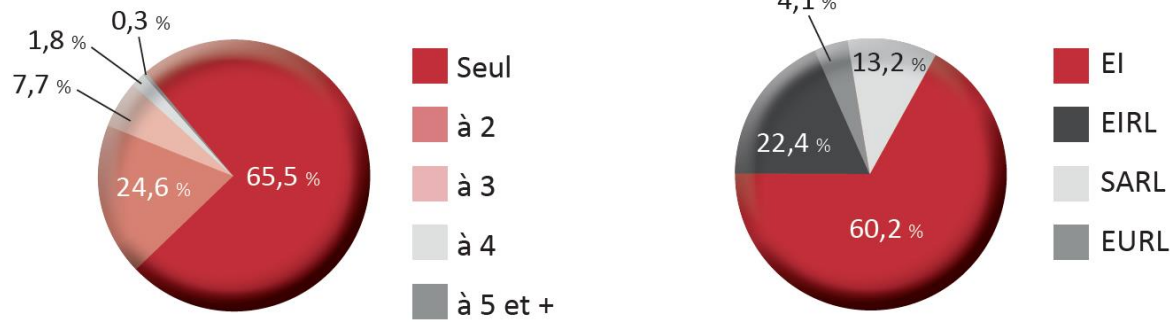
France Assureurs et agéa ont signé un avenant portant sur l'exercice en société de capitaux des agents généraux

La convention de 1996 : un texte de référence

- La convention du 16 avril 1996 définit les principes généraux des contrats entre les entreprises d'assurance et les agents généraux.
- En 2022, France Assureurs et agéa ont initié une série de rencontres pour moderniser la convention d'avril 1996 visant à faciliter l'exercice en société lorsque le projet professionnel présenté par l'agent est pertinent.
- L'annexe III, portant sur l'exercice en société de capitaux des agents généraux, a pris effet le 1^{er} janvier 2023 pour une durée de cinq ans reconductible.



Les modes d'exercice des agents généraux d'assurance



- Chaque entreprise d'assurance mandante et chaque **syndicat professionnel d'agents généraux** s'accordent pour mettre en place les dispositions de cette annexe.
- Les compagnies apprécient la pertinence et sont *in fine* décisionnaires dans la validation de chaque projet.
- Les agents généraux seront agréés à titre de gérant.

Sources : agéa, Observatoire économique des agents 2022.

FOCUS

L'assurance est l'une des premières branches à se doter d'un accord sur la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT)



Après la crise sanitaire, les partenaires sociaux ont décidé de recentrer la qualité de vie au travail autour des problématiques de santé et de sécurité :

- **priorité à la prévention** des risques professionnels ;
- **implication de l'ensemble des acteurs** de l'entreprise ;
- **développement d'une culture de prévention**, vectrice de performance collective et de compétitivité.

Des mesures concrètes ont été mises en place pour la branche :

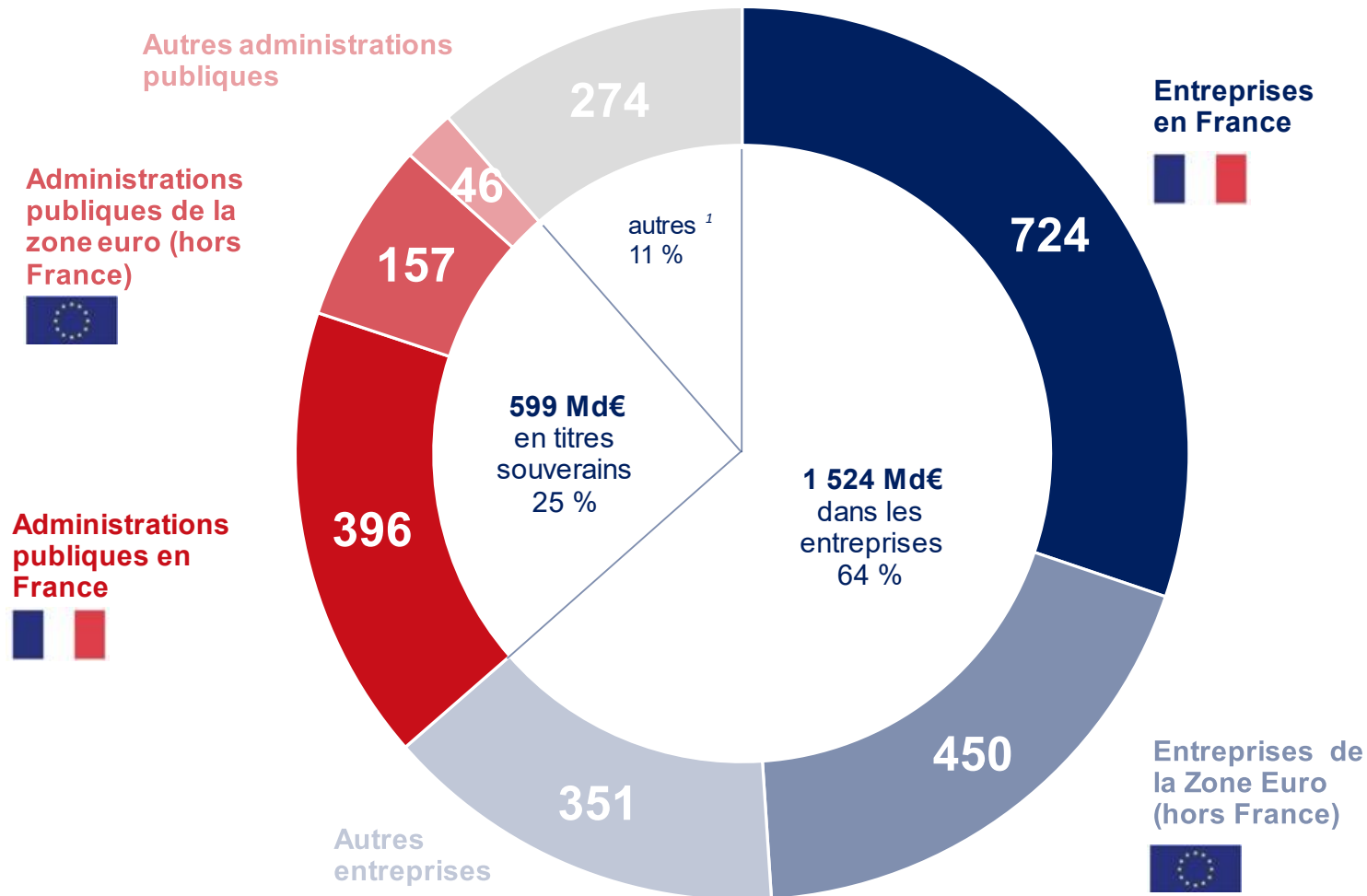
- **renforcement des obligations de formation** des représentants du personnel ;
- **présence obligatoire d'un référent QVCT** pour les entreprises de plus de 250 salariés.



France Assureurs, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et l'UNSA ont signé le 29 novembre un accord cadre portant sur la qualité de vie et des conditions de travail.

Les assureurs investissent durablement

Les assureurs investissent sur le long terme à hauteur de 2 397 milliards d'euros...

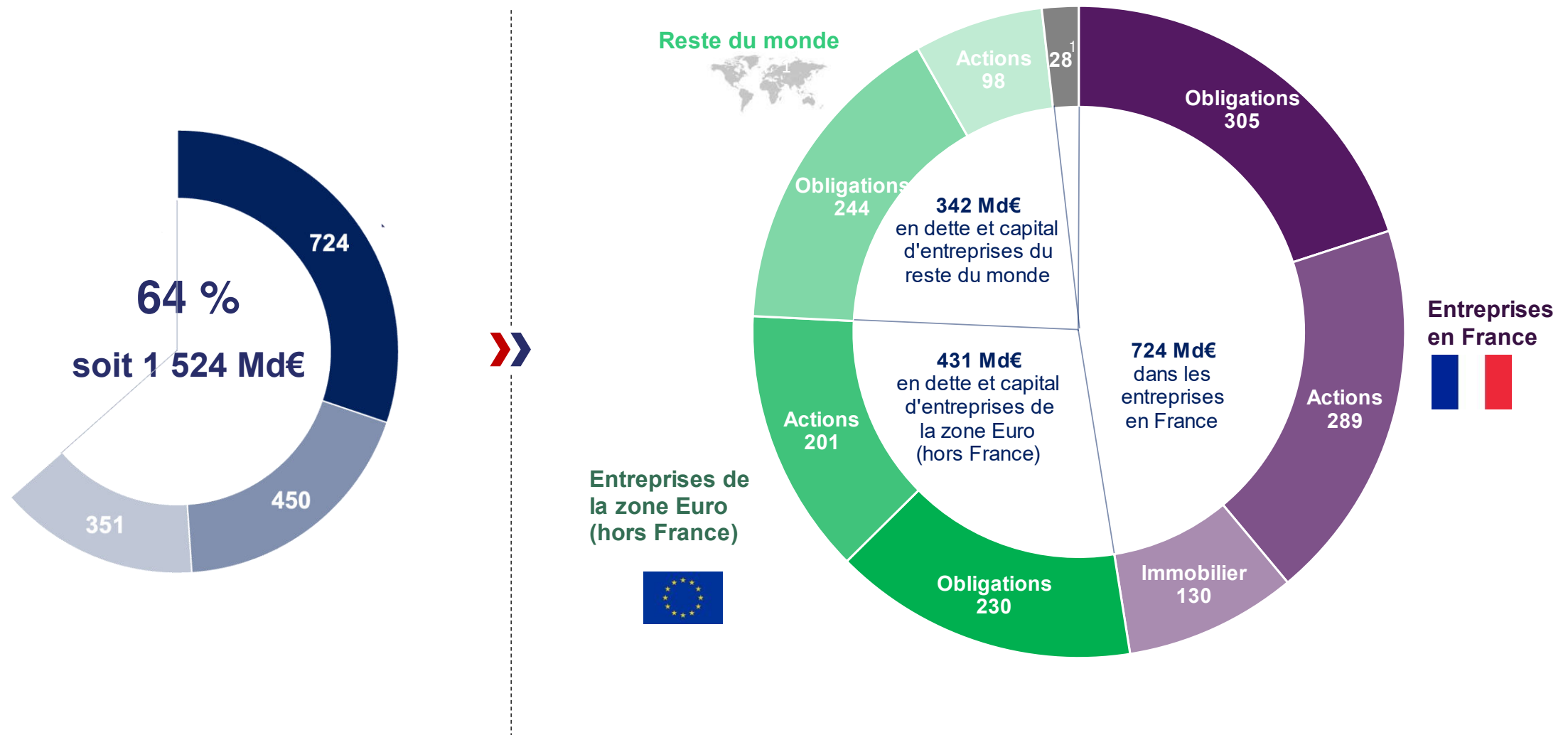


- Les assureurs sont des investisseurs clés du pays.
- Près de deux tiers des investissements réalisés par les assureurs sont à destination des entreprises.
- **En 2022, l'investissement dans les entreprises progresse de 2 points de pourcentage par rapport à 2021.**

Source : France Assureurs, valeur de réalisation, données au 31/12/2022 après mise en transparence des OPC.

¹ Trésorerie, titres structurés ou garantis, prêts, immobilier d'habitation.

... dont 64 % pour le financement des entreprises

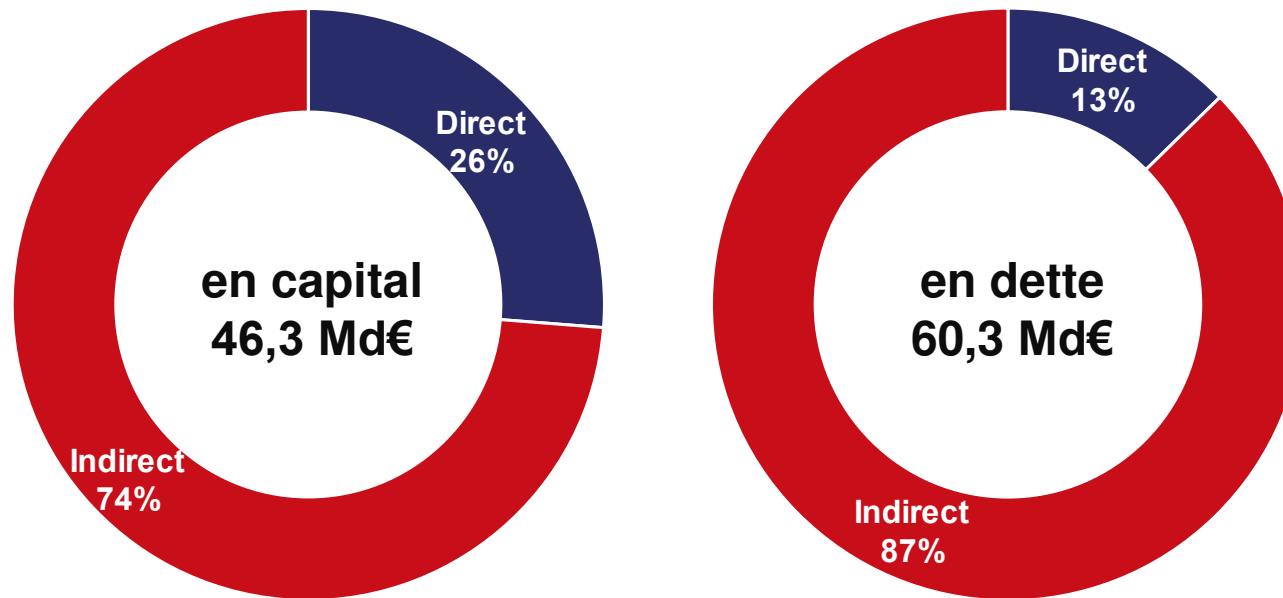


Source : France Assureurs, valeur de réalisation, données au 31/12/2022 après mise en transparence des OPC.

¹ Immobilier d'entreprises hors de France.

L'assurance soutient les PME-ETI en apportant un financement qui a plus que doublé depuis 2015...

Investissements des assureurs dans les PME-ETI



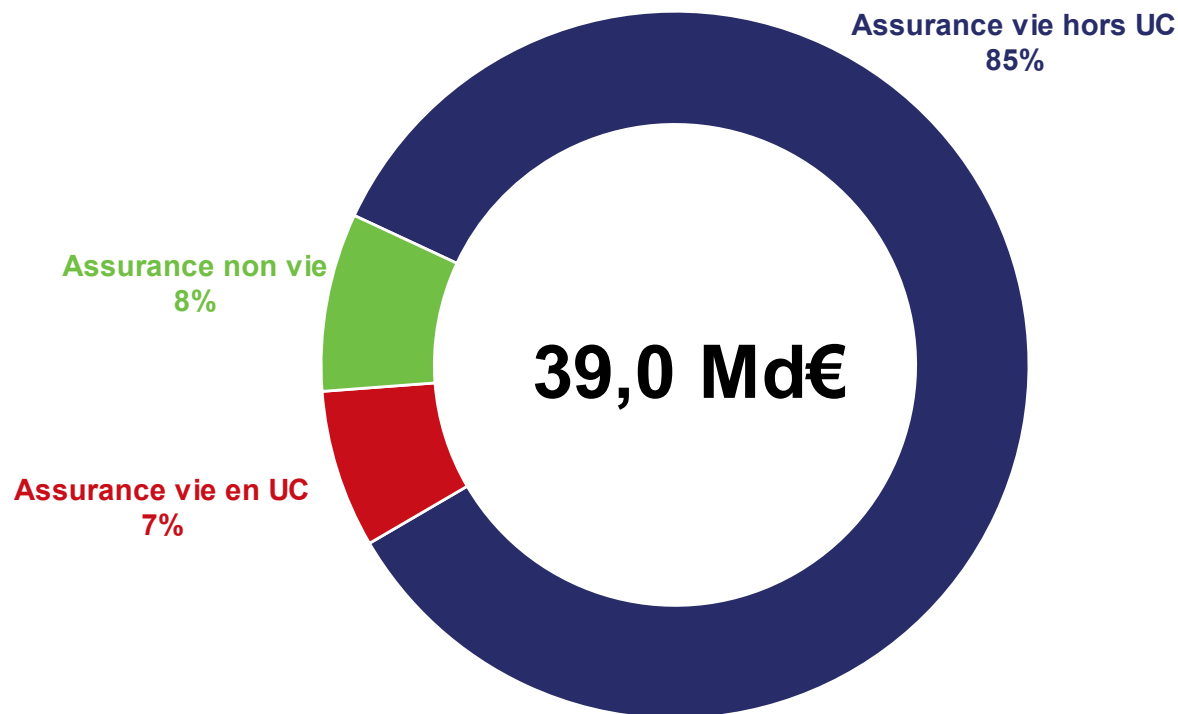
- Le soutien du secteur de l'assurance aux PME-ETI s'est poursuivi en 2022 avec 8,1 milliards d'euros de nouvelles souscriptions dont :
 - 3,7 milliards d'euros en capital ;
 - 4,4 milliards d'euros en dette.
- **L'investissement des assureurs dans les PME-ETI a été multiplié par deux depuis 2015 passant de 53,4 milliards d'euros à 106,6 milliards d'euros en 2022.**
- Depuis la crise sanitaire, les assureurs participent activement à plusieurs programmes, par exemple le programme Relance Durable France ou encore Obligations Relance, pour soutenir le tissu économique.

Source : France Assureurs, données au 31/12/2022.

Note : Valeur de réalisation.

... et notamment à travers le capital-investissement à hauteur de 39 milliards d'euros

Investissements des assureurs en capital-investissement (en milliards d'euros)



- **L'investissement en capital-investissement a augmenté de +22 % sur un an à fin 2022.**
- La part de l'assurance vie en UC dans le capital-investissement progresse, passant de 3 % à 7 % entre 2018 et 2022 en lien avec l'élargissement de l'offre.
- Un projet de loi industrie verte, annoncé par le ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, vise à financer la réindustrialisation en France. Les assureurs proposent des pistes pour accroître les financements comme :
 - élargir la liste des UC en capital-investissement éligibles au PER et à l'assurance vie ;
 - introduire des conditions adaptées pour assurer plus de liquidité du non coté ;
 - enrichir l'offre de capital-investissement dans les PER *via* les grilles de gestion pilotée et des critères adaptés.

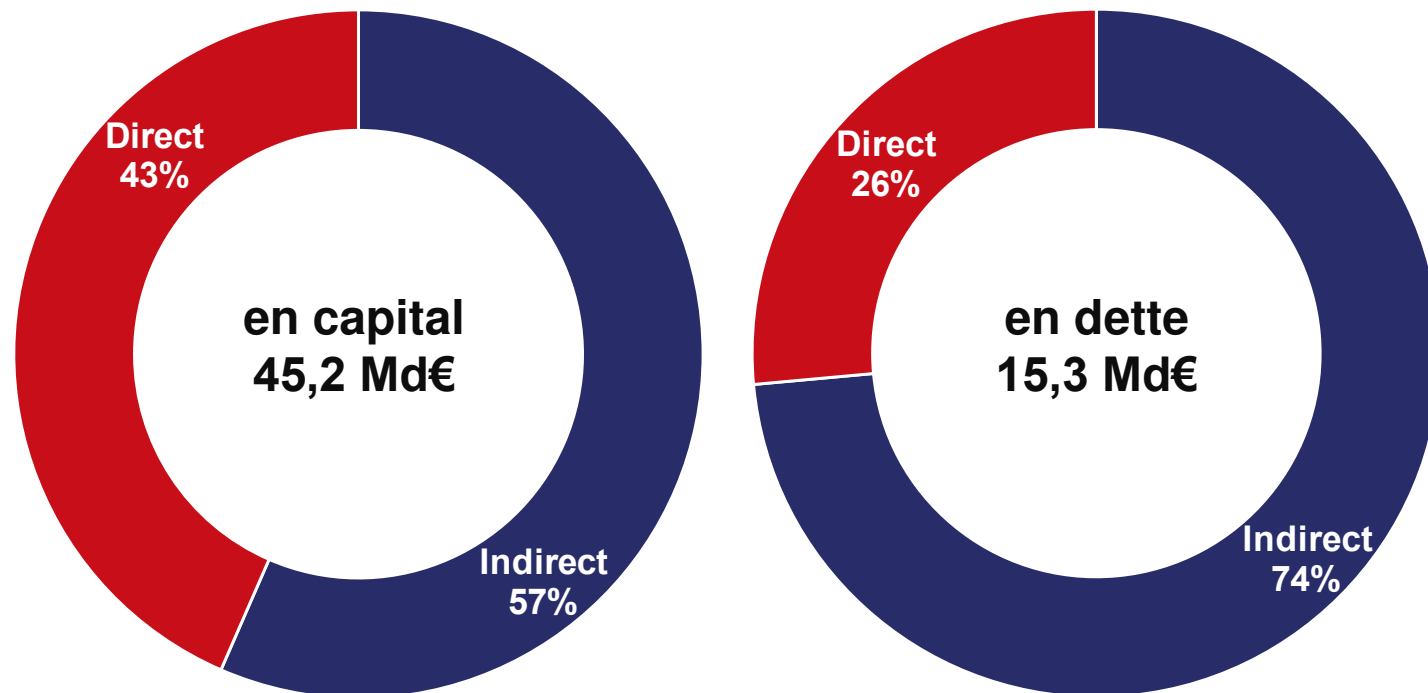
Source : France Assureurs, données au 31/12/2022.

Note : Valeur de réalisation.

En hausse de 10 % sur l'année 2022, l'investissement dans les infrastructures contribue au financement de la transition écologique

Investissements des assureurs dans les infrastructures

(en milliards d'euros)



- En 2022, ce sont 3,9 milliards d'euros de nouvelles souscriptions, soit +7 % par rapport à 2021.
- Fin 2022, **les assureurs investissent 60,5 milliards d'euros dans les infrastructures.**
- Sur 4 ans, **ces investissements ont doublé.**

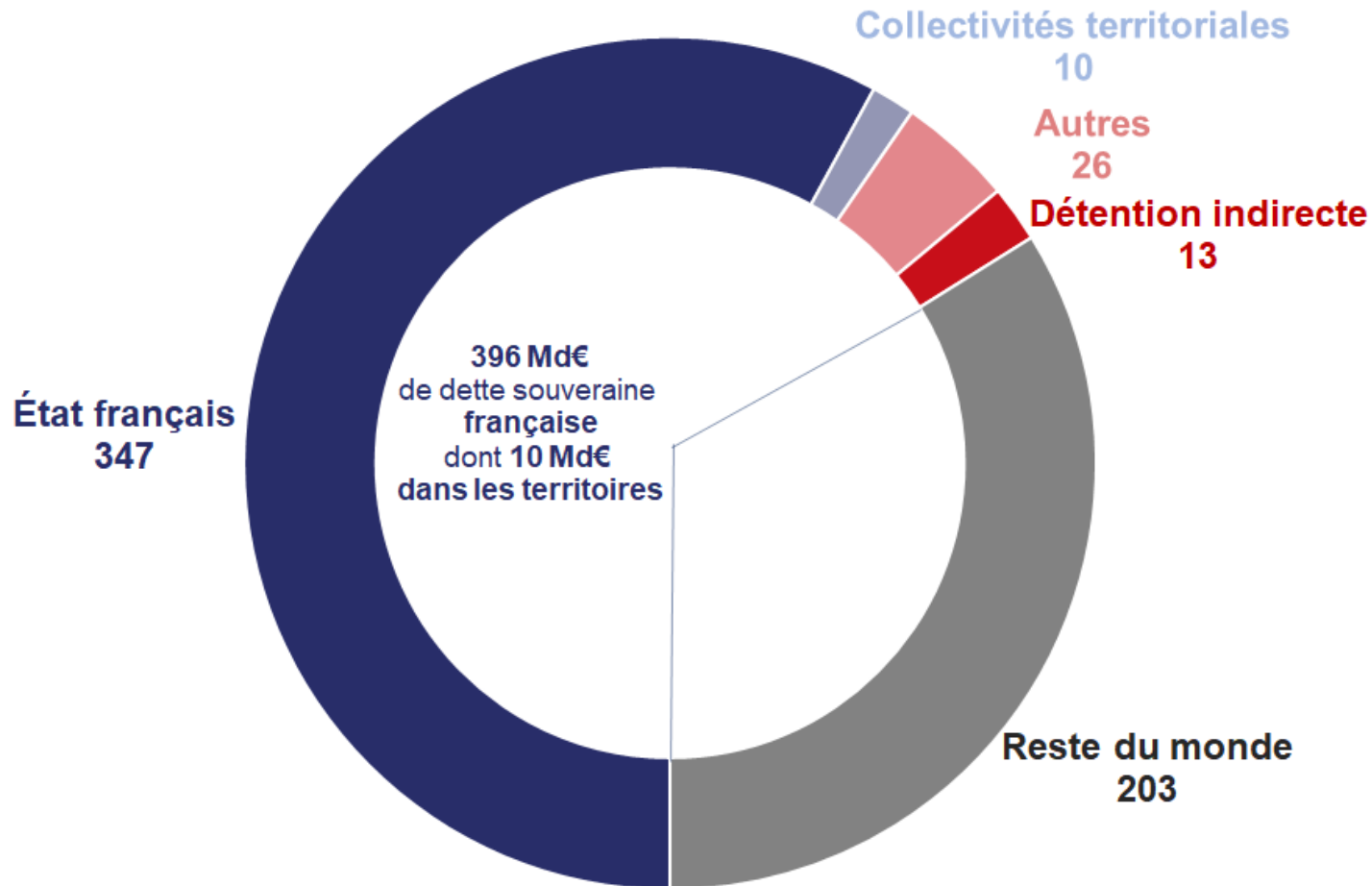
Source : France Assureurs, données au 31/12/2022.

Note : Valeur de réalisation.

Les assureurs investissent 599 milliards d'euros en titres souverains

Investissements des assureurs dans les administrations publiques

(en milliards d'euros)



- Les assureurs financent la dette de l'État français à hauteur de 347 milliards d'euros.
- Avec près de 50 milliards d'euros d'investissement dans les autres administrations publiques, notamment les *social bonds*, les assureurs financent les régimes publics.

Source : France Assureurs, données au 31/12/2022.

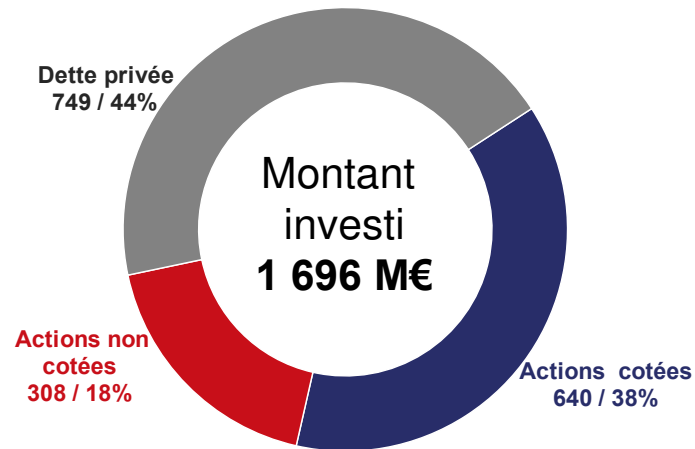
Note : Valeur de réalisation.

FOCUS

Près de 600 entreprises ont été financées avec le programme Relance Durable France depuis son lancement

Investissements par type d'actifs

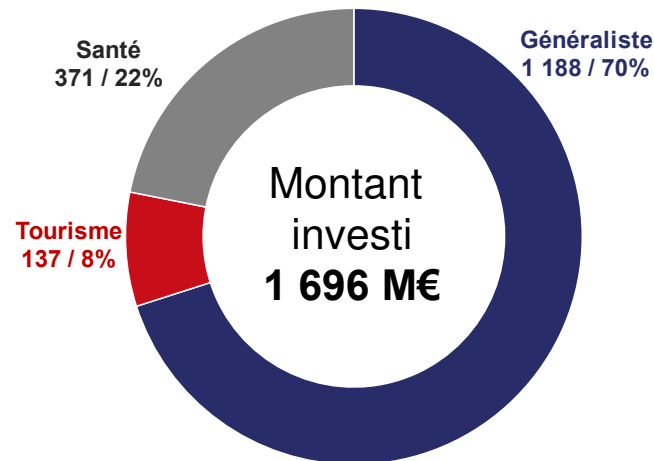
(en millions d'euros et en %)



● Actifs non cotés

Investissements par thématique

(en millions d'euros et en %)



● Actifs cotés

- Le programme Relance Durable France a été lancé par les assureurs en 2020 pour soutenir les PME-ETI notamment dans les secteurs du tourisme et de la santé.
- C'est un programme qui représente près de 2,5 milliards d'euros d'engagement.
- Sur les 2,5 milliards d'euros engagés, **69 % des fonds ont été déployés soit 1,7 milliard d'euros investis, en hausse de +15 % sur l'année.**
- Les investissements en santé ont augmenté de 90 millions d'euros par rapport à 2021.

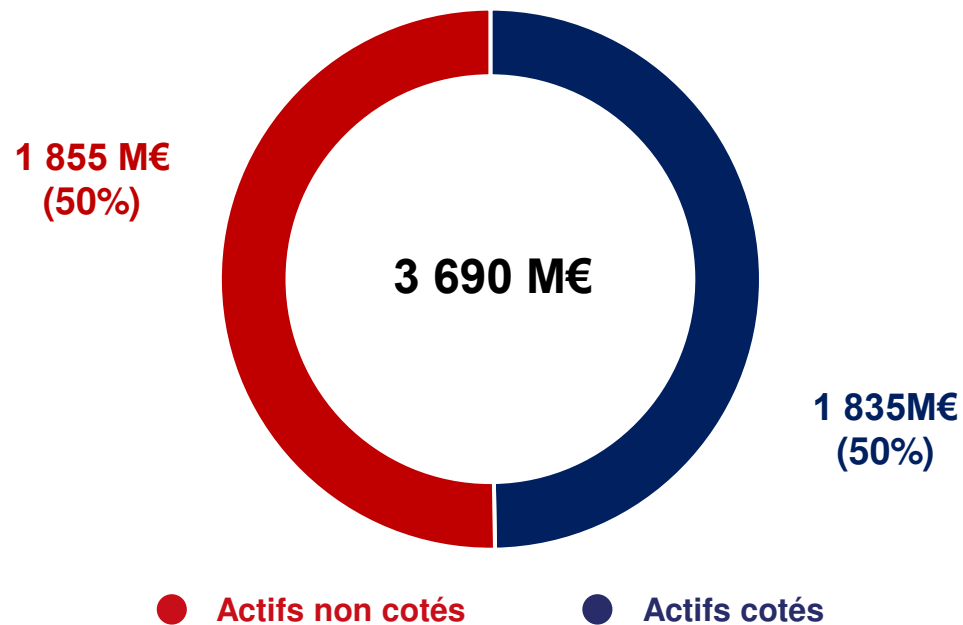
Source : France Assureurs.

Note : Investissements à fin 2022.

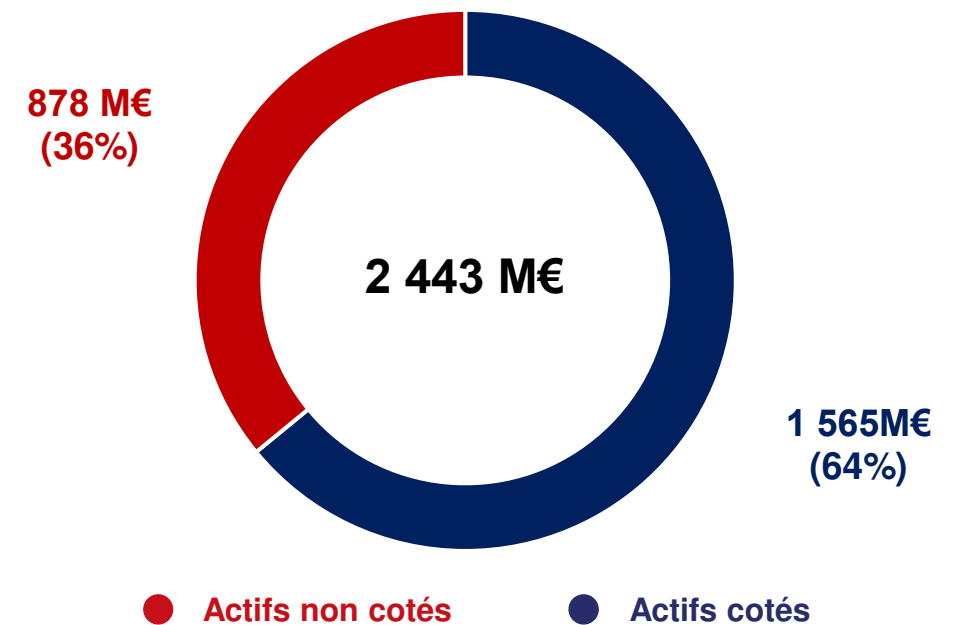
FOCUS

Les assureurs s'engagent pour financer les nouvelles technologies et l'innovation à travers l'initiative Tibi

Montant total de l'engagement



Montant total des investissements déployés



Deux tiers de l'engagement a été déployé

Note : Chiffres reposant sur la communication des données à fin 2022 de 14 investisseurs (sur 15 au total).

FOCUS

Les assureurs ont décidé d'abonder le programme Obligations Relance d'un milliard d'euros supplémentaire afin de répondre aux demandes des entreprises

Obligations Relance

1,3 Md€ investis

- **143 entreprises financées** dont 70 ETI et 73 PME

Prêts Participatifs Relance

2,0 Md€ investis

- **754 entreprises financées** dont 185 ETI et 499 PME et 70 TPE

!

Les **Prêts Participatifs Relance** et les **Obligations Relance** ont financé près de **900 entreprises** pour un montant de plus de **3 milliards d'euros**

Les Obligations Relance en bref

- Coconstruit par les assureurs avec France Invest et l'AFG
- **19 assureurs** de France Assureurs et la Caisse des Dépôts
- Garantie partielle de l'Etat à hauteur de 30 %

Les Prêts Participatifs Relance en bref

- Le dispositif alimente la capacité d'investissement des TPE, PME et ETI en renforçant leur bilan sur le long terme
- **18 assureurs** et la Caisse des Dépôts
- Garantie partielle de l'Etat à hauteur de 30 %

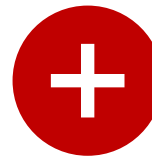
Sources : Eurotitrisation, FundRock, France Assureurs.

Note : Données OR au 16/03/2023 et données PPR au 24/03/2023.

Les assureurs favorisent l'accès au logement des Français

Les assureurs disposent d'un parc locatif réparti sur l'ensemble du territoire

- **34 000 logements** en location dans toute la France à fin 2021
 - **19 200 logements** à Paris
 - **8 300 logements** dans le reste de l'Île-de-France
 - **6 400 logements** dans le reste du pays



Les assureurs s'impliquent de plus en plus dans le financement des acteurs institutionnels

- CDC Habitat : **1,3 Md€ à fin 2021**
- Action Logement : **1,0 Md€ à fin 2021**
- Crédit Logement : **0,6 Md€ à fin 2021**

➔ **Une participation qui a triplé entre 2018 et 2021**

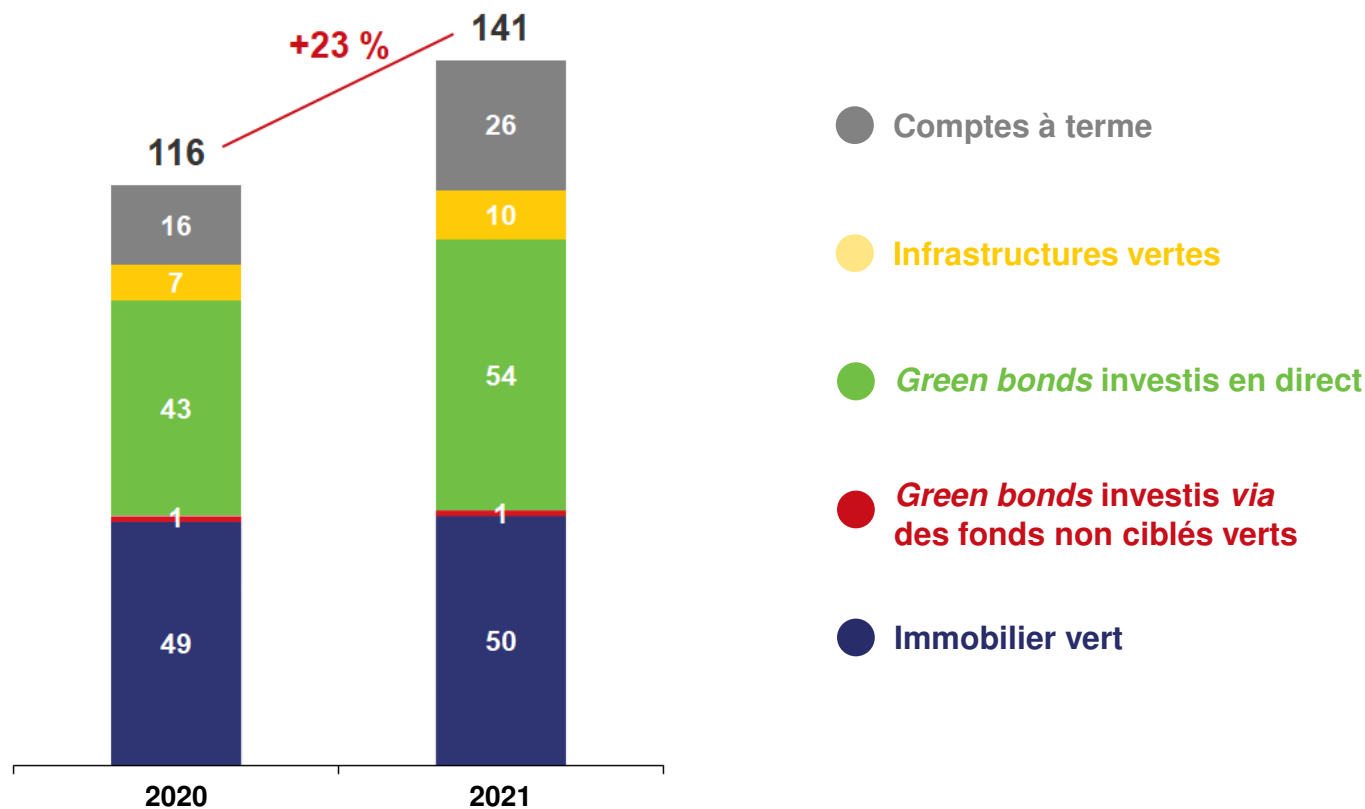
Les assureurs souhaitent lever les freins au développement du logement intermédiaire notamment dans les zones tendues pour accélérer leur financement et intégrer les enjeux du changement climatique.

Source : France Assureurs.

Les assureurs sont des acteurs majeurs du financement de l'économie bas carbone avec 141 milliards d'euros de placements verts en progression de 23 %...

Encours des investissements verts

(en milliards d'euros)



Source : France Assureurs.

- Les assureurs augmentent leur contribution aux activités durables en amplifiant leur investissement dans :
 - les fonds thématiques environnementaux ;
 - les infrastructures vertes ;
 - les *green bonds* ;
 - l'immobilier vert.
- À fin 2021, les assureurs détenaient 22 % de l'OAT verte française.

... et accélèrent leur désinvestissement dans les énergies fossiles avec moins de 2 % d'actifs exposés au charbon, au pétrole et au gaz



Mesurer les
expositions aux
énergies fossiles

Exposition directe au
pétrole et au gaz
des assureurs

-4 %
sur un an

1,2 %

des actifs gérés
à fin 2021

Exposition directe au
charbon thermique
des assureurs

- 15 %
sur un an

0,6 %

des actifs gérés
à fin 2021



France Assureurs a publié un guide à destination de ses adhérents pour les accompagner dans leurs stratégies de neutralité carbone

- Les assureurs s'engagent à contribuer, *via* leurs investissements, à l'objectif de neutralité carbone en 2050.
- **En 5 ans, les assureurs ont désinvesti 7,1 milliards d'euros du charbon thermique.**
- Les assureurs représentant 77 % des actifs gérés s'engagent à une date de sortie du charbon d'ici 2040 dans le monde.

Source : France Assureurs.

Les assureurs œuvrent pour mieux intégrer la dimension durabilité et contribuent au financement de la transition écologique



Evaluer et gérer les
risques climatiques des
portefeuilles
d'investissement

1 739 Md€

Soit 77 % des actifs gérés
couverts par une **analyse
climat** à fin 2021

+5 %
sur un an



Intégrer les critères
ESG dans les décisions
d'investissement

1 839 Md€

fin 2021, soit 82 % des actifs gérés
par le secteur, sont couverts par
une **analyse extra-financière
autour des critères ESG**

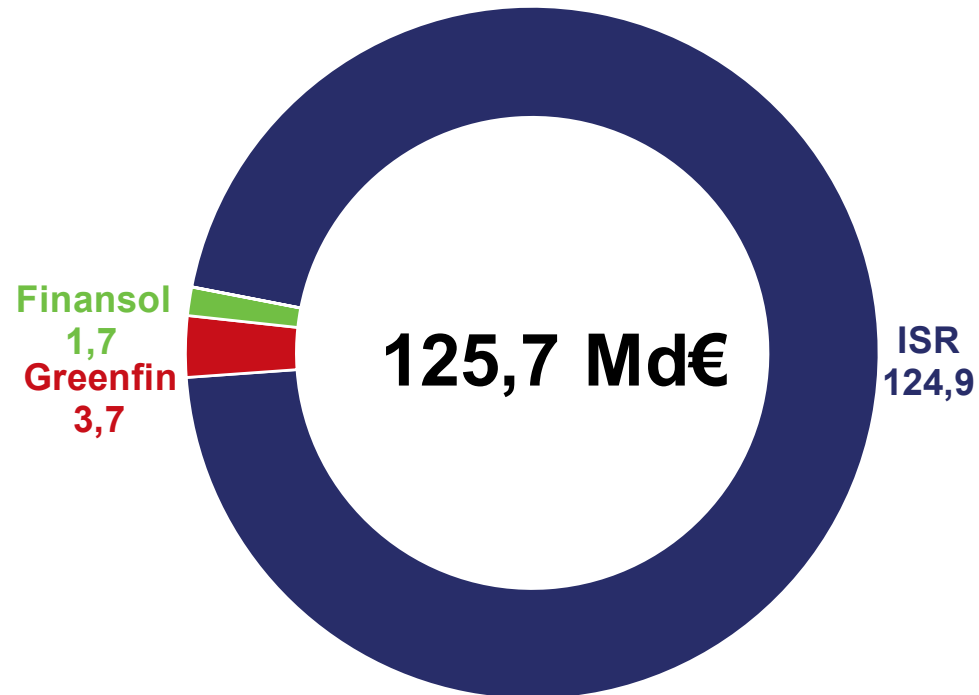
+6 %
sur un an

- Les assureurs développent des techniques d'analyse pour mieux évaluer les risques climatiques associés à leur portefeuille d'investissement comme le calcul de température de portefeuille.
- Les assureurs intègrent des critères dans les mandats de gestion confiés aux gérants d'actifs, par exemple les politiques d'exclusion du charbon ou du tabac.
- 80 % des assureurs ont structuré un dialogue avec les entreprises pour les encourager à des pratiques vertueuses et à la transition.

Source : France Assureurs.

Les assureurs répondent aux attentes des Français en proposant davantage de supports durables

Investissements en UC labellisées « Finance Durable » (en milliards d'euros)



- 60 % des Français accordent une place importante dans leurs décisions de placement aux impacts environnementaux et sociaux¹.
- **Les investissements dans les actifs labellisés Finance durable continuent d'évoluer à la hausse en 2022 en dépit de la baisse des marchés avec +5 milliards d'euros de nouveaux investissements en 2022.**
- **Les assureurs soutiennent la révision du label ISR pour le rendre plus robuste et ambitieux.**
- Les assureurs se mobilisent pour sensibiliser les réseaux de distribution aux problématiques ESG.

Source : Liste des OPC Labellisés Banque de France au 14 mars 2023, calculs France Assureurs.

¹ Enquête IFOP pour le Forum de l'investissement responsable, septembre 2022.

Note : Valeur de réalisation. En raison de multi-labellisation, le total des investissements en UC labellisées « Finance Durable » est inférieur à la somme par UC labellisées ISR, Greenfin, Finansol et CIES.

FOCUS

Les assureurs se mobilisent en faveur de la préservation de la biodiversité

France Assureurs a publié un guide identifiant les enjeux pour le secteur et les potentiels leviers d'action



- 1 Favoriser les investissements en faveur de la biodiversité et du capital naturel
- 2 Réduire les risques liés à la biodiversité dans le cadre des investissements
- 3 Rendre compte : quelles obligations de *reporting* ?



France Assureurs a signé, en décembre 2022, en marge de la COP 15 sur la biodiversité, la **Déclaration de l'initiative financière des Nations Unies (UNEP FI) « *Moving together on nature* ».**

France Assureurs porte la voix des assureurs sur tous les sujets de durabilité



France Assureurs a participé à la COP 27

- **Participation à des tables rondes** sur l'innovation durable et la transition vers une économie bas carbone
- **Organisation d'une conférence** pour alerter sur le risque lié à la sécheresse
- **Rendez-vous** avec des décideurs



France Assureurs est membre de l'Institut de la Finance Durable

- Définir et **mettre en œuvre le plan de financement de la transition écologique**
- Fédérer et **accélérer les actions de la place financière de Paris** pour que la finance durable soit la nouvelle référence
- **Animer un dialogue permanent** entre les institutions financières, les entreprises et les pouvoirs publics au service de la transformation de l'économie



France Assureurs est membre du Forum de l'engagement

- Lancée en 2022 à l'initiative du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
- Plateforme de partage qui doit permettre à l'ensemble des acteurs engagés en matière sociale et environnementale d'échanger et de travailler collectivement
- Objectif : valoriser les actions des entreprises françaises et diffuser les bonnes pratiques pour réussir la transition vers une économie plus durable

En synthèse

En 2022, les cotisations de l'assurance sont stables tandis que les prestations progressent de +5,1 %

	Cotisations 2022 Affaires directes en Md€	Variation 2022 / 2021	Prestations 2022 Affaires directes en Md€	Variation 2022 / 2021
Ensemble	238,4	+0,0 %	200,3	+5,1 %
Assurance vie et capitalisation	144,4	-2,9 %	130,1	+3,1 %
Assurance santé et prévoyance	28,0	+5,3 %	20,6	+0,1 %
Assurance de biens et de responsabilité	66,0	+4,5 %	49,6	+13,4 %

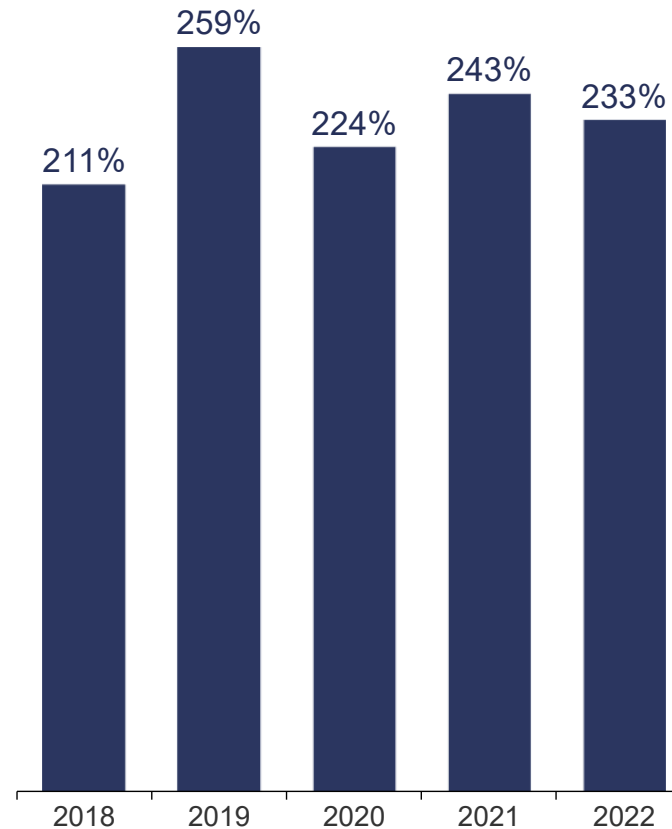
Source : France Assureurs.

La solvabilité du marché représente 2,5 fois l'exigence réglementaire et démontre la solidité des assureurs et leur résilience face à la succession des crises

Ratio de solvabilité
Entreprises Non Vie



Ratio de solvabilité
Entreprises Vie et Mixtes



- **En 2022**, la solvabilité des entreprises **vie et mixte** est affectée par la hausse des taux et le recul des marchés boursiers mais demeure à un niveau élevé (233 %).
- **La solvabilité des entreprises non vie est au plus haut depuis 6 ans (276 %).**

Source : France Assureurs.

Champ : Entreprises régies par le Code des assurances.

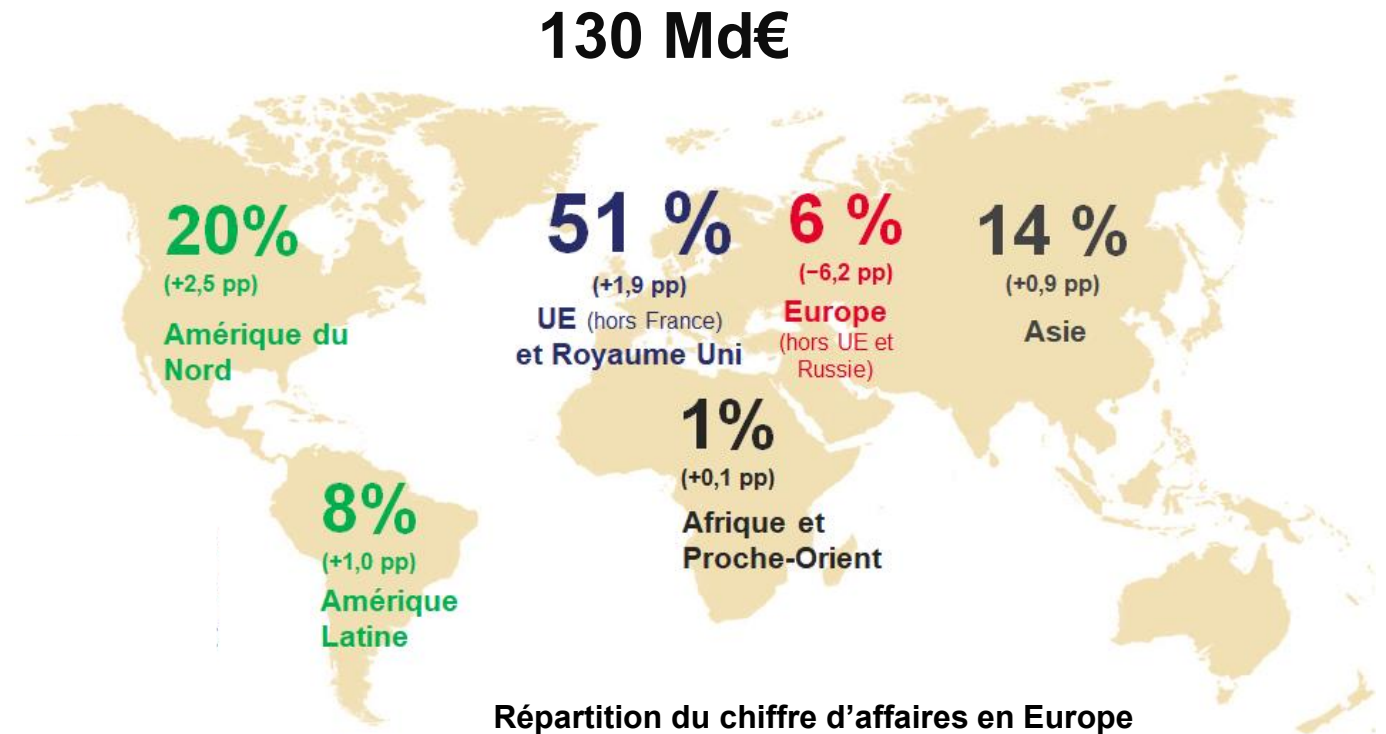
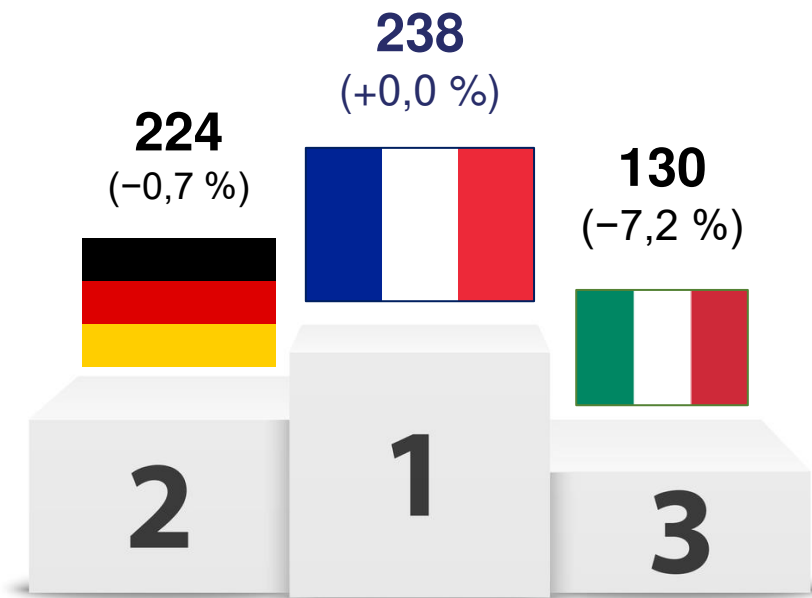
Le marché français de l'assurance est le premier marché de l'Union européenne

Marché de l'assurance en 2022

Chiffre d'affaires en milliards d'euros

Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger par les assureurs français en 2021

Part dans le total et évolution sur 5 ans



Répartition du chiffre d'affaires en Europe

- | | |
|----------------|--------|
| 1. Italie | 21 Md€ |
| 2. Allemagne | 14 Md€ |
| 3. Royaume-Uni | 9 Md€ |

Sources : GDV, ANIA, France Assureurs.

Note de lecture : La part de l'Asie dans l'activité internationale des assureurs français est de 14 %, en hausse de 0,9 pp sur 5 ans.



France Assureurs

31 rue du Colisée, 75008 Paris

Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr

Twitter : [@FranceAssureurs](https://twitter.com/FranceAssureurs) | LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)